

Cahiers du mouvement ouvrier

- Nicole Perron : “Therminor Terminus”
- Franck La Brasca : l’Italie et les guerres balkaniques
- Léon Trotsky : “Le drame du prolétariat français”
- Karl Liebknecht contre la guerre
- Joukov : les erreurs de Staline face à la guerre (extraits d’un document inédit)
- Alain Rigier : la CIA et le massacre des communistes indonésiens en 1965

C
E
R
M
T
R
I



C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,
Frank La Brasca, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
Internet : www.trotsky.com.fr
E-mail : cermtri@wanadoo.fr.

Sommaire

Présentation	p. 7
Nicole Perron : “Thermidor Terminus”, réflexions et débats sur la chute de Robespierre	p. 9
Tolstoï et les Romanov: un extrait de <i>Guerre et révolution</i> ...	p. 19
Frank La Brasca : l’Italie à la veille de son entrée dans la Première Guerre mondiale	p. 23
Maurice Nadeau : la révolution russe et Trotsky, un article paru dans <i>La Quinzaine littéraire</i> (janvier 2012).....	p. 37
Léon Trotsky : Romain Rolland et Marcel Martinet face à la guerre, ou « le drame du prolétariat français ».....	p. 43
Karl Liebknecht contre la guerre : deux textes ayant trait à son procès.....	p. 53
Hommage de Pierre Monatte à Fernand Loriot	p. 61
Le troisième procès de Moscou (Boukharine-Rykov) vu par Georges Cogniot	p. 65
Maréchal Gueorgui Joukov : les erreurs de Staline face à la guerre (extrait d’un discours inédit)	p. 69
Un Oradour-sur-Glane stalinien en 1944 : la lettre de Malsagov	p. 75

Alain Rigier : Indonésie, septembre 1965, l'un des plus grands massacres politiques de l'histoire p. 79

Chronique des falsifications..... p. 85

Perles..... p. 91

Courrier des lecteurs p. 95

CONSULTEZ LE SITE DU CERMTRI

www.trotsky.com.fr
<http://www.trotsky.com.fr>

**Consultez le blog
“l’histoire défigurée,
la géographie manipulée”**

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 96 à 128 pages)

Prix du numéro : **9 euros (+ 1,50 euro de port)**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **32 euros** ;

— Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Chèques à l’ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Présentation

Ce numéro 60 des *Cahiers du mouvement ouvrier* commence à aborder certains aspects de l'histoire et de la commémoration de la guerre de 14-18.

Il s'ouvre sur un article de Nicole Perron, qui, à partir d'une évocation de la pièce de théâtre *Thermidor Terminus* d'André Benedetto, rappelle un certain nombre d'éléments fondamentaux, trop souvent occultés, déformés voire purement et simplement falsifiés, de la biographie politique de Robespierre.

La mode aujourd'hui est de célébrer la dynastie russe des Romanov. Un ancien bureaucrate soviétique a chanté leurs mérites à la radio tout cet été. M^{me} Carrère d'Encausse vient de publier un ouvrage à leur gloire.

Léon Tolstoï, lui, on va le voir, n'en pensait pas grand bien.

Frank La Brasca étudie les tensions politiques qui ont ravagé l'Italie, et en particulier le mouvement ouvrier italien, face à la guerre de 1914.

Ce numéro reproduit deux textes de Karl Liebknecht contre la guerre, une lettre au tribunal royal de Berlin et le discours qu'il prononça devant ce dernier en réponse à l'accusation de trahison portée contre lui après la manifestation contre la guerre qu'il avait appelée à Berlin le 1^{er} mai 1916 et la distribution de tracts qu'il y avait organisée personnellement.

Ces deux discours sont suivis d'un texte de Trotsky intitulé « *Le drame du prolétariat français* », écrit en 1922 comme préface au drame de Marcel Martinet, *La Nuit*, et qui évoque à la fois l'attitude de Romain Rolland et de Marcel Martinet face à la guerre, puis, à partir de *La Nuit*, les problèmes politiques fondamentaux auxquels se heurte la révolution en France.

L'hommage rendu en 1932 à Fernand Loriot par Pierre Monatte se situe dans la ligne de ces deux textes. Membre de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), Loriot sera l'un des premiers à se dresser contre la guerre et l'Union sacrée, avant de devenir

l'un des fondateurs du Parti communiste français, puis d'être rayé de son histoire officielle et même officieuse après sa dégénérescence stalinienne, prélude à sa décomposition. Un des signes de la dégénérescence du PCF est son attitude devant la liquidation de la vieille garde bolchevique entreprise par Staline et sa clique. L'article de Georges Cogniot publié dans *L'Humanité* pendant le troisième procès de Moscou et reproduit dans ce numéro en est un signe particulièrement révélateur. Un autre signe de cette dégénérescence sauvage est fourni par le document sur « l'Oradour-sur-Glane stalinien » organisé au début de 1944 en Tchétchénie sous la houlette de Beria lors de la déportation des Tchétchènes et des Ingouches décidée par Staline. Entre les deux, on peut situer l'incurie criminelle de Staline face à la guerre préparée par Hitler. Ce numéro présente à cette occasion la traduction du début d'un discours inédit du maréchal Joukov qui devait être prononcé à l'occasion d'un plenum du comité central du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) destiné à prolonger le rapport secret de Khrouchtchev au XX^e Congrès du PCUS, plenum qui ne se tint jamais. L'inverse en est l'attitude que Maurice Nadeau — auquel nous avons rendu hommage dans le numéro 59 des *Cahiers du mouvement ouvrier* — n'a cessé de garder vis-à-vis de la révolution russe, si calomniée, diffamée, caricaturée depuis la chute de l'URSS, et de son rejet du stalinisme. La reproduction d'un de ses articles publiés en janvier 2011 sur l'ouvrage *Le Fils oublié de Trotsky* est particulièrement révélatrice à cet égard. Le numéro s'achève presque sur l'évocation du gigantesque massacre des communistes indonésiens, organisé en 1965 sous la haute direction de la CIA. La défense du « monde libre », c'est-à-dire de la spéculation financière déchaînée et de la domination américaine sur le monde, valait bien 500 000 à 600 000 cadavres d'ouvriers et de paysans... La chronique des falsifications et les perles sont particulièrement fournies dans ce numéro. Elles vont sans doute s'enrichir encore au cours des mois à venir. Nous demandons à nos lecteurs de nous aider à les remplir.

“Thermidor Terminus”

Réflexions et débats sur la chute de Robespierre

les 9 et 10 thermidor an II (27 et 28 juillet 1794)

La réponse d'un homme de théâtre ardemment républicain

Sous ce titre délibérément provocant, « *Thermidor Terminus* », André Benedetto a écrit en 1988 un texte magnifique, fiévreux, emporté par le souffle révolutionnaire, et que nous avons pu écouter à Paris le 19 septembre 2013 (1) : Roland Timsit et Romain Blanchard l'ont joué avec une passion communicative au siège du Grand Orient de France.

La pièce se présente comme un dialogue âpre et passionné tenu à huis clos dans la prison du Plessis, entre Buonarrotti, le futur compagnon du communiste Babeuf, et l'entrepreneur en menuiserie Duplay qui hébergea Robespierre jusqu'à son arrestation le 9 thermidor-27 juillet 1794, et fut lui-même arrêté, emprisonné, jugé et enfin libéré le 17 floréal an III-6 mai 1795.

Le 22 avril 1794, Philippe Buonarrotti avait été envoyé en mission par la Convention dans l'ex-principauté d'Oneglia prise sur le royaume du Piémont-Sardaigne : pour protéger la République sur sa frontière italienne ? Ou pour étendre la révolution à toute l'Italie ? La question restera sans réponse, comme d'autres : l'auteur préfère une incertitude à la vérité dogmatiquement assénée, afin de laisser le champ libre à la réflexion, surtout quand le débat entre historiens n'a pas tranché.

Jeté en prison pour “robepierrisme”

Peu après son retour en France en mars 1795, Buonarrotti est jeté en prison pour « robepierrisme » par les nouveaux maîtres de la République, ces « thermidoriens » qui ont condamné à mort sans jugement Robespierre, Saint-Just et leurs amis. Il a constaté avec effroi que tout avait changé : les « robepierristes » ont été guillotins ou se sont suicidés, la loi du maximum qui encadrait les prix contre une spéculation meurtrière mais inévitable en temps de guerre et de pénurie a été abolie, le club des Jacobins fermé, les royalistes libérés de prison.

Les sans-culottes paraissent écrasés sous le poids d'une défaite qui sera parachevée sous peu par l'écrasement des insurrections de germinal et de prairial an III (2) : insurrections « *pour le pain et pour la Constitution de juin 1793* ». Nous sommes en mars 1795 et les deux hommes s'interrogent : d'où vient ce sentiment d'impuissance depuis la mort de Robespierre ? « *On murmure que privée de Robespierre, la révolution s'est arrêtée. Pourquoi l'a-t-il laissée mourir ?* », demande Buonarrotti qui se fait

(1) On peut se le procurer auprès du théâtre des Carmes d'Avignon.

(2) Benedetto date son texte de mars 1795, peu avant les journées de germinal et de prairial (1^{er} et 2 avril, 20 et 21 mai 1795) qui furent écrasées dans le sang. Le faubourg Saint-Antoine désarmé ne bougera plus avant 1830.

ici l'écho de l'interrogation angoissée partagée par tous ces militants, hébertistes, jacobins, futurs compagnons de Babeuf, pêle-mêle jetés en prison et qui veulent comprendre le passé afin de mieux dessiner l'avenir.

“Versailles-Retour”

Que faire quand triomphe la fête thermidorienne ? Elle a vu surgir de terre la jeunesse dorée, entraînée par les terroristes repentis tels que Tallien. C'est « Versailles-Retour » qui s'empresse de jouir des richesses accumulées, et qui exorcise sa culpabilité en recouvrant la mémoire de Robespierre sous un monceau de calomnies (3), qui encourage les bastonnades de jacobins, ce qui prépare leur assassinat en masse dans les prisons du sud-est (la « Terreur blanche »).

Les sans-culottes ont-ils abandonné Robespierre ? Ont-ils, ainsi que les bourgeois, déserté le combat pour l'égalité ? Robespierre a-t-il désespéré et renoncé à affronter ses adversaires ? Pourquoi, dans la nuit tragique qui a suivi sa mise en accusation par la Convention, a-t-il hésité, laissé sans consignes ses partisans, ces gardes nationaux venus des quartiers populaires rassemblés autour de l'Hôtel de Ville dans l'attente d'une parole ferme et qui ont dû se disperser faute de recevoir un ordre précis ?

Buonarotti interroge avec véhémence le menuisier Duplay, qui a pu observer Robespierre durant les dernières semaines de sa vie marquées par un retrait surprenant du combat public : du 8 juin 1794 au 26 juillet, Robespierre a déserté la Convention, cette assemblée qu'il a si longtemps maîtrisée par sa seule parole. Buonarotti veut savoir ce que signifie ce retrait de six semaines, pourquoi la signature de l'Incorruptible est restée inachevée sur l'appel à sa section des Piques dans la nuit du 27 juillet 1794. Jugeait-il illusoire, vouée à l'échec, ou inappropriée, illégale, la tentative de mobiliser les sections parisiennes autour de la Commune parisienne contre la Convention afin d'inverser le rapport de forces qui avait triomphé le 27 juillet ? Cette passivité apparente cachait-elle une volonté de suicide ? Duplay, qui

était l'ami de Robespierre et qui a partagé avec lui ces dernières semaines décisives, est sommé d'expliquer tous ces « mystères ».

Cette âpre joute verbale se conclut sur un constat partagé (non, Robespierre ne fut pas un dictateur), une question sans réponse (a-t-il abandonné la lutte, s'est-il suicidé ?), une perspective de combat pour l'avenir : Buonarotti promet de transmettre le message robespierriste, ce qu'il fera en écrivant en 1828 *La conspiration pour l'Égalité dite de Babeuf*. Il sera le passeur entre les combattants de l'an II et ceux qui animeront les luttes démocratiques et sociales dans la première moitié du XIX^e siècle. La pièce se clôt sur un appel aux citoyens du XXI^e siècle : « *L'histoire ne s'arrête pas aujourd'hui ni demain ni après-demain. La lutte continue. Combattez citoyens. Vive la liberté. Vive l'égalité, la fraternité. Ils vous pousseront dans la dictature. Inventez la démocratie.* »

Qu'en disent les historiens ?

Un débat remarquable que la salle a écouté avec une grande attention a suivi la représentation ; y ont pris la parole, outre le comédien Roland Timsit, les historiens Michel Biard, professeur d'histoire moderne à l'université de Rouen et président de la Société des études robespierristes, Hervé Leuwers, professeur d'histoire moderne à l'université de Lille-III, directeur des *Annales historiques de la révolution française*, et, pour une courte intervention, Florence Gauthier, de l'université Paris-VIII.

Toutes les questions soulevées par ce texte n'ont pu être développées, notamment le poids des décrets de ventôse dans la constitution de cette coalition hétéroclite qui renversa Robespierre. Michel Biard a regretté de ne pouvoir pré-

(3) La plus grotesque de ces calomnies lui prête un projet de mariage avec Madame Royale, la fille de Louis XVI ! Celle-ci aura une courte vie, tandis que l'accusation d'avoir été un dictateur sanguinaire court toujours, portée par des journalistes incultes (que fascinent les mignardises de la vie de cour à Trianon) et par des historiens systématiquement malveillants.

ciser ce point qui « *nous entraînerait trop loin* ». J’y reviendrai pour nos lecteurs en partant des travaux de Mathiez qui ont visiblement inspiré Benedetto, mais en les complétant par ceux d’Albert Soboul et de Michel Biard.

Robespierre bouc émissaire de la terreur : l’œuvre de “proconsuls corrompus” ?

Sur ce point, Benedetto reprend les conclusions de Mathiez qui méritent d’être réexaminées : Robespierre fut effectivement renversé par des « terroristes » repentis qui avaient mésusé des larges pouvoirs que leur avait concédés la Convention pour exercer efficacement leur mission dans les départements soulevés contre Paris et contre les montagnards à l’heure de l’invasion étrangère et de la rébellion intérieure généralisée. Mission dangereuse qui ne portait pas seulement sur la chasse aux ennemis de la République (« les suspects »), ainsi que l’a clairement démontré Michel Biard dans deux livres substantiels : *Missionnaires de la République* et, comme directeur d’un collectif, *Politiques de la terreur 1793-1794*.

Le gouvernement révolutionnaire ne fut pas la dictature de Robespierre

Avant d’examiner le cas de ces représentants rappelés par le Comité de salut public et qui ont organisé la chute de Robespierre afin d’éviter d’avoir à rendre des comptes, ou comme moyen de trancher une divergence de fond avec Robespierre (cas de Billaud, de Carnot tous deux membres du Comité de salut public), rappelons quelques données essentielles sur le fonctionnement du gouvernement révolutionnaire : Robespierre est entré dans le « grand Comité de salut public » le 27 juillet 1793 ; en raison de ses prises de position passées, de son élo-

quence reconnue dans l’arène parlementaire et aux Jacobins, de son lien particulier avec les sans-culotte parisiens qui se sont imposés comme un acteur collectif majeur sur la scène politique depuis le 10 août 1792, il est effectivement devenu le dirigeant politique et moral le plus écouté.

Mais Carnot, Billaud, chacun des « 12 qui ont gouverné la France », étaient de fortes personnalités qui ne se laissaient pas facilement convaincre. Leur travail collectif impliquait un partage des tâches, chacun choisissant de défendre devant la Convention par un rapport argumenté tel projet de décret discuté d’abord et adopté par le Comité de salut public avant d’être débattu dans la Convention. Celle-ci adopta le projet défendu en ventôse par Saint-Just qui prévoyait une vaste redistribution des terres confisquées aux ennemis de la République. Elle adopta en prairial le projet présenté par Couthon qui permit d’accélérer le fonctionnement du tribunal révolutionnaire, ce qui donna l’envoi à la période dite de « la grande terreur ». Insistons : ces projets toujours présentés au nom collectif du Comité de salut public étaient débattus, amendés puis votés par la Convention.

Précisons encore que la composition du Comité de salut public était soumise au renouvellement par la Convention chaque mois. Nous sommes donc (en période exceptionnelle de danger) dans un régime parlementaire assiégé, ce que nos contemporains, soumis depuis plus d’un demi-siècle à un régime de type bonapartiste, ont du mal à percevoir !

Les thermidoriens qui justifient a posteriori le coup de force du 9 thermidor en invoquant la tyrannie qu’auraient exercée les seuls Robespierre, Saint-Just ou Couthon falsifient l’histoire.

Des représentants chargés de lourdes responsabilités

Ils ont reçu de grands pouvoirs, non pas illimités, mais qui leur laissaient une large marge d’appréciation, pour lever des armées, les nourrir, les chausser, ac-

tiver la fabrication des armes, contrôler l'exécution des lois : le maximum général de septembre, qui voulait juguler l'inflation profitable aux propriétaires mais cruelle aux petits paysans acheteurs de grains (ils sont majoritaires dans ce pays) ainsi qu'aux petites gens des villes et aux soldats ; celle relative à la lutte contre les suspects de septembre 1793 ; non moins périlleuse l'application de la loi du 14 frimaire-4 décembre 1793, qui ordonnait l'épuration des administrations locales dont certaines prêtaient une oreille complaisante aux récriminations des propriétaires et des commerçants lésés par le décret du maximum, tandis que d'autres s'étaient laissé embarquer dans l'aventure déchristianisatrice au risque de soulever contre la République les paysans attachés à leur culte.

Des défaillances individuelles : le cas Tallien

Responsabilités écrasantes que dans l'ensemble ils ont exercées avec talent, dévouement et probité, ce qui n'empêcha pas les faillites individuelles : dans ce monde bouleversé, il était trop tentant d'écouter les prières d'une ex-marquise de Fontenay, fort belle de surcroît et riche de la fortune de son père, le banquier espagnol Cabarrus, amateur de Bordeaux et agioteur ! Le représentant en mission à Bordeaux Tallien n'y résista pas, exhiba sa belle en déesse de la Raison et ne supporta pas que le Comité de salut public le rappelle afin qu'il rende des comptes sur sa mission. Ses liens privés avec celle qu'on appellera Notre-Dame de Thermidor n'étaient pas la seule cause de son rappel, pas plus que la rumeur persistante sur la façon dont il aurait monnayé la remise en liberté de ses riches prisonniers (4) : Lindet, le membre du Comité de salut public plus particulièrement chargé du commerce et qui souhaitait desserrer les contraintes d'une économie dirigée, lui reprochait d'avoir mis l'embargo sur les navires américains.

L'arrestation de la belle Teresa acheva d'enrager Tallien qui devint l'une des che-

villes ouvrières de la conspiration de thermidor puis de la réaction qui s'ensuivit.

Des erreurs de jugement ? Collot d'Herbois et Fouché

Leur rôle dans la chute de Robespierre fut encore plus décisif : Collot, qui présidait la Convention le 9 thermidor, sut organiser l'obstruction parlementaire qui bâillonna Robespierre. Fouché fut l'homme de l'ombre qui renversa la majorité en ralliant le centre (le Marais). Il attisa les peurs suscitées par le dernier discours de Robespierre prononcé le 26 juillet à la veille de sa chute : ce discours parut élargir à l'infini le cercle des « fripons » qui devaient tomber sous le glaive de la loi, ce qui souda contre lui tous ceux qui avaient quelque chose à se reprocher et tous ceux qui voulaient liquider les contraintes économiques du gouvernement révolutionnaire. Les victoires acquises sur la frontière du nord leur paraissaient en supprimer la nécessité.

En revanche, il faut tordre le cou à la légende qui reproche à Robespierre de n'avoir pas désigné ses adversaires dans cet ultime discours (5) : Vadier et Amar, du Comité de sûreté générale, Cambon, responsable des finances, Carnot, « l'organisateur de la victoire », et Fouché, l'athée, furent personnellement attaqués ce jour-là ou dans les mois précédents.

Examinons d'abord la mission accomplie à Lyon par Fouché et Collot — qui n'était pas volontaire mais y fut désigné sur l'insistance de Robespierre semble-t-il (6). Ils y furent les maîtres d'œuvre d'une terrible répression sur la ville, durement châtiée pour avoir résisté deux mois durant et les armes à la main aux soldats bleus qu'on dut retirer d'Auvergne et du front des Alpes.

(4) Comment se prononcer sur ce point ? Tous ceux qui ont dû manier des fonds levés de manière « extraordinaire », comme les taxes révolutionnaires, ont été accusés de telles malversations à l'heure des règlements de comptes. Il faudrait vérifier au cas par cas.

(5) Discours qui fut accueilli par « un silence de gargouillis, de ravalement de salive », écrit Benedetto.

(6) Michel Biard, 1793. *Le siège de Lyon. Entre mythes et réalités.*

Ils jugèrent nécessaire de terroriser la ville que la Convention estimait globalement contre-révolutionnaire et ils organisèrent pour cela un spectacle destiné à pétrifier les rebelles, comme le faisait la Gorgone de l'Antiquité, nous rappela M. Biard. Les 4 et 5 décembre 1793, ils les firent passer par les armes dans la plaine des Brotteaux, selon la procédure en usage en pareil cas (la fusillade), mais on y avait ajouté le canon, ce qui était inhabituel. L'horreur fut telle que les représentants y mirent fin dès les jours suivants, mais l'image de la barbarie devait rester indélébile dans la mémoire des Lyonnais. Et contribuer au rappel du seul Collot dès décembre 1793.

Au printemps suivant, des jacobins lyonnais vinrent solliciter la pitié de Robespierre : or ce dernier avait un compte à régler avec Fouché, l'homme qui avait chassé la divinité du ciel et des cimetières dans la Nièvre et dans l'Allier, l'allié de ce Chaumette que d'aucuns rendaient responsable de la fermeture de toutes les églises parisiennes à l'automne 1793. Robespierre fit rayer Fouché des jacobins le 26 messidor-14 juillet, mesure qui annonçait en général l'envoi devant le tribunal révolutionnaire. Il scellait ce jour-là son destin en agrégeant à la coalition hétérogène qui allait le renverser un maître en intrigues, un as de la manipulation psychologique.

Robespierre, le pontife d'un culte nouveau, celui de l'Être suprême ?

La rupture avec Fouché nous conduit à revenir sur la question religieuse ; le sens de cette fête du 20 prairial-8 juin 1794 fut largement débattu en septembre dernier au Grand Orient. Citons le texte de Benedetto : Buonarrotti dit ne pas comprendre ce qui s'est passé ce jour-là, Robespierre « *se faisant prêtre d'un dieu (...), le Pontife tout de bleu (vêtu), un bouquet à la main perpétuant la religion, ça, Duplay, je ne comprends pas. Les nuées et l'immortalité de l'âme pardessus le marché.* »

Hervé Leuwers a expliqué qu'on ne pouvait pas parler de culte puisqu'il n'y

avait ni dogme, ni rituel, ni prêtres. Robespierre parlait avec tendresse de Jésus « le fils de Marie », mais non pas d'un fils de dieu. En ce sens, la rupture avec le christianisme ainsi qu'avec l'Eglise catholique est consommée (même si des catholiques n'y ont vu que du feu et se sont réjouis de la condamnation de l'athéisme dont le mannequin fut brûlé publiquement). Faut-il l'interpréter comme le projet d'établir une république athée ?

Une réalité historique et psychologique complexe

Robespierre, ainsi que la révolution elle-même, tâtonne à la recherche de l'avenir, car Rousseau, dont il fut lecteur assidu, ne donne pas toutes les réponses. On a oublié sans doute que l'athée breton Le Quinio, auteur d'une cruelle brochure polémique, *Les préjugés détruits*, qui ne cachait rien de ses convictions athées et matérialistes, avait été dénoncé aux jacobins et défendu par Robespierre lui-même ! Selon lui, Le Quinio avait le droit de publier son opinion, conformément à la Déclaration des droits de 1789, et, puisqu'il avait défendu efficacement la République lors de sa mission dans les Charentes, nul n'avait le droit de lui demander des comptes sur ses opinions privées. Ici, on n'est pas très loin de notre notion moderne de laïcité.

Comment interpréter le vote de la Convention sur l'immortalité de l'âme ?

Il ne s'agit pas de ressusciter le vieux dogme mais d'offrir au petit peuple, aux militants qui jouent leur vie, une promesse de justice compensatoire à venir après la mort, dans le cas où le rêve formulé par Saint-Just et partagé par son ami Robespierre (« *La révolution doit s'arrêter à la perfection du bonheur* ») se fracasserait sur la résistance de la « force des choses ». Les plus cultivés, ceux qui se sont nourris de littérature ro-

maine, l'interpréteront comme une promesse de gloire réservée aux héros dans le souvenir des hommes, une fois la dure tâche accomplie.

Nous savons, pour avoir lu les discours de Saint-Just, de Couthon, de Billaud, de Robespierre, que tous ces hommes, amalgamés sous l'étiquette de « robespierristes » (ce qui gomme leurs divergences, leurs nuances), tous ont rêvé de réconcilier les citoyens dans une religion civile, une morale civique attachée à faire triompher la République, impliquant le respect des lois, des droits de l'homme pour tous, afin de tuer le vieux monde de l'égoïsme et de l'orgueil. Morale républicaine qui n'a rien à voir avec la contrefaçon de morale laïque que nous sert le ministre Peillon !

La force des choses : la propriété menacée se défend

Robespierre, Saint-Just, Couthon ont porté atteinte au principe « sacré » de la propriété, ce qui fut annoncé clairement par Robespierre dès décembre 1792 dans un admirable discours qui dénonçait les spéculations commerciales des vendeurs de blé comme un attentat « fratricide » au premier droit de l'homme, celui d'exister ! Tandis que progressait la révolution elle-même, il approfondit sa réflexion : il accepta successivement et malgré son scepticisme sur l'efficacité de telles mesures, le contrôle du prix des grains en mai 1793, puis celui du prix des denrées de première nécessité ainsi que des matières premières nécessaires à l'équipement des armées en septembre.

Les décrets de ventôse inappliqués

Ils furent présentés par Saint-Just en février-mars 1794 ; ils prévoyaient en substance la redistribution des biens des suspects (dès lors que le tribunal révolutionnaire les aurait condamnés à la mort), cela au profit des indigents de la République dont il restait à établir la liste. La propriété déclarée sacrée par la

Déclaration des droits ne l'était-elle plus ? Poursuivre la révolution au-delà de l'égalité devant la loi et l'impôt, n'était-ce pas sauter dans l'inconnu, tomber dans « l'anarchie » ?

On imagine le frémissement d'angoisse qui saisit tous les propriétaires. Ainsi fut introduit un nouveau clivage parmi les hommes de gouvernement, pas toujours ouvertement exprimé mais qui contribua à expliquer thermidor, notamment l'isolement croissant de Robespierre et de ses amis, Saint-Just, Couthon : les thermidoriens les accuseront d'avoir formé un « triumvirat » partisan d'une dictature destinée à imposer la « loi agraire », ce partage général des propriétés terriennes dont Robespierre avait dit pourtant qu'elle était « *un fantôme agité par des fripons pour épouvanter les imbéciles* » !

Robespierre a pu percevoir cette sourde hostilité qui s'exprime dans un fait significatif : sur les six commissions populaires prévues par Saint-Just et destinées à trier les suspects dont les biens seraient confisqués au profit des pauvres, seules deux étaient mises en place le 25 floréal et les autres ne virent le jour que le 4 thermidor, cinq jours avant la chute de Robespierre ! A l'heure de la réaction post-thermidorienne, les membres des deux grands comités de gouvernement se vanteront d'avoir tout fait pour freiner la constitution de ces commissions populaires...

Après la guerre défensive, le tournant vers la "grande nation" conquérante ?

Duplay-Benedetto interroge : « *Robespierre a-t-il voulu la guerre à l'étranger et libérer les peuples malgré eux ? Non.* » Le public reçut cette phrase avec un frémissement qu'explique l'inquiétude contemporaine devant la multiplication des guerres prétendument libératrices !

Carnot joua un grand rôle dans la chute de Robespierre dont il se séparait sur deux points au moins : il refusait sa

conception de la fraternité qui visait une plus grande égalité sociale entre les hommes. Sur le plan social, Carnot était un conservateur.

Il refusait également sa politique étrangère fondée sur des principes formulés dès la fin de 1791, quand il opposait au bellicisme de Brissot sa fameuse phrase : « *Nul n'aime les missionnaires armés.* » Le 17 novembre 1793, Robespierre renouvelait cette pétition de principe : l'objectif de la guerre révolutionnaire n'était pas d'émanciper les peuples mais d'en finir au plus vite avec la guerre, notamment en respectant les neutres, afin que la République puisse passer du gouvernement révolutionnaire au gouvernement constitutionnel conçu pour temps de paix.

Principe qu'il réaffirma en floréal (« *Gardons-nous de l'ivresse des triomphes* ») tandis que les victoires de juin 1794 vont engager Carnot sur la voie des rectifications stratégiques de frontières : il s'est opposé à Saint-Just, privilégiant la conquête de la Flandre maritime afin de repousser la frontière jusqu'à l'Escaut (Anvers) et la Meuse. Il prodigue des encouragements aux patriotes bataves (Hollandais) à qui il fait miroiter une possible campagne en Hollande comme s'il envisageait de reprendre le projet de Dumouriez, cela en totale contradiction avec la politique du Comité de salut public.

C'est lui que Robespierre vise sans le nommer dans son ultime discours : « *Les comédies philanthropiques jouées par Dumouriez dans la Belgique sont répétées aujourd'hui. On s'amuse à planter des arbres stériles de la liberté dans un sol ennemi au lieu de cueillir les fruits de la victoire...* » Autrement dit, la Belgique catholique ne doit pas être annexée contre son gré.

Débats sur le décret du 22 prairial-10 juin 1794 préparant "la grande terreur"

Il fut rapporté par Couthon soutenu par Robespierre. C'est ce décret qu'on

cite habituellement pour affirmer que la politique des robespierristes se résume à l'exercice d'un pouvoir dictatorial déchaînant une terreur sans limite ni justification à partir de juin 1794, alors que les victoires en Belgique la rendaient plus insupportable : Charleroi tombe le 25 juin, Jourdan et Saint-Just sont victorieux à Fleurus le 26 juin.

Le décret de prairial accélérât le fonctionnement de la justice révolutionnaire en établissant des juges supplémentaires, en simplifiant la procédure sans toutefois supprimer l'instruction ni la présence de défenseurs officieux. Elle ne prévoyait plus que deux sentences : l'acquittement (près de 20 % des prévenus entre le 10 juin et le 26 juillet furent acquittés) et la mort.

Fut-il, comme le croyait et l'a dit Robespierre (et l'ont redit Mathiez et Benedetto) appliqué de manière délibérément monstrueuse par le Comité de sûreté générale qui ne lui pardonnait pas d'avoir été tenu à l'écart ? Et qui voulait ainsi sourdement discréditer sa politique dont plusieurs aspects lui déplaisaient ? Sans oublier le choc des ambitions et les brutalités verbales qui s'expliquent très aisément par l'usure nerveuse. Saint-Just s'entremet en vain.

La première charrette qui suivit le décret de prairial : le piège tendu par Vadier

L'athée Vadier avait protesté publiquement contre la fête de l'Être suprême. Puis il mit en scène l'application du décret de prairial de manière à désigner Robespierre comme l'homme à abattre : les 22 et 23 mai, Collot et Robespierre avaient été victimes d'attentats dont les auteurs, Henri Admirat et Cécile Renault, furent les premières victimes condamnées en application de la loi de prairial. Ils furent exécutés avec cinquante-deux autres soigneusement amalgamés : les uns, proches du baron de Batz, qui avait trempé dans le complot de l'étranger, d'autres, ces deux tenancières d'une maison de prostitution, la

mère et la fille Sainte-Amaranthe, censées illustrer le défi à la vertu. Tous furent exhibés en robe rouge, celle des parricides. Belle invention de Vadier qui ridiculisait ainsi la vertu et désignait le père de la patrie, le meilleur serviteur de la révolution comme le dictateur à abattre.

Comme Vadier, Amar n'avait pas apprécié que le Comité de sûreté générale voit réduire ses prérogatives policières au profit du bureau de police dirigé par Saint-Just et il se savait personnellement menacé pour avoir mal instruit le procès des hommes impliqués dans la liquidation de la Compagnie des Indes, ces députés affairistes qui furent guillotins avec Danton.

Benedetto évoque cette orgie du sang et le dégoût qui souleva les Parisiens. Michel Biard précisa que les comités de gouvernement furent sensibles à ce revirement de la sensibilité, les exécutions qui avaient eu lieu jusque-là sur notre place de la Concorde furent soustraites à la vue et rejetées sur la lointaine place de la Nation.

Barbare la révolution ? Rappelons qu'elle avait, dès 1791, établi l'égalité entre les justiciables condamnés à mort, le noble avait perdu le privilège d'échapper à la pendaison longue douloureuse et humiliante qui frappait le roturier. Elle avait supprimé la torture comme moyen d'investigation et comme châtement exemplaire sur les empoisonneurs, les sorcières, les fabricants de fausse monnaie, les rebelles à l'autorité du roi ou de l'Eglise antérieurement punis par des supplices atroces et publics : le protestant Calas fut écartelé sur la roue, le chevalier de la Barre, jeune homme de 19 ans, eut la langue coupée et son corps fut livré au feu ainsi que le *Dictionnaire philosophique* de Voltaire.

De quelle terreur parlez-vous ?

Le gouvernement révolutionnaire ne fut évidemment pas le premier gouvernement (ni le dernier, songeons aux fusillés pour l'exemple !) à user de la force terrorisante pour mater des sujets rebelles. Sans remonter jusqu'aux dragon-

nades perpétrées dans les Cévennes par les troupes du « grand roi » (Louis XIV), citons l'émeute du faubourg Saint-Antoine brisée par les soldats de sa Majesté Louis XVI en avril 1789 : une centaine d'ouvriers du fabricant de papiers peints Réveillon furent fusillés pour avoir osé réclamer une augmentation de salaire...

Un gouvernement qui a perdu son soutien populaire

Ce point déjà acquis par Mathiez fut repris par Albert Soboul et ses conclusions sont toujours valables : « *Jacobins et Montagnards n'ont jamais accepté l'économie dirigée que contraints et forcés, seulement comme expédient de guerre et pour soutenir l'assignat. La réquisition et la taxation leur étaient indispensables pour mener une grande guerre nationale (...). Cette politique supposait l'alliance de la bourgeoisie jacobine et des sans-culottes. Or elle heurtait les uns et les autres, parce que limitant le profit et bloquant les salaires. Tant que le mouvement populaire fut puissant dans Paris, la Commune dite hébertiste (7) ne taxa pas les salaires : les sans-culottes enlevèrent des augmentations, tandis que s'affirmait le mécontentement des chefs d'entreprise.* » Après germinal, tout change : Hébert puis Chaumette exécutés, le maire Pache en prison, la Commune se voit imposer des hommes nommés par le gouvernement, ils perdent l'indépendance que leur conférait l'élection. La démocratie communale, cet acquis précieux de la révolution, se voit étranglée dans la première ville de France. Les victoires étant acquises sur la frontière, la nouvelle Commune s'enhardit le 5 thermidor à publier le nouveau maximum, celui qui réduit les salaires parisiens, c'est-à-dire les avantages acquis par les couches les plus pauvres de la sans-culotterie. On sait qu'à la veille du 10 thermidor, on entendit crier dans les rues : « *A bas le foutu maximum.* » Des grèves éclatèrent

(7) Celle qui avait Chaumette pour procureur, Hébert pour substitut et Pache pour maire.

jusque dans l'imprimerie du Comité de salut public !

Robespierre, pas plus que les autres, ne semble avoir mesuré la gravité de ce divorce ; son gouvernement reposait désormais sur du vide. Rappelons l'affaire Legray : ce membre du comité révolutionnaire de la section du Muséum fut dénoncé pour avoir accusé Saint-Just et Barère d'être des ci-devant, dénoncé la terreur organisée par le Comité de salut public et le Tribunal révolutionnaire, « *demandé à jouir des avantages de la Constitution, des droits de l'homme... surtout la liberté de la presse* » et le retour de Pache à la mairie, Pache dont le nom restait attaché à la démocratie de l'an II. Legray reconnaissait que Danton n'était pas « pur », mais pour préciser qu'il avait été assassiné !

Il exprimait le désarroi de l'avant-garde populaire qui n'avait pas accepté les procès du printemps, ni l'exécution de Hébert ni celle de Danton, ni la justification qui en fut donnée alors : déjouer le « complot de l'étranger ». Barère fit front le 7 thermidor, il dénonça la rumeur persistante selon laquelle il fallait faire « un 31-mai », c'est-à-dire une « journée » populaire contre la Convention, comme celle qui en avait chassé les girondins. Robespierre lui emboîta le pas le 8 thermidor et défendit le Comité de salut public.

“La révolution s'immobilise, l'inertie et la léthargie gagnent le peuple, pourquoi ?”

Ce jugement s'applique non seulement à la nuit du 9 au 10 thermidor mais aussi à ces mois qui ont suivi la mort de l'Incorruptible.

A la suite de cet écœurant chahut parlementaire, Robespierre et ses amis sont arrêtés ; à ce moment-là, ils sont encore susceptibles de passer en jugement donc de s'expliquer. Grave perspective pour les hommes du complot ! Mais les robespierristes ont été libérés de prison par les hommes de la Commune et ils se concertent avec le chef de la garde natio-

nale, Hanriot, à l'Hôtel de Ville, sur les mesures à prendre ; ils sont alors mis hors la loi par la Convention, ce qui écarte le procès ; la force armée seule dira la vérité du jour.

Tandis que les thermidoriens mobilisent, sous la direction de Barras, les gardes nationaux des quartiers aisés de l'ouest (vieux clivage social parisien...) pour affronter les conventionnels retranchés à la Commune ainsi que les gardes nationaux venus de l'Est parisien qui ont répondu à l'appel de Hanriot, et qui attendent les ordres des robespierristes, ceux-ci font montre d'une surprenante indécision. Saint-Just s'enferme dans ce mutisme qui émerveillait le poète René Char.

On ne saura jamais qui a fracassé la mâchoire de Robespierre : le jeune gendarme Merda qui s'en vantera ? Robespierre pour récuser le jugement arraché par l'adversaire corrompu ? Duplay nie farouchement l'hypothèse du suicide pourtant hautement vraisemblable. Les révolutionnaires, toutes tendances confondues, depuis Roland le girondin jusqu'à Soubrany l'un des « derniers montagnards », ont partagé cette conception romaine de la vertu héroïque.

Les archives ont conservé cet ultime appel à la section des Piques que Robespierre a incomplètement signée. Parce qu'il jugeait la partie perdue ? Seul un tiers des sections se sont rassemblées autour de l'Hôtel de Ville. Il manquait surtout de nombreux canonnières qu'un proche de Carnot avait pris soin d'éloigner de Paris de manière préventive !

Robespierre jugeait probablement illégale la résistance armée tentée à cette heure, du point de vue révolutionnaire qui était le sien : appeler à l'insurrection quand on a perdu la majorité dans une assemblée légitimement élue, sans avoir la certitude que la majorité du peuple souverain approuverait cette résistance ? Au nom de qui ? De la Commune ? Mais elle ne représentait qu'une section du peuple souverain ! C'eût été contredire toute son œuvre ! L'insurrection est légale quand elle agit au nom d'une majorité du peuple clairement exprimée, ce qu'il avait contribué à rendre visible à la veille du 10 août 1792, à la veille des

journées du 31 mai et 2 juin 1793. En cette fin juillet 1794, tout était devenu obscur et sa politique momentanément incompréhensible auprès du petit peuple dont il a toujours voulu défendre les droits et d'abord son droit à l'existence.

Il ne reste plus à l'artiste que le rêve et le jeu de l'imagination : Roland Timsit nous a confié qu'il avait été séduit par la pièce de Benedetto car elle présentait non seulement une grande figure politique mais aussi un homme de chair et d'affections : amitié pour Saint-Just, tendresse pour toute la famille Duplay,

amour pour Eleonore que Benedetto imagine muette et sans larmes (« *elle pleure en dedans* »), perdue dans la foule qui est venue assister au supplice de Robespierre.

Au soir de la fête fameuse de l'Etre suprême, Robespierre avait murmuré chez les Duplay : « *Vous ne me verrez plus longtemps.* » Avait-il désespéré de l'avenir à ce moment-là ? Benedetto ne désespère pas de notre avenir collectif, comme le prouve son texte magnifique !

Nicole Perron



Tolstoï et les Romanov

Au lendemain de la guerre contre le Japon qui se conclut en septembre 1905 sur une défaite de la Russie tsariste lancée dans une entreprise de conquête à l'est, Léon Tolstoï publie un réquisitoire contre cette guerre et la politique qu'elle exprime, et se demande comment elles peuvent se décider. Elles sont le produit d'un mécanisme social, conclut-il, et il s'interroge : « *Quel est ce mécanisme et quels en sont les auteurs ?* » Devenu en fait adversaire de toute forme de gouvernement, il répond : c'est la « *machine gouvernementale* », et, à cette occasion, esquisse un portrait au vitriol de tous les tsars russes depuis Ivan le Terrible. Ce réquisitoire, on va le voir, prend le contrepied de tous les éloges nostalgiques abondamment répandus par une petite — mais qui se pavane complaisamment dans les médias — bande monarchiste. Du même tabac que les spécialistes du gémissement sur la pauvre Marie-Antoinette, son bon Louis XVI ou le grand Louis XIV, dont le règne a été émaillé de famines à faire pâlir de jalousie Staline lui-même. Outre son contenu, l'intérêt de ce texte réside aussi dans le fait qu'il fut publié dès 1906 en français dans un volume intitulé *Guerre et Révolution*, chez Fasquelle, en plein délire politique... et financier (les chers emprunts russes !) sur l'alliance franco-russe !



Un texte de Léon Tolstoï

“La machine gouvernementale”

(*Guerre et révolution*, Editions Fasquelle, 1906)

Ce mécanisme est connu depuis longtemps, et depuis longtemps aussi est connue son œuvre. C'est le même qui a permis en Russie les férocités du détraqué Ivan le Terrible, les cruautés bestiales de l'aviné Pierre I^{er}, insultant, en compagnie d'autres ivrognes, tout ce qui est sacré aux hommes ; les mœurs dissolues de l'ignorante cantinière Catherine I^{re}, les hauts faits de l'Allemand Biron qui gouverna pour la seule raison qu'il était l'amant de la tsarine Anna, qui, femme médiocre, était, elle aussi, complètement étrangère à la Russie. Ce mécanisme sert successivement une autre Anna, maîtresse d'un autre Allemand, parce que c'était dans l'intérêt de quelques-uns de reconnaître comme empereur son fils, l'enfant Ivan, le même qui sera détenu en prison, puis tué sur l'ordre de Catherine II. C'est Elisabeth, la fille débauchée de Pierre I^{er}, qui envoie son armée combattre les Prussiens et à la mort de laquelle son neveu, un Allemand qu'elle a fait venir d'Allemagne et qui, lui succédant, donne l'ordre à cette même armée de combattre pour les Prussiens. Cet Allemand, mari de Catherine II, est tué par elle, également Allemande. Puis elle se met à diriger le pays en compagnie de ses amants, leur fait don de milliers de paysans russes et rédige à leur profit des projets d'expéditions, tantôt grecque, tantôt hindoue, en vue de la réalisation desquels elle fait périr des millions d'êtres humains.

Elle morte, c'est le dégénéré Paul qui préside aux destinées de la Russie et de sa population comme y peut présider un aliéné. Il est assassiné avec le consente-

ment de son propre fils. Et ce parricide règne pendant vingt-cinq ans, tantôt s'alliant à Napoléon, tantôt guerroyant contre lui, tantôt imaginant des Constitutions pour la Russie, tantôt livrant le peuple qu'il méprisait au terrible Araktcheïev.

Ensuite, c'est le règne du soldat brutal, du cruel et ignorant Nicolas I^{er} ; puis c'est Alexandre II, peu intelligent, plutôt mauvais que bon, tantôt libéral, tantôt despotique ; ou bien Alexandre III, celui-ci à coup sûr un sot, brutal et ignorant.

Enfin, sur le trône monte un innocent officier de hussards, qui imagine avec ses séides son expédition mandchou-coréenne, engloutissant des centaines de milliers de vies et des milliards de roubles.

N'est-ce pas terrifiant ? Terrifiant surtout parce que, même cette folie sanguinaire terminée, une nouvelle fantaisie peut surgir demain dans la faible tête de cet omnipotent, et, de concert avec son entourage de coquins, il entreprendra une campagne africaine, américaine ou indienne, et de nouveau on saignera les Russes à blanc et on les enverra assassiner à l'autre bout du monde.

D'ailleurs, ces choses se sont passées et se passent non seulement en Russie, mais partout où existe un gouvernement, c'est-à-dire un régime sous lequel une infime minorité peut forcer la grande masse d'obéir à sa volonté. Toute l'histoire européenne est une suite ininterrompue de récits des fureurs de princes montant successivement sur le trône, menant une vie de débauchés, d'assassins et de brigands, et, surtout, causant le pervertissement du peuple.

L'Italie à la veille de son entrée dans la Première Guerre mondiale : les tailleurs et les bossus

Au moment où se mettent en place en Europe tous les mécanismes qui vont déclencher la première boucherie impérialiste mondiale et marquer de façon indélébile l'ensemble du XX^e siècle, voire ce tout début de troisième millénaire, l'Italie semble un pays en réelle progression sur le plan économique.

Pays très jeune, qui vient de fêter en 1911 le cinquantième anniversaire de son unité et dont la ville hautement symbolique de Rome n'est la capitale que depuis quarante et un ans, il est régi par une monarchie constitutionnelle dont le roi Victor-Emmanuel III (1) est le titulaire, conformément au statut concédé en 1848 par son lointain ancêtre Charles-Albert, qui n'était alors que roi de Sardaigne (2).

L'instabilité ministérielle chronique

L'instabilité ministérielle chronique et son corollaire de combinaisons politiciennes sans principe (deux des « maux » de longue durée dont on peut constater encore les effets délétères de nos jours) avaient marqué les débuts du nouvel Etat italien, mais de tous les chefs de gouvernement qui s'étaient succédé pendant ce demi-siècle, avait tout de même émergé la figure du sévère administrateur piémontais Giovanni Giolitti (3), qui, dans son pragmatisme au fond plus alpin et montagnard que proprement latin, s'était fixé — loin des infatigables rhétoriques irrédentistes et néocolonialistes de bien de ses prédécesseurs, notamment du « radical » sicilien Francesco Crispi, passé du

radicalisme anticlérical et garibaldien de sa jeunesse au plus strict conservatisme militariste et répressif (4) — deux buts bien précis afin de préserver le fragile édifice national de tout ébranlement révolutionnaire.

Deux buts bien précis

1) Faire entrer le pays dans le cercle très exclusif des puissances qui dominaient alors la planète (Grande-Bretagne, Allemagne, Autriche-Hongrie, France et accessoirement Etats-Unis) en développant son économie sur la base réaliste des faiblesses objectives dont il était affligé (quasi-pénurie de matières premières, aridité d'une grande partie du territoire, absence de débouchés coloniaux prometteurs, prédominance absolue de l'agriculture sur l'industrie, analphabétisme et misère matérielle d'une grande partie de la population), mais aussi des atouts qui, paradoxalement, pouvaient, découler des ces handicaps de départ (forte natalité, bas coût de la main-d'œuvre, structures autoritaires patriarcales permettant un taux d'exploitation très élevé du travail).

2) Tenter de résorber les deux grandes fractures qui déchiraient la société italienne de l'époque et qui, de fait, empêchaient le minimum de cohésion nationale nécessaire à un développement capitaliste censément harmonieux, permettant précisément de réaliser le premier de ces objectifs :

— Celle qui excluait les catholiques (c'est-à-dire l'écrasante majorité de la population de l'époque, même si,

(1) Les notes sont renvoyées en fin d'article.

évidemment, les femmes n'étaient encore ni électrices ni éligibles) de la vie politique de la nation du fait de la non-reconnaissance par le Vatican de l'Etat italien, considéré comme usurpateur du fameux « patrimoine de Saint-Pierre » censé remonter à l'époque carolingienne. — Celle qui, pour des raisons de cens, d'analphabétisme et de misère effroyable, écartait de fait les classes les plus défavorisées de la population de toute adhésion minime à une forme de consensus national et qui maintenait les dirigeants du Parti socialiste, fondé en 1892, dans une attitude de marginalité par rapport à la politique institutionnelle.

L'attitude intransigeante de la hiérarchie ecclésiastique

En ce qui concerne le premier de ces problèmes, les débuts du XX^e siècle ne promettaient nulle amélioration, du fait surtout de l'attitude intransigeante de la hiérarchie ecclésiastique, figée dans un refus obstiné de la « démocratie » et de toute adaptation, même timide, de l'Eglise aux réalités de la modernité. Le pape Pie X, élu en 1903, revient même sur les très timides avancées envers la société civile consenties par son prédécesseur Léon XIII dans son encyclique *Rerum novarum* de 1891 en lui opposant une condamnation sans appel du courant dit « moderniste » (5) dans sa propre contre-encyclique *Pascendi domini gregis* de 1907. Mais la multiplication des grèves et la montée en puissance du Parti socialiste incitèrent pourtant le souverain pontife à atténuer quelque peu l'interdit en vigueur depuis son prédécesseur Pie IX (pape de 1846 à 1878), qui avait pris dès 1868, c'est-à-dire avant même la forfaiture suprême représentée (selon le point de vue théocratique de la papauté bien sûr) par l'entrée des troupes italiennes dans Rome et le choix de la Ville éternelle comme capitale du royaume d'Italie (20 septembre 1870), une disposition reprise à son compte par son prédécesseur Léon XIII (6), le fameux *Non expedit* (« Il ne convient pas ») qui enjoignait aux catholiques de n'être ni électeurs ni élus d'un régime considéré

comme illégitime et usurpateur de la « cité de Dieu » chrétienne.

Une grève générale

Pie X (7), après qu'une grève générale a manifesté une poussée révolutionnaire en septembre 1904 et fait craindre à la bourgeoisie un succès socialiste aux prochaines élections qui devaient avoir lieu les 6 et 13 novembre suivants, se laisse cependant fléchir par la démarche de quelques candidats chrétiens de la région de Bergame (Lombardie) et accepte tacitement que quatre candidats catholiques se présentent devant les électeurs (trois d'entre eux étant finalement élus).

Aux élections suivantes de 1909, ce relatif laxisme est encore étendu à 72 circonscriptions électorales, mais le processus ne prend véritablement une forme politique significative qu'en 1913 avec le pacte Gentiloni, du nom du comte Vincenzo Ottorino Gentiloni (8), qui rédige un « heptalogue », un plan en sept points, qu'il soumet aux députés modérés qui doivent l'accepter pour obtenir le soutien des électeurs catholiques.

Un plan en sept points

Parmi ces sept points figurent la défense de la liberté de conscience (il faut lire évidemment la favorisation dans toutes les institutions de l'idéologie cléricale), la défense de l'école privée (un point qui jusqu'à nos jours demeure, on le sait, un véritable cheval de Troie pour la hiérarchie catholique), de l'enseignement religieux dans les écoles publiques, l'opposition à toute loi autorisant le divorce (quelques années auparavant, de timides tentatives avaient été esquissées dans ce sens sous le gouvernement de Giuseppe Zanardelli [9], mais furent vite abandonnées et, comme on le sait, une loi autorisant le divorce ne fut finalement adoptée en Italie qu'à la suite d'un référendum de 1974 !), mais surtout un article qui montre à quel point, en dépit des déclarations répétées des papes successifs et de l'ensemble de la hiérarchie ecclésiastique en faveur des idéaux de paix et de concorde universelles (nous y

reviendrons à propos de l'opposition de Benoît XV [10] au déclenchement de la Première Guerre mondiale), le Vatican et la mouvance très puissante qu'il dirige d'une main de fer au gré de ses intérêts ont partie liée avec l'inévitable aspiration de la classe dirigeante italienne d'accéder elle aussi au rang de puissance impérialiste.

Ce point préconisait en effet que les signataires s'engagent à appuyer une « *politique qui tende à conserver et à intensifier les forces économiques et morales du pays en les orientant dans le sens d'un accroissement progressif de l'influence italienne dans le développement de la civilisation internationale* ». « *Più chiaro di così ?* » (« Peut-on être plus clair ? »), comme on dit dans la langue de Dante.

Tentative d'intégration du mouvement ouvrier

En ce qui concerne la tentative d'intégration du mouvement ouvrier, sinon dans son ensemble, du moins dans la partie la plus influente de ses directions, on ne peut que constater que Giolitti enregistra aussi quelques succès.

Comprenant que la répression brutale comme celle qui avait suivi l'insurrection ouvrière et populaire de Milan en mai 1898 — au cours de laquelle le général Fiorenzo Bava Beccaris (11) fit tirer au canon sur la foule, provoquant la mort de 80 manifestants — risquait de se révéler à terme un remède pire que le mal, il multiplie les manœuvres conciliatrices à l'égard des masses ouvrières et paysannes dans le dessein clairement affirmé de gagner les éléments les plus réformistes du Parti socialiste à l'intégration dans le jeu politique parlementaire et ceux du principal syndicat ouvrier, la Confederazione Generale del Lavoro-CGdL (Confédération générale du travail), qui était née à Milan à l'initiative des Bourses du travail (Camere del Lavoro) et de différentes ligues et fédérations de travailleurs en septembre 1906 (12), à la collaboration de classe, une sorte de préfiguration du « syndi-

calisme de proposition » d'aujourd'hui.

Lors de son deuxième gouvernement (3 novembre 1903-12 mars 1905), Giolitti fit adopter un certain nombre de lois dans le domaine de la protection du travail des femmes et des enfants, des dispositions visant à prendre en compte l'invalidité et les accidents professionnels. Les préfets reçurent des instructions pour observer une relative neutralité lors des grèves à caractère exclusivement revendicatif ; enfin, les marchés publics furent désormais ouverts aux coopératives tant confessionnelles que socialistes.

Les dirigeants les plus réformistes hésitèrent à franchir le pas

Malgré ces avancées, les dirigeants les plus réformistes du Parti socialiste, et en particulier, l'un de ses principaux théoriciens, Filippo Turati (13), hésitèrent à franchir le pas qui consistait à entrer au gouvernement comme le souhaitait Giolitti. La pression du centre intransigent (dirigé par Costantino Lazzari [14] et Enrico Ferri [15]) et de l'extrême gauche anarcho-syndicaliste se révélant alors trop forte à l'intérieur du parti.

Malgré les succès indéniables que l'habile homme d'Etat piémontais sut obtenir par sa politique, il serait erroné de ne pas relever aussi les aspects obscurs de la gestion giolittienne du pouvoir et son incapacité, malgré ses velléités réformatrices et modernistes, à dégager véritablement le pays de certains traits liés au retard de son développement économique.

Ces manquements ne sont d'ailleurs imputables que jusqu'à un certain point à sa seule personne, c'est en effet la bourgeoisie italienne dans son ensemble qui était dans l'incapacité réelle de résoudre les problèmes posés par la situation réelle du pays, car elle parvenait aux affaires à une époque où le système qu'elle servait était entré dans sa phase de sénescence et n'avait d'autre choix que de tenter de survivre en passant des

compromis incessants avec les vestiges d'une classe nobiliaire parasitaire et se fondant sur des rémanences importantes de féodalisme.

Impuissance criante dans la division du pays

Cette impuissance était en particulier criante dans le domaine de la division du pays entre un Nord en voie d'industrialisation et d'un Mezzogiorno miné par la misère, l'analphabétisme, des conditions de vie et de santé déplorables, une domination féroce des organisations criminelles, une émigration de masse qui vidait des régions entières de ses forces vives.

En ce qui concerne la question méridionale, qui aurait pourtant appelé une solution urgente, même du point de vue abstrait de la modernisation et de la rationalisation capitalistes, le « démocrate éclairé » Giolitti n'innova pas beaucoup par rapport à un mode de domination ancestral qui avait caractérisé l'histoire de ces régions désolées.

Ministre de la pègre

Il se distingua même par une certaine habileté à utiliser la corruption, la violence, le recours à des méthodes de terreur pour perpétuer l'exploitation féroce et intensive auxquelles les masses de ces territoires étaient soumises depuis toujours, jusqu'à mériter de la part du jeune universitaire (16), historien et alors membre du PSI Gaetano Salvemini, le titre peu enviable de « Ministro della malavita » (ministre de la pègre), en raison de son utilisation de criminels comme agents électoraux et d'intimidation des masses paysannes dans le sud du pays.

Faisant preuve en l'occurrence d'une grande clairvoyance sur la façon dont Giolitti perpétuait, par ses pratiques crapuleuses, l'alliance tacite, que certains observateurs qualifient de « bloc », entre la bourgeoisie industrielle du Nord et la classe des grands propriétaires terriens du Sud, qui, en dépit des infa-

tuations patriotiques du *Risorgimento*, s'était en fait établie depuis le rattachement de l'ancien royaume de Naples au nouvel Etat italien (17), G. Salvemini n'hésitait pas à écrire en effet :

« *Les modérés du Nord ont besoin des camorristes (18) du Sud pour opprimer les démocrates du Nord ; les camorristes du Sud ont besoin des modérés du Nord pour opprimer les plèbes du Sud.* »

L'émigration augmenta de plus belle

Dans le domaine de l'émigration, Giolitti ne prit aucune mesure pour la juguler et elle augmenta de plus belle durant les années où il exerça, en personne ou par l'intermédiaire d'hommes qui lui étaient dévoués, le pouvoir exécutif.

Qu'on en juge par ces quelques chiffres : l'émigration outre-mer (celle qui en général ne comportait pas d'espoir de retour) s'était élevée au cours du quinquennat 1896-1900 à 809 500 unités (soit 52,1 % de l'émigration totale), elle doubla presque au cours du quinquennat suivant (1901-1905) pour atteindre les 1 546 200 unités (55,8 % du total). Elle augmenta encore dans le quinquennat suivant (1906-1910), jusqu'à atteindre presque les 2 millions (1 968 500 départs exactement, soit une proportion de 60,5 % de l'ensemble) et ne diminua que très légèrement, pour retrouver le niveau de 1901-1905, à la veille de la guerre (années 1911-1915) : 1 525 400 (soit 55,6 % du total).

En un peu plus de deux décennies (1896-1915), c'est donc environ 6 millions de citoyens italiens qui émigrèrent Outre-Atlantique, auxquels il faut ajouter les 4,5 millions d'émigrants dans d'autres pays européens (principalement la France et ses colonies d'Afrique du Nord, mais aussi la Suisse, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Empire austro-hongrois), soit plus de dix millions d'Italiens sur 36 millions de résidents dans la péninsule en 1915, une proportion exorbitante de 30 % (19) !

Une véritable hémorragie

Une véritable hémorragie qui offre du point de vue des classes dirigeantes le double avantage de se débarrasser d'un trop-plein de membres de classes pouvant se révéler « dangereuses » et de générer au passage quelques profits non négligeables en organisant ces gigantesques exodes et en recueillant au bout de quelques années les liquidités provenant des envois faits par les émigrés aux membres de leurs familles restées au pays.

Il n'est pas inutile d'ajouter que Giolitti, avec une assez grande lucidité qu'on peut aussi qualifier de cynisme, n'hésite pas, dans ses *Mémoires*, à justifier ses propres manquements au nom du « réalisme », un argument qui revient sans cesse dans la bouche des puissants de ce monde pour se dédouaner de leurs lourdes responsabilités, voire de leurs crimes.

On cite souvent en effet cette phrase de lui qui, sous forme de similitude, traduit la parfaite sérénité avec laquelle ceux que certains qualifient avec admiration d'« hommes d'Etat » font bon marché de la vie de ceux qu'ils prétendent avoir vocation à gouverner : « *Les lois* (affirme-t-il ainsi benoîtement dans un passage de ses *Mémoires* [20]) *doivent tenir compte aussi des défauts et des déficiences d'un pays... Un tailleur qui doit couper un costume destiné à un bossu doit prévoir de le conformer à la bosse.* »

L'aventure de l'expédition de Libye

C'est sans doute en vertu de ces considérations « artisanales » que, rompant avec sa modération et sa prudence coutumières, Giolitti décida de lancer le pays dans l'aventure de l'expédition de Libye en déclarant la guerre à la Turquie le 29 septembre 1911 (21), lors de son quatrième mandat en tant que président du Conseil.

La guerre de Libye était l'aboutissement logique du point de vue de l'impérialisme d'une longue pénétration des

intérêts économiques italiens dans l'Empire ottoman moribond et d'une action diplomatique de longue haleine visant à se rapprocher de la France, en bénéficiant de son consentement à l'annexion de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque en échange d'un abandon de toute prétention sur la Tunisie, de la Russie tsariste dont étaient acceptées les ambitions sur les Balkans (22) et des alliés formels de l'Italie qu'étaient encore les empires centraux (Allemagne, Autriche-Hongrie) en vertu du traité de la Triple Alliance conclu en 1882 (23), de la Grande-Bretagne qui avait manifesté dès 1887 quelque sympathie pour les ambitions coloniales italiennes en Afrique orientale (Érythrée et Somalie).

Relativiser les déclarations évangéliques

Un grand établissement bancaire étroitement lié au Vatican (ce qui amène à relativiser les déclarations évangéliques contre la guerre et pour la paix universelle dont ne seront avarés ni Pie X ni son successeur Benoît XV, partisan de la neutralité de l'Italie dans le conflit mondial), le Banco d'Italia, était directement intéressé à l'entreprise, tout comme le grand groupe industriel Ansaldo.

On comprend mieux, dans ces conditions, l'adhésion de Giolitti et de son gouvernement à cette aventure, mais il faut pourtant convenir qu'en brisant le statu quo qui visait à ne pas trop hâter le démembrement de la Turquie d'Europe et en faisant entrer de fait l'Italie dans le jeu complexe des puissances aux prises les unes avec les autres dans la péninsule balkanique, cette initiative fut assurément l'un des facteurs qui déclenchèrent la cascade de conflits qui préludèrent au terrible mois d'août 1914.

Giolitti quitta le pouvoir quelques mois avant l'attentat de Sarajevo, très exactement le 21 mars 1914, avec la ferme intention de continuer à tirer, depuis les coulisses, les fils essentiels de la politique italienne, comme c'était son habitude.

Il fut remplacé par Antonio Salandra (24), qui conserva à son poste de ministre des

Affaires étrangères l'aristocrate sicilien Antonio Paternò, marquis de San Giuliano (25).

Habile diplomate et partisan de la Triplice, San Giuliano sut néanmoins défendre les intérêts de l'Italie dans les Balkans en favorisant la naissance d'un Etat albanais sous influence italienne, qui lui permettait de conserver une influence dans l'Adriatique.

Cela l'amena tour à tour à s'opposer à l'Autriche, qui, lors de la seconde guerre balkanique de 1913 qui opposa la Serbie et la Grèce à la Bulgarie, menaça d'attaquer la Serbie, puis à cette dernière, lorsque son allié, le Monténégro, dont le roi Nicolas I^{er} n'était autre, rappelons-le, que le beau-père de Victor Emmanuel III, assiégea et prit la ville de Scutari (aujourd'hui Shköder), dans le nord de l'Albanie.

Candidature à l'imminent partage des Balkans

En envoyant un contingent italien dans le port de Valona, au sud de l'Albanie, San Giuliano contribua à renforcer la conviction que désormais l'Italie avait définitivement posé sa candidature à l'imminent partage des Balkans en prévision de l'effondrement de la Turquie et à toutes les conséquences qui s'ensuivraient sur les plans diplomatique et militaire.

Mais si — en entamant parallèlement des tractations avec les puissances de l'Entente —, devant le refus obstiné de l'Autriche d'envisager (comme l'y contraignait pourtant l'article VII de la Triplice) des compensations territoriales en cas de victoire sur la Serbie — notamment par la cession des provinces autrichiennes considérées comme italiennes (le Trentin et Trieste), les fameuses terres « irrédentes », chères aux patriotes les plus exaltés —, San Giuliano conserva jusqu'à sa mort survenue le 14 octobre 1914 l'idée qu'il fallait préserver une sorte d'équilibre entre la Triplice et l'Entente, et donc une neutralité qui ne pouvait à ses yeux que bénéficier à l'Italie, quelle que puisse être l'issue du conflit en

cours, telle ne fut malheureusement pas l'attitude que suivirent A. Salandra et le ministre des Affaires étrangères qu'il choisit après le décès de San Giuliano, Sydney Sonnino (26). Cet opposant de Giolitti mena parallèlement les discussions avec l'Autriche et l'Allemagne, et avec l'Entente, pour finir par opter pour cette dernière, demeurant à son poste à la tête de la diplomatie italienne pendant toute la durée du conflit et au-delà durant les longues et difficiles négociations de la Conférence de Paris qui aboutit au traité de Versailles du 28 juin 1919.

Dans la seconde moitié de l'année 1914, alors que la guerre embrase l'Europe, la position neutraliste de l'Italie semblait extrêmement solide.

Cette option jouissait de l'assentiment d'hommes politiques prestigieux comme Giolitti et San Giuliano et était assurément ultra-majoritaire dans l'opinion publique, le pays réel, puisqu'elle rassemblait avec des motivations évidemment fort différentes les catholiques, les socialistes — qui, après avoir exclu la minorité ultra-réformiste favorable à l'aventure libyenne au Congrès de Reggio d'Emilie de 1912, sont unanimes (réformistes inclus) pour dénoncer le caractère impérialiste de la guerre —, une partie conséquente de la bourgeoisie libérale et des milieux d'affaires liés à l'Allemagne qui suivent Giolitti dans sa conviction qu'on peut obtenir beaucoup plus par la neutralité que par la guerre.

Front des interventionnistes

Face à ce front, celui des interventionnistes semble beaucoup plus faible numériquement.

Il est le fait surtout de minorités agissantes comme les nationalistes, incertains d'ailleurs au début s'ils doivent opter pour une entrée en guerre de l'Italie aux côtés de ses alliés de la Triplice ou se rallier à la tradition irrédentiste traditionnelle qui fait de l'Empire autrichien l'ennemi en quelque sorte officiel de l'Italie.

Ils finiront par opter pour la deuxième solution, rejoignant en cela la petite

patrouille des anarcho-syndicalistes qui ont scissionné de l'Union syndicale italienne (USI-AIT) et formé l'Union italienne du travail (UIT), avec à leur tête l'anarcho-syndicaliste, admirateur de Georges Sorel et d'Arturo Labriola, Alceste De Ambris (27) et des démocrates radicaux, anticléricaux et franc-maçons, partisans convaincus de la III^e République française menacée, selon eux, par la barbarie cléricale et monarchiste austro-allemande, parmi lesquels Peppino Garibaldi (28), petit-fils du « héros des deux mondes », qui formera une Légion garibaldienne incorporée dans le IV^e régiment de la Légion étrangère française, qui combattit en Argonne.

On peut donc dire que l'entrée de l'Italie en guerre fut le fruit empoisonné de la convergence de cette diplomatie secrète que Lénine et les bolcheviks tinrent explicitement à abolir dans les premières années qui suivirent la révolution d'Octobre et des menées antidémocratiques de petits groupes de pression encouragés et financés par des intérêts financiers autochtones et étrangers.

Retournement incroyable

L'un des effets les plus spectaculaires et des plus lourds de conséquences historiques de cette interaction délétère fut le retournement incroyable d'un jeune activiste socialiste qui était devenu pourtant le représentant même de l'aile révolutionnaire et jusqu'au-boutiste du mouvement socialiste.

Ce Benito Mussolini, qui avait été propulsé en 1912 à la direction du quotidien du parti, l'*Avanti*, en remplacement du réformiste Claudio Treves (29) (il n'avait pas encore trente ans !), et qui, le 4 septembre 1914, écrivait encore pour défendre les positions antibellicistes et révolutionnaires du PSI :

« *Que les démocrates de toutes les espèces : laïques et chrétiens, en communion avec les hommes de droite, les nationalistes poussent leur francophilie jusqu'à proclamer la nécessité de faire la guerre à l'Autriche, cela peut se comprendre, mais nous, nous sommes*

socialistes et nous entendons le rester, tant qu'on ne nous privera pas par la violence brutale de la possibilité de manifester librement notre façon de penser. En nous plaçant sur le terrain de classe, nous déjouons tous les pièges, et c'est précisément sur le terrain de classe que nous réaffirmons notre opposition implacable à la guerre et notre détermination à maintenir la neutralité de l'Italie. Que ceux qui sont d'un avis différent (...) aillent s'enrôler en compagnie de Monsieur le député Bissolati (30) ! »

Le contrepied absolu de ses propos antérieurs

Ce même révolutionnaire intransigeant faisait éclater, à peine un mois plus tard, une véritable bombe en publiant dans le même journal, le 18 octobre, un article significativement intitulé « *De la neutralité absolue à la neutralité active et efficace* », dans lequel il prenait le contrepied absolu de ses propos antérieurs, qu'il allait même à présent jusqu'à taxer d'imbécillité :

« *Refuser de distinguer entre guerre et guerre, et s'autoriser à s'opposer de la même façon à toutes les guerres, est donner preuve d'une stupidité frisant l'idiotie... Voulez-vous, en tant qu'hommes et socialistes, rester des spectateurs inertes de ce drame terrifiant ? Ou ne voulez-vous pas en être, d'une façon ou d'une autre, ses protagonistes ? Socialistes d'Italie ? Ecoutez : il est parfois arrivé que la lettre tue l'esprit. Ne permettez pas que nous gardions la lettre du parti si cela doit tuer l'esprit du socialisme (31). »*

En dépit de la référence gnomique réitérée à la lettre et à l'esprit, il est plus que douteux que ce soit saint Paul qui ait dicté cette volte-face à celui qui se réclamait encore du socialisme.

Les historiens ont montré en effet que c'est par le truchement d'un certain Filippo Naldi (32), affairiste douteux et directeur du quotidien bolonais *Il Resto del Carlino*, qu'il put bénéficier des fonds qui lui permirent de lancer un quotidien, rival de l'*Avanti* !, *Il Popolo d'Italia*, dont le premier numéro sort le

14 novembre 1914 avec en en-tête deux citations martiales, l'une de Marat : « *Qui a du fer a du pain* », l'autre de Napoléon : « *La Révolution est une idée qui a trouvé des baïonnettes.* »

Convergence d'intérêts politiques et économiques

Mais si l'aventurier F. Naldi, marié à une Russe, réussit probablement à lui procurer le soutien additionnel de quelques financiers russes, les historiens ont maintenant mis à jour la convergence autour de la dissidence mussolinienne d'intérêts politiques et économiques bien précis.

Il est maintenant avéré que des « socialistes » français favorables à l'Union sacrée comme Charles Dumas (33), chef de cabinet du néoministre Jules Guesde, et Marcel Cachin (34), future icône du PCF stalinisé, fournirent eux aussi des subsides à l'entreprise scissionniste de Mussolini, qui bénéficia également du soutien de grands industriels (comme la famille Agnelli ou encore les frères Perrone, dirigeants de l'Ansaldo), d'établissements bancaires comme la Banca Italiana di Sconto, ainsi que de grand propriétaires fonciers de la région d'Emilie.

Sous le verbiage révolutionnariste

Ainsi voit-on se dessiner sous le verbiage révolutionnariste dont la prose mussolinienne est fort prodigue, ce « bloc » entre intérêts financiers, industriels et agrariens qui constitueront, une fois la guerre terminée et le masque du « socialisme » national définitivement abandonné pour laisser la place au Parti national fasciste anti-ouvrier et anti-paysan, et totalement au service des patrons et des propriétaires fonciers, la clef de la prise du pouvoir et des vingt années de dictature fasciste qui amèneront le pays à l'abîme.

Nous ne sommes qu'à la fin de l'année 1914, et, en dépit des efforts de

Giolitti et des neutralistes bourgeois, l'engrenage est désormais inexorablement en marche.

Salandra et Sonnino continueront encore à louvoyer entre les deux camps en guerre pour essayer de faire monter les enchères. Le pacte secret de Londres couronne le 26 avril 1915, malgré les réticences de la Russie tsariste qui semble ne pas avoir compris que les promesses n'engagent que ceux qui les croient et qui s'inquiète quelque peu de voir l'Italie se dresser comme un nouveau concurrent au panslavisme dans les Balkans, un processus entamé dans la plus grande discrétion dès le 4 mars précédent.

Promesses aussi faramineuses qu'irréalistes

L'Entente emporte pour ainsi dire le marché en mettant sur la table des promesses aussi faramineuses qu'irréalistes.

L'Italie se verra offrir le Trentin jusqu'au Brenner, l'Istrie avec Trieste, une grande partie de la Dalmatie. Elle se verra reconnaître des droits sur l'Albanie, de larges compensations coloniales en Afrique et en Asie Mineure aux dépens de la Turquie alliée aux Empires centraux.

Ces promesses toutes verbales ne seront, on le sait, que très partiellement tenues, du fait de l'intervention à la fin de la guerre d'un nouvel impérialisme émergent, les Etats-Unis d'Amérique, qui entend remodeler selon ses propres intérêts la carte de l'Europe.

Mais au cours des trois années de conflit, puisqu'elle n'entrera en guerre que le 24 mai 1915, l'Italie aura perdu 600 000 hommes et comptera près de 600 000 blessés et invalides, et ce sont les représentants d'un pays dévasté, profondément divisé, qui prendront place à la table des vainqueurs, tandis que les démagogues nationalistes ne cesseront de crier à la victoire « mutilée » et d'en appeler à de nouvelles aventures guerrières.

La contre-révolution fasciste

En raison de ses divisions, le mouvement ouvrier, pourtant très puissant et exalté par les radieuses perspectives ouvertes par la révolution russe, n'eut pas la capacité d'instaurer son pouvoir, qui seul aurait pu éviter le triomphe de la contre-révolution fasciste qui entraîna le pays et le monde entier dans un nouveau désastre.

Dans un article paru dans le quotidien milanais *Il Corriere della Sera* (7 août 1999), le journaliste conservateur Indro Montanelli (35) relate la réaction des diverses générations devant la nouvelle de l'entrée en guerre de l'Italie en cette journée du 24 mai 1915 qu'il a vécue dans sa famille de petits artisans chausseurs d'une localité toscane :

« A l'anniversaire du Vieux, nous étions tous présents et il fut convenu que la conversation ne se porterait que sur l'achat d'un nouveau four. On nous fit à nous aussi, les petits-enfants, la leçon pour que nous évitions de prononcer le mot "intervention", même pour parler des briques. Ce 24 mai 1915 aurait dû être un jour de fête pour toute la maison, car elle marquait le soixantième anniversaire du Vieux, comme était déjà désigné notre grand-père. Et ce fut le cas, du moins formellement. Lors de la réunion générale de l'"immeuble" (qu'on appelait ainsi uniquement en raison de ses dimensions) dans la partie haute de Fucecchio (36), dont le seul luxe consistait en un jardin suspendu qui s'élevait sur trois niveaux, nous étions tous présents... Mais en profondeur couvait la discorde alimentée par la guerre. Mes oncles étaient tous d'ardents interventionnistes. L'un parce que c'était un républicain orthodoxe et donc un ennemi juré des Empires centraux. Un autre parce qu'il était socialiste à la Bissolati. Le troisième parce que, fasciné par le poète-prophète D'Annunzio, il voyait dans la guerre une occasion d'échapper à la médiocrité et de vivre la "grande et belle aventure". Le dernier, qui n'avait que dix-sept ans et était encore lycéen, avait une envie

folle de bamboche et de bagarre. Libéral et giolittien, le grand-père était au contraire un irréductible partisan de la neutralité ("L'Italie — disait-il —, elle est fixée au mur avec de la salive : elle n'a pas assez de coffre pour affronter une telle épreuve : elle va en sortir en miettes"). »

Cette évocation de l'état d'esprit qui animait une famille ordinaire du petit peuple italien nous amène à nous demander si ceux qui mènent le monde au gré de leurs seuls intérêts de caste sont vraiment les tailleurs les plus indiqués pour vêtir convenablement les peuples dont ils ont la charge.

Frank La Brasca

(1) Victor Emmanuel III (1869-1947) accéda au trône à l'âge de 31 ans dans des circonstances dramatiques, à la suite de l'assassinat de son père, le roi Humbert I^{er} (1844-1900, roi d'Italie de 1878 à sa mort) par l'anarchiste toscan Gaetano Bresci (1869-1901) le 29 juillet 1900, à Monza, et l'occupera jusqu'à la fin du régime fasciste, ne se décidant à abdiquer que le 9 mai 1946.

(2) Charles Albert (1798-1849), arrière-grand-père de Victor Emmanuel III, après avoir concédé en mars 1848 une Constitution libérale (Statuto Albertino) qui resta en vigueur (du moins sur le papier) jusqu'en 1946, y compris donc pendant les vingt ans du régime fasciste, puis de se lancer dans une guerre désastreuse contre l'Autriche (première guerre d'indépendance) qui se termina par une terrible défaite militaire subie à Novare le 23 mars 1849, à la suite de laquelle il abdiqua en faveur de son fils Victor Emmanuel II (1820-1878, roi de 1849 à sa mort) sous le règne duquel s'accomplit finalement l'unité du pays (1861). Charles Albert mourut en exil au Portugal quelques mois après son abdication (28 juillet 1849) comme son arrière-petit-fils Victor Emmanuel III mourut à Alexandrie, en Egypte, le 28 décembre 1947, un peu plus d'un an après avoir abdiqué en faveur de son propre fils Humbert II (1904-1983), qui ne resta roi d'Italie qu'un peu plus d'un mois (du 3 mai au 18 juin 1946), ce qui lui valut le sobriquet ironique de « *Re di maggio* » (roi du mois de mai), à la suite du référendum qui opta pour la République le 2 juin 1946, avant de partir lui aussi en exil au Portugal.

(3) G. Giolitti (1842-1928) fut sans conteste l'homme politique le plus important du premier avant-guerre et joua même un rôle de premier plan dans la crise qui secoua l'Italie juste après l'armistice de 1918, où il s'employa à désamorcer les initiatives annexionnistes des nationalistes italiens, mécontents de la non-satisfaction par le président des Etats-Unis, Woodrow Wilson, de certaines revendications territoriales qu'ils avançaient dans les Balkans. On connaît la suite : cette exacerbation du nationalisme et la volonté de la grande bourgeoisie italienne de faire barrage à une éventuelle issue révolutionnaire amenèrent Mussolini et son Parti natio-

nal fasciste au pouvoir et créèrent les conditions de l'explosion d'un second conflit mondial encore plus meurtrier que le premier.

G. Giolitti fut plusieurs fois ministre de l'Intérieur, du Trésor, des Finances à la fin du XIX^e siècle, puis président du Conseil, c'est-à-dire chef de l'exécutif à cinq reprises (15 mai 1892-15 décembre 1893 ; 3 novembre 1903-5 mars 1905 ; 29 mai 1906-11 décembre 1909 ; 30 mars 1911-21 mars 1914 — séquence pendant laquelle eut lieu la guerre coloniale de Libye ; et enfin 15 juin 1920-4 juillet 1921 — séquence au cours de laquelle il mit fin à l'occupation par les « légionnaires » de l'écrivain et agitateur nationaliste Gabriele D'Annunzio de la ville de Fiume — aujourd'hui Rijeka, en Croatie —, qui durait depuis plus d'un an en violation du droit international).

(4) F. Crispi (1818-1901), ancien révolutionnaire mazzinien et homme politique sicilien qui fut président de la Chambre des députés (1876-1877) et président du Conseil à trois reprises (1887-1889, 1889-1891 et 1893-1896). Responsable du désastre militaire d'Adoua (1^{er} mars 1896), où le corps expéditionnaire italien fut exterminé par les troupes éthiopienne du Négus Ménélik 1^{er}, un épisode traumatique qui jeta pour longtemps le discrédit sur la faction colonialiste de la bourgeoisie italienne.

(5) Le « modernisme » a constitué dans l'histoire de l'Église une tentative d'adaptation des dogmes aux développements impétueux auxquels on assista à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e dans le domaine de la pensée, des sciences humaines et positives, des techniques liées au développement industriel. Cela impliquait bien entendu une plus grande implication des fidèles dans la vie économique, sociale et politique. C'est dans ce courant que naquirent les premières expériences, au début violemment combattues par la hiérarchie ecclésiastique, visant à faire naître un courant politique et idéologique qui, en Italie, ne prit véritablement corps qu'après la Première Guerre mondiale, avec la fondation par un prêtre sicilien, don Luigi Sturzo, du Parti populaire italien, ancêtre de la Démocratie chrétienne qui allait dominer, on le sait, la vie politique de la péninsule pendant près d'un demi-siècle, de 1945 au début des années 1990.

(6) Le cardinal Vincenzo Gioacchino Pecci (1810-1903) avait été élu pape le 20 février 1878.

(7) Giuseppe Sarto (1835-1914), patriarche de Venise, fut élu pape le 4 août 1903.

(8) Ce juriste, né en 1865 dans la province d'Ancône et mort à Rome en 1916, avait été nommé président de l'Union électorale catholique italienne (UECI) par Pie X en 1909.

(9) G. Zanardelli (1826-1903), juriste originaire de Brescia, fut plusieurs fois ministre et président du Conseil de 1901 à 1903.

(10) Giacomo Della Chiesa (1854-1922), archevêque de Bologne en 1907, ne fut élevé à la pourpre cardinalice que trois mois avant d'être élu pape le 3 septembre 1914.

(11) F. Bava Beccaris (1831-1924). L'« exploit » de la répression sanglante de Milan lui valut d'être décoré par le roi Humbert 1^{er} de la Grande Croix de l'Ordre militaire de Savoie et, dans la foulée, d'occuper un confortable siège de sénateur du royaume. Dans les dernières années de sa vie, fidèle à ses orientations réactionnaires,

il fit partie de la petite Camarilla qui conseilla au roi Victor-Emanuel III de confier la présidence du Conseil à Benito Mussolini, à la suite du coup de bluff de la « Marche sur Rome » des 27-29 octobre 1922. Un peu plus de deux ans après le sanglant épisode de Milan, l'anarchiste Gaetano Bresci, auteur de l'attentat réussi contre la vie d'Humbert 1^{er} (voir note 1 ci-dessus), justifia son geste par une volonté de venger les morts de Milan.

(12) Le congrès fondateur de la CGL, qui se tint à Milan du 29 septembre au 1^{er} octobre 1906, avait regroupé 700 délégués de syndicats locaux qui représentaient un total de 250 000 travailleurs. A la tête de la confédération fut élu un ouvrier de l'industrie textile d'origine piémontaise (Biella), Rinaldo Rigola (1868-1954), membre depuis sa jeunesse du Parti socialiste, et fut le premier ouvrier élu au Parlement en 1900. Ce personnage restera à la tête du syndicat jusqu'en 1918, puis s'impliquera dans le corporatisme fasciste à partir de 1926.

(13) F. Turati (1857-1932), lui aussi de formation juridique, se convertit au marxisme sous l'influence de sa compagne russe Anna Koulitcheva, ex-bakouniniste et exilée politique en Italie, où elle exerça sa profession de médecin. En 1891, il fonda la revue *Critica marxista* et devint un des théoriciens du réformisme, c'est-à-dire d'une alliance des socialistes avec les partis de la bourgeoisie éclairée (radical et libéral). Il s'opposa néanmoins à l'aventure de la guerre de Libye et à l'entrée en guerre de l'Italie en 1915.

(14) C. Lazzari (1857-1927), d'origine modeste, participa avec F. Turati à la fondation du Partito dei Lavoratori Italiani (Parti des travailleurs italiens), ancêtre du PSI, formellement constitué en 1895. Mais il se détacha de Turati quand celui-ci manifesta des velléités de collaboration avec la bourgeoisie. Il devint secrétaire du PSI en 1912 et le resta jusqu'en 1918. Il refusa toutefois de suivre les dirigeants maximalistes qui confluèrent dans le Parti communiste d'Italie. C'est à lui qu'on doit à la fois la nomination de Benito Mussolini à la direction du quotidien socialiste (*L'Avanti*) en 1912, ainsi que sa destitution, quand Mussolini, dans les circonstances que nous verrons, amorcera un brusque tournant interventionniste en novembre 1914.

(15) E. Ferri (1856-1929), brillant avocat et criminologue.

(16) Nous avons déjà évoqué l'opposition de G. Salvemini (1873-1957), originaire de Molfetta (province de Bari), dans les Pouilles, et considéré comme l'un des principaux représentants du courant « méridionaliste » de la pensée politique italienne, à Giolitti dans notre article consacré à la guerre coloniale d'annexion de la Libye par l'Italie (1911-1912) dans un récent article des *Cahiers du mouvement ouvrier* (F. La Brasca, *Les débuts « prometteurs » de l'impérialisme italien : l'expédition de Libye (1911-1912)*, n° 53 (janvier-mars 2012), pp. 37 à 48). Nous ajouterons seulement ici qu'il quitta le PSI en 1911 pour adopter des vues « fédéralistes » et fut favorable à l'intervention « démocratique » de l'Italie dans la Première Guerre mondiale aux côtés des puissances de l'Entente.

(17) Cette réalité est magistralement reflétée dans le magnifique roman de Giuseppe Tomasi di Lampedusa (1896-1957) *Le Guépard* (publié en 1958), même si son auteur, membre de cette classe parasitaire de la vieille aristocratie sicilienne, celles des « guépards » préci-

sément, n'en tire pas les implications politiques qui s'imposeraient du point de vue des intérêts des masses paysannes du Sud et de la classe ouvrière du Nord.

(18) Comme on le sait, la « Camorra » est une organisation criminelle dont le centre géographique est la Campanie, et en particulier la grande métropole de Naples. Les autres régions du sud de l'Italie qui jouissent du sinistre privilège d'avoir leur propre organisation délinquante sont les Pouilles, où sévit la « Sacra Corona Unita », la Calabre et sa « Ndrangheta », et bien entendu la Sicile et sa « Mafia », dont la réputation internationale n'est plus à faire. Plus d'un siècle après la cinglante condamnation de Salvemini, on ne peut que constater avec effroi et/ou indignation que ces « honorables sociétés » (« *onorate società* », comme elles s'appellent elles-mêmes) font toujours la « une » de l'actualité.

(19) Ces chiffres sont tirés de l'ouvrage de Jean-Louis Miège, *L'impérialisme colonial italien de 1870 à nos jours*, Paris, SEDES (Regards sur l'histoire, collection dirigée par Victor L. Tapié, membre de l'Institut : 3), 1968, p. 82.

(20) G. Giolitti, *Memorie della mia vita*, Milano, Fratelli Treves, 1922, chapitre X, p. 209).

(21) Comme nous avons traité en détail de cette expédition coloniale libyenne et de sa signification dans le développement de l'Italie comme pays impérialiste accompli dans l'article des *Cahiers du mouvement ouvrier (Les débuts « prometteurs » de l'impérialisme italien...)* déjà cité à la note 16 ci-dessus, nous n'y reviendrons pas en détail ici, nous contentant de rappeler seulement quelques points en relation avec la décision qui fut finalement prise en mai 1915 de se lancer dans le conflit mondial.

(22) On considère que le mariage, le 24 octobre 1896, entre l'héritier de la couronne, le futur Victor Emmanuel III (cf. note 1 ci-dessus), et la princesse monténégrine Jelena Petrović-Njegoš (devenue Hélène de Monténégro, reine d'Italie, 1873-1952), fille du roi de Serbie Nicolas 1^{er} dont la famille était très liée à celle du tsar Nicolas II, correspondit à une manœuvre stratégique visant à préserver les intérêts italiens dans les Balkans et à prendre quelque distance avec la politique autrichienne dans cette région, en dépit du traité de la Triple alliance qui faisait de l'Italie une alliée de l'Autriche.

(23) Ce pacte, qui liait l'Italie aux deux Empires centraux (Allemagne et Autriche-Hongrie), fut reconduit à quatre reprises jusqu'à la veille de la guerre, en 1912. Il contenait notamment une clause, l'article IV, qui soumettait l'obligation de soutien de chacun des membres aux deux autres à l'information préalable sur toute initiative prise par l'un des contractants. Lors de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche en 1908 et de la déclaration de guerre à la Serbie, cette clause ne fut pas respectée, ce qui fournit un prétexte aux gouvernants d'alors de dénoncer la Triple alliance et d'entrer en guerre aux côtés de l'Entente.

(24) A. Salandra (1853-1931), député conservateur d'origine méridionale, restera président du Conseil jusqu'au 18 juin 1916 et intervint en faveur du recours à Mussolini par le roi en 1922. Il en fut récompensé par un siège de sénateur en 1928.

(25) Malgré sa qualité de libéral, A. P. di San Giuliano (1852-1914) participa aux gouvernements conservateurs : second gouvernement de Luigi Pelloux (14 mai 1899-24 juin 1900) et d'A. Salandra.

(26) S. Sonnino (1847-1922), avocat, journaliste et homme politique conservateur d'origine israélite par son père et britannique par sa mère, il opta pour la confession anglicane. Partisan du colonialisme, il participa au premier et au troisième gouvernements de F. Crispi (8 janvier-9 mars 1889 et 15 décembre 1893-4 juin 1894), puis fut lui-même par deux fois président du Conseil (8 février-29 mai 1906 et 11 décembre 1909-31 mars 1910).

(27) A. De Ambris (1874-1934), anarcho-syndicaliste mais partisan de l'intervention « démocratique et révolutionnaire » aux côtés des puissances de l'Entente. Après la guerre, il participa à l'aventure de Fiume avec D'Annunzio et aux premières manifestations des « faisceaux de combat » mussoliniens. Mais, très vite opposé au fascisme institutionnel, il se réfugia en France, où il mena jusqu'à sa mort une action de soutien aux victimes du régime fasciste.

(28) P. Garibaldi (1879-1950) eut une existence aussi aventureuse que celle de son illustre aïeul. Il combattit en effet dès l'âge de dix-huit ans dans les Balkans en faveur des peuples slaves voulant se libérer du joug ottoman, puis en Afrique du Sud avec l'armée anglaise contre les Boers. Il fut un opposant actif au fascisme.

(29) C. Treves (1869-1933), issu d'une famille aisée issue de la communauté juive de Turin, juriste de formation, d'abord adhérent au Parti radical, rejoignit les rangs du PSI, où il se lia d'amitié avec Turati. Il se fit connaître par un duel au sabre qui l'opposa le 19 septembre 1915 à Mussolini, qui l'avait grossièrement insulté, duel qui dut être interrompu en raison des graves blessures que s'infligèrent les deux adversaires.

(30) Benito Mussolini, *l'Avanti !* (4 septembre 1914). Leonida Bissolati (1857-1920), directeur de *l'Avanti !* de 1896 à 1903, puis à nouveau de 1908 à 1910, fut stigmatisé par Lénine en raison de son approbation de la guerre de Libye dans un article paru le 1^{er} novembre 1914 dans la revue *Sotsjal-demokrat*. Ce fut également pour cette raison qu'il fut exclu du Parti socialiste et qu'il créa le Parti socialiste réformiste italien (PRCI). Interventionniste « démocratique », il fut ministre dans le gouvernement de Paolo Boselli (1838-1932), président du Conseil du 18 juin 1916 au 30 octobre 1917.

(31) Benito Mussolini, *Dalla neutralità assoluta alla neutralità attiva ed operante*, *l'Avanti !* (18 octobre 1914.) Cité et retouché légèrement par nous dans l'ouvrage d'André Brissaud, *Mussolini. La montée du fascisme*, nouvelle édition mise à jour et remaniée, Paris, Librairie académique Perrin, 1983, pp. 100-101.

(32) F. Naldi (1886-1972) fut le type même de l'aventurier économique et politique. Il fut impliqué dans l'enlèvement et l'assassinat du député socialiste réformiste Giacomo Matteotti (1885-1924) et dut se réfugier quelque temps en France, où il continua à évoluer dans les milieux d'affaires. Rentré en Italie en plein régime fasciste, il sut se rendre utile au régime, mais eut assez de rouerie pour se rallier au gouvernement du maréchal Pietro Badoglio (1871-1956) après 1943, ce qui lui permit d'échapper à l'épuration et de survivre jusqu'au seuil des années 1970.

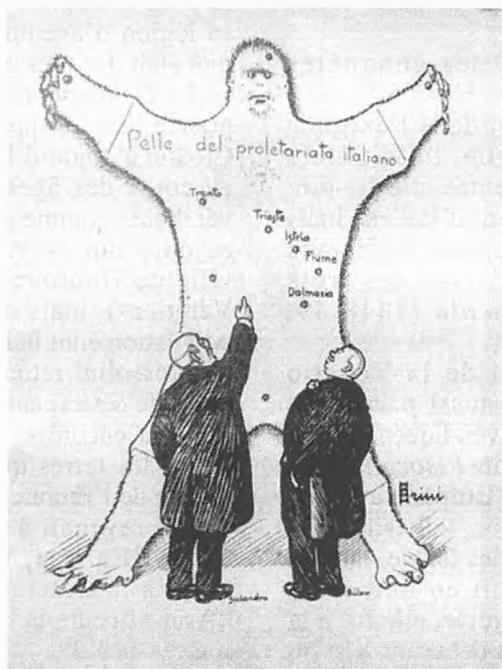
(33) Sur ce personnage, nous renvoyons aux deux tout récents articles parus dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 58, deuxième trimestre 2013 (avril-mai-juin 2013) : *Charles Dumas-Christian Racovski : débat sur les socialistes et la guerre (1915)*, pp. 36 à 52, et sous la plume de Marc Teulin, *Charles Dumas, chef de cabinet de Jules Guesde : rapport sur la Russie bolchevique (1919)*, pp. 53 à 56.

(34) Marcel Cachin (1869-1958), guesdiste et partisan de l'Union sacrée, puis rallié au PC (SFIC), devint l'un des principaux dirigeants du PCF et fut directeur de *L'Humanité* jusqu'à sa mort.

(35) I. Montanelli (1909-2001), journaliste et écrivain italien de sensibilité conservatrice, participa à la Seconde Guerre mondiale et fournit dans ses ouvrages et ses articles de nombreux témoignages vécus de la période fasciste.

(36) Il s'agit de la petite ville d'où est originaire la famille, et qui se trouve non loin de Florence.

Le délire nationaliste ou comment faire de bonnes affaires sur la peau du prolétariat



Ce dessin satirique, paru dans l'*Avanti* du 15 mai 1915 (1), à quelques jours de l'entrée de l'Italie dans la première boucherie mondiale (le 24 mai) aux côtés des puissances de l'Entente (France, Grande-Bretagne et Russie tsariste), montre deux personnages représentatifs du monde de la politique et des affaires en train de supputer les conquêtes qu'ils pourraient faire représentées par des villes ou des régions indiquées sur la peau étalée devant eux du prolétariat italien (« La pelle del proletariato italiano ») que la grande bourgeoisie italienne comptait pouvoir annexer en payant du prix du sang de son peuple : ouvriers et paysans sacrifiés à ces ineptes rêves d'expansionnisme, générateurs de juteux profits mais surtout de terribles tragédies pour les peuples (épu-

rations ethniques, pogroms, massacres, négation des droits les plus élémentaires des individus et de populations entières et en définitive nouvelles guerres dans une course folle à la barbarie qui est le seul moyen de survivre pour le système capitaliste pourrissant).

Il reflète la situation qui était celle de l'Italie et de l'Europe il y a environ un siècle (1915), mais qui est aussi d'une grande actualité à l'heure où, de l'Afrique au Proche et Moyen-Orient, se perpétuent les mêmes horreurs causées par l'exploitation et l'oppression de millions d'hommes, de femmes, de

(1) Il a été republié dans la revue militante *Battaglia Comunista*, publication du Partito Comunista Internazionale, organisation de l'ultra-gauche italienne, issue d'une scission du bordiguisme. C'est à cette revue que nous l'empruntons.

vieillards et d'enfants broyés dans une course toujours plus insensée à la domination et au profit.

On y voit la peau du prolétariat constellé de noms géographiques revendiqués par les nationalistes italiens, encouragés et financés par quelques grands groupes financiers et industriels et inconsidérément promis au gouvernement italien de l'époque par les puissances de l'Entente en échange de leur entrée en guerre lors du pacte secret signé à Londres.

Voici la liste de ces conquêtes convoitées :

— La ville de Trente, dans l'extrême nord de l'Italie actuelle, faisait alors partie des terres irrédentes, c'est-à-dire peuplées majoritairement d'Italiens mais qui n'avaient pas été reprises à l'Empire austro-hongrois, à l'issue des trois guerres du *Risorgimento* (1848-49, 1860-61, 1866).

— Trieste, chef-lieu de la Vénétie Julienne, faisait elle aussi partie des terres « irrédentes » revendiquées par la tradition patriotique du *Risorgimento*. Seul débouché de l'Empire austro-hongrois sur l'Adriatique, ville située au carrefour de trois mondes (slave, latin et germanique) où vivait en outre une nombreuse population juive, elle fut à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e un centre intellectuel de première importance où séjournèrent des écrivains majeurs comme James Joyce ou Frantz Kafka et d'où sont originaires au moins deux des très grands écrivains italiens de la modernité : le romancier Italo Svevo (de son vrai nom Ettore Schmitz) et le poète Umberto Saba. La souveraineté sur cette ville fut encore l'objet de contestations très vives entre la République italienne issue de la chute du fascisme et la nouvelle République socialiste de Yougoslavie dirigée par Tito dans les années 1945-1954. Les staliniens italiens, dirigés par Palmiro Togliatti, d'abord

favorables aux revendications yougoslaves, se transformèrent en patriotes ardents lorsque Staline et le Kominform répandirent l'idée selon laquelle le titisme était une variante du fascisme.

— La péninsule de l'Istrie, petit triangle de terre appartenant aujourd'hui à la République de Croatie.

— Fiume (aujourd'hui Rijeka, en Croatie) qui fut l'objet, comme nous l'avons vu dans le corps de cet article, de la folle entreprise de D'Annunzio et de sa légion d'aventuriers, et dont l'italianité était des plus problématiques.

— La Dalmatie, région côtière d'une très grande beauté, appartenant elle aussi à la Croatie d'aujourd'hui et qui avait compté au cours des âges plusieurs comptoirs vénitiens, comme on peut le voir encore aujourd'hui en visitant la magnifique ville de Dubrovnik (Raguse, pour les Vénitiens), mais dont la majorité de la population était indubitablement slave.

Mussolini retiendra la très mauvaise leçon de cet expansionnisme démesuré en étendant encore sa velléité de conquête à toutes les terres qui furent sous la juridiction de l'Empire romain de l'Antiquité, ce qui revenait à revendiquer presque toute l'Europe, depuis l'Angleterre jusqu'à la Grèce, une bonne partie de l'Asie Mineure et de l'Afrique jusqu'aux sources du Nil.

Ces prétentions étaient bien sûr d'un ridicule achevé, elles n'en causèrent pas moins leur lot de destructions et de souffrances lors de la reconquête barbare de la Libye, où furent utilisées contre les populations civiles les armes chimiques dont il est tant question aujourd'hui, de l'invasion de l'Éthiopie (1935), qui fit placer l'Italie fasciste au ban des nations, et, pour finir, dans l'embrasement général de 1939-1940 où les troupes italiennes occupèrent l'Albanie, la Grèce, la Corse, Nice avec l'insuccès que l'on sait mais au prix de millions de vies humaines.

Maurice Nadeau, la révolution russe et Trotsky

Le numéro 59 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié des extraits du premier chapitre de *Grâces leurs soient rendues*, ouvrage récemment réédité par les éditions Albin Michel, où Maurice Nadeau évoque sa jeunesse trotskyste. Nadeau a cessé d'appartenir au mouvement trotskyste dès le lendemain de la guerre.

Il ne serait donc pas honnête de projeter sur la suite de son existence l'ombre de ce passé de plus en plus lointain au fil des années, d'autant que Nadeau est devenu dès lors pour l'essentiel un passionné de littérature et un découvreur inégalé d'écrivains.

En même temps, Nadeau n'a jamais renié ce passé, il est resté convaincu que la révolution russe a représenté un grand moment de l'histoire du XX^e siècle, même s'il s'est interrogé sur certains de ses épisodes, comme la répression de la révolte de Cronstadt en 1921. On peut aisément s'en convaincre en relisant le commentaire qu'il a fait de la dédicace dont Stéphane Courtois avait jugé bon d'orne l'exemplaire qu'il lui avait envoyé de son *Livre noir du communisme* (commentaire reproduit page 88 du numéro 59 des *Cahiers du mouvement ouvrier*).

Pour illustrer cette fidélité, que l'on pourrait dire organique, nous republions dans ce numéro l'article que Nadeau, alors âgé de cent ans et sept mois (donc au déclin de sa vie), a publié dans *La Quinzaine littéraire*, datée du 16 au 30 janvier 2012, à l'occasion de la parution du *Fils oublié de Trotsky*, consacré au second fils de Trotsky, Serge Sedov.

On pourrait certes voir dans cette décision un petit — mais peu discret ! — coup de publicité monté par et pour l’auteur du livre, mais quiconque lira jusqu’au bout l’article de Nadeau se rendra aisément compte que son contenu dépasse largement ce mince aspect immédiat. Nadeau y manifeste une vision de la révolution russe, du stalinisme et de Trotsky qui, par-delà sa décision d’abandonner dès 1945 une activité militante qui lui paraissait sans perspective prochaine, reflète une continuité profonde.



“Journal en public”

(article de Maurice Nadeau paru dans *La Quinzaine littéraire*, n° 1053, 16 au 31 janvier 2012)

Notre collaborateur, et déjà bien ancien camarade, Jean-Jacques Marie est un des meilleurs spécialistes de la défunte URSS, on le sait. Plus de vingt ouvrages à elle consacrés, dont des ouvrages réédités et probablement définitifs, sur Lénine, Staline ou Trotsky. Je peux dire aujourd’hui — je ne le pouvais pas alors — que, grâce à lui, j’ai pu publier Chalamov ou Soljenitsyne. Jean-Jacques s’occupe en outre, avec ses amis russes, d’un périodique en français : *Cahiers du mouvement ouvrier*, que nous avons eu l’occasion de signaler.

Cet exorde pour dire que je me suis précipité sur son nouvel ouvrage, fondé lui aussi sur ses enquêtes et sur les archives moscovites récemment ouvertes : *Le Fils oublié de Trotsky* (Seuil).

Je ne savais pas que cet ouvrage m’affecterait à ce point. Je l’ai prêté à une amie. Même effet. C’est, en moins de deux cents pages, le réquisitoire le plus implacable, le plus « éprouvant », contre l’ex-« petit père des peuples ». Mais est-il encore, en France, un « stalinien » qui s’avoue ?

Léon Trotsky a épousé successivement deux femmes, Alexandra, qu’il abandonnera lors de son évasion d’exil vers l’Europe après la révolution de 1905 ; Natalia, qui lui survivra après l’assassinat de 1940 au Mexique. Réfugiée à Paris. Nous l’avons connue. Nous avons participé à ses obsèques au Père-Lachaise en 1962.

De la première il eut deux filles, exilées à Berlin : Zinaïda, suicidée,

Nina, morte de tuberculose, mais leurs maris, restés en URSS, n’échapperont pas à Staline.

De Natalia il a deux fils : Lev (ou Léon), qui, en 1929, suivra ses parents en exil. Nous l’avons connu à Paris où il fut assassiné par le Guépéou en 1938. Le cadet, Serge « l’oublié », resté en URSS et personnage principal du présent ouvrage. Tous deux portaient le nom de leur mère : Sedov.

Parce qu’il s’intéressait aux sports plus qu’à la politique

« L’oublié », parce qu’il s’intéressait aux sports plus qu’à la politique et que, sans avoir jamais renié son père — il était très attaché à sa mère, Natalia —, il n’avait pas suivi ses parents exilés en 1929 par Staline, tout à ses études puis à son métier d’ingénieur. Tout « apolitique » qu’il ait soi-disant été, il sera fusillé un jour d’octobre 1937 après déportations et divers emprisonnements. Victime, comme tous ceux qui, de près ou de loin, ont eu quelque lien de parenté, même lointaine (un ancêtre, anodin professeur de mathématiques, a le tort de s’appeler Sedov) ou de rapports, même inventés, avec Trotsky. Aucun n’en réchappera, soit lors des massacres (750 000 morts) qui suivent les procès de Moscou en 1935 et en 1937, soit, dans l’ombre, sur ordre de Staline, parce qu’ils ont refusé « d’avouer »

publiquement « leurs crimes ». Eux aussi se comptent par milliers. Serge Sedov est l'un d'eux. La plupart sont fusillés. Quant à l'ancien dirigeant Karl Radek, il est simplement étranglé dans sa cellule.

Tout cela, décrit dans le détail, paraît relever du fantastique. Ce n'est pas parce que les bourreaux, du plus grand, Iejov ou Iagoda, au plus petit, sont à leur tour fusillés (ils en savent trop), qu'on reprend pied.

On reprend pied parce qu'on voudrait bien comprendre

On reprend pied parce qu'on voudrait bien comprendre. (Comme de voir, récemment, à la télévision, des foules coréennes verser des torrents de larmes à la mort du dictateur Kim Il-Jong). Infatigable, Jean-Jacques Marie va nous expliquer.

Si c'est bien comme fils cadet de Trotsky que Serge Sedov sera fusillé, c'est, à la différence d'autres, pour des faits précis quoique à demi oubliés : dans l'usine où il était ingénieur très spécialisé il est accusé d'avoir « *tenté d'empoisonner les ouvriers* » (*Pravda* du 27 janvier 1937). Les faits remontent à avril 36, mais il n'est pas trop tard pour que les ouvriers de « la grande usine de constructions mécaniques de Krasmach, basée à Krasnoïarsk... » dénoncent Serge Sedov, « *digne rejeton de son père vendu au fascisme pour avoir tenté d'empoisonner un grand groupe d'ouvriers avec le générateur de gaz* », et « *exigent de la Cour suprême qu'elle anéantisse jusqu'à son dernier membre la vermine trotskyste du centre trotskyste antisoviétique* ». Staline prépare le massacre, il lui faut, ne serait-ce que vis-à-vis des Occidentaux, quelque motif de sévir contre les siens.

Une fuite accidentelle de gaz

Il y a eu en effet, à l'usine de Krasnoïarsk où le condamné à l'exil Serge Sedov était ingénieur, initiateur et responsable des gazogènes, une fuite

accidentelle de gaz, bientôt obturée par lui-même et sans accident de personne. Mais il est le fils cadet de Trotsky, pourquoi n'en pas profiter ? Ce ne sera qu'un détail pour celui qui va faire exécuter Toukatchevski et tout l'état-major de l'ex-Armée rouge au moment même où se prépare une nouvelle guerre mondiale. « Agents de la Gestapo, trotskystes », tous du pareil au même. Tandis que là-bas, en France, Norvège, Mexique, ce Trotsky n'en finit pas de dénoncer la politique suicidaire de Staline : la désorganisation industrielle, la répression contre des milliers de soi-disant koulaks, bientôt l'alliance avec Hitler... On finira par l'assassiner ce Trotsky, tardivement, en 1940, après plusieurs tentatives où coopéraient NKVD et Russes blancs. Qui s'en souciera ? Staline est *persona grata* auprès des anciens antifascistes des Fronts populaires de France ou d'Espagne. Il fera partie des futurs alliés d'après Stalingrad.

Nous n'en sommes pas là

Nous n'en sommes pas là. L'accident de l'usine vient après le meurtre de Kirov, secrétaire du parti à Leningrad. Et Serge Sedov avait déjà eu affaire avec le NKVD pour « *appartenance à une organisation terroriste contre-révolutionnaire* » : le rocambolesque complot des femmes bibliothécaires du Kremlin, trop bavardes entre elles, « *qui auraient médité un assassinat de Staline* » ! Complot, dans lequel il ne sait pourquoi il est impliqué. Prison durant cinq mois. Olga, l'épouse qu'il vient de quitter, et Henriette, une étudiante avec qui il y a eu coup de foudre réciproque, viennent lui apporter des colis. Sedov refuse d'« avouer » qu'il voulait tuer Staline. On ne peut pas publiquement le juger. Il est exilé pour cinq ans à Krasnoïark, au centre de la Sibérie. C'est là-bas qu'il vit un amour fou pour Henriette qui, de Moscou, pourtant ne lui écrit guère et ne peut, naturellement, venir le voir. Obtenant le droit d'habiter en ville, il est embauché comme travailleur précaire à l'usine de constructions mécaniques Krasmach. Il n'est pas malheureux. Il

joue au football et au tennis, il attend la venue d'Henriette. Celle-ci, après des mois de démarches, obtient le droit de travailler dans une entreprise d'aviation ! (Elle est ingénieur du textile !) Ils vont vivre « six mois de bonheur ».

Le directeur de l'usine Krasmach sait qu'il embauche un fils de Trotsky. Naturellement il hésite, se fait couvrir par le responsable de région, il a le besoin urgent d'un ingénieur de gazogène !

Directeur et responsable de région se croient tous deux « protégés » par Sergo Ordjonikidzé auquel Staline a confié le commissariat à l'Industrie lourde.

Tout va bien jusqu'à la fuite du gaz en avril 1936 à l'usine de Krasmach, mais on se trouve au plus fort de la lutte contre le « centre trotskyste-zinoviéviste ». A cause de cette fuite, Serge Sedov écope, sans même avoir été convoqué, de « cinq ans de camp, pour activité trotskyste contre-révolutionnaire ». Ordjonikidzé, directeur d'usine, bureaucrate de région, seront mis eux aussi à la trappe, fusillés, mais ce sera plus tard. Quant à Serge Sedov, il quitte le 3 juillet 1936 la prison de Krasnoïark pour être envoyé au camp de Vorkouta, en Sibérie, où il arrive un mois plus tard.

La grève de la faim des trotskystes à Vorkouta

Vorkouta est un camp de militants trotskystes déportés. Varlam Chalamov a décrit leurs impossibles conditions de vie dans ses *Récits de la Kolyma* : on vise, par tous les moyens, à leur extermination. Ils résistent pourtant. En octobre 1936 un millier d'entre eux ont la force de poser d'élémentaires revendications et pour les faire aboutir décident une grève de la faim. Serge Sedov s'y engage. Elle s'achève, cette grève, cent treize jours plus tard, le 8 février 1937, dans l'indifférence d'un Occident des Fronts populaires et de la lutte antifasciste. Serge a tenu jusqu'au bout et s'est trouvé, selon un codétenu « à deux doigts de la mort ». Trotsky, son père, n'en saura rien. Natalia ne le saura qu'en 1952.

A Vorkouta se trouvait la première femme de Trotsky, Alexandra. On les expédie, Alexandra et Serge à Moscou, où viennent d'être arrêtés pour un nouveau procès Boukharine et Rykov. Serge est enfermé à la Loubianka, accusé d'espionnage — il a eu le tort de vivre à l'Ouest et de connaître le français —, et inculpé d'une « tentative d'empoisonnement en masse d'ouvriers ». Refusant toujours d'avouer, il est condamné à mort avec soixante-cinq autres et fusillé le soir même d'un soi-disant jugement. Ses parents n'en sauront rien. Il avait vingt-neuf ans. Staline a anéanti toute les familles « Bronstein » et « Sedov », « même les lointains cousins ». Seuls survivront, parce que hors de l'URSS, Natalia (jusqu'en 1962) et Sieva, un petit-fils toujours vivant.

Une radiographie de la société stalinienne

Fidèle au titre de l'ouvrage, j'ai tiré le fil d'une histoire qui n'est pas une monographie. Parallèlement au destin retracé de Serge Sedov, se déroulent maints autres destins tragiques : celui d'Alexandra, la première femme de Trotsky, ceux de ses deux filles, ceux des responsables de l'embauche de Sedov à l'usine de Krasmach, ceux des trotskystes déportés de Vorkouta, celui d'Henriette, « l'amour fou » de Serge, tandis que sont évoquées tant d'anonymes victimes ! Autant d'existences revécues dans leur complexité. C'est de la société stalinienne dans son ensemble que Jean-Jacques Marie nous donne une radiographie.

(Les intertitres sont de la rédaction des *Cahiers du mouvement ouvrier*.)

Jean-Jacques Marie,
Le Fils oublié de Trotsky,
Seuil, 192 pages, 17 euros.

Léon Trotsky

“Le drame du prolétariat français”

Présentation

Le texte de Trotsky que nous republions ci-après a été écrit en 1922. Apparemment, son objet est restreint puisqu’il se présente comme une préface à la pièce de théâtre antimilitariste de Marcel Martinet, *La nuit*. Mais sa portée est plus générale.

Cette préface sert à Trotsky à deux fins :

1) Il compare l’attitude de Romain Rolland « *au-dessus de la mêlée* », selon le titre de son ouvrage alors fameux, et celle de Marcel Martinet, engagé, à dater de 1915, dans le combat contre la guerre et l’Union sacrée, combat qui le mènera à adhérer au Parti communiste à sa fondation, parti qu’il quittera lors de sa stalinisation. Trotsky souligne ainsi la différence qui sépare l’attitude individuelle de l’écrivain qui, installé en Suisse, refuse la compromission pour lui-même (attitude que Trotsky ne condamne pas, mais dont il monte les étroites limites et le caractère purement individuel) et celle de l’écrivain militant qui s’engage dans une lutte collective difficile dans son pays (1).

2) La présentation de la pièce, dont il analyse les ressorts avec une grande précision, lui permet d’analyser les difficultés auxquelles sont confrontés les militants ouvriers français ; il évoque ainsi toutes les figures présentes dans le conflit, sur lequel la pièce est construite, en en faisant des représentants de divers types : hommes et femmes du peuple, militants, démagogues, politiciens, opportunistes, faux révolutionnaires en peau de lapin, vrais révolu-

tionnaires, etc. C’est pourquoi Trotsky avait intitulé son texte : « *Le drame du prolétariat français* ».

Il est intéressant de rappeler que les trajectoires des deux écrivains évoqués par Trotsky divergeront. Romain Rolland deviendra un thuriféraire particulièrement servile de Staline, auquel Marcel Martinet restera toute sa vie opposé. Nous avons cité dans le numéro 57 des Cahiers du mouvement ouvrier deux notes éclairantes du journal de Romain Rolland :

1) Pages 718 et 719, en date du 25 ou 26 janvier 1942.

Romain Rolland, alors installé dans sa commune natale de Vézelay, reçoit la visite de Paul Eluard. Romain Rolland note :

« *Ce qu’il m’apprend des trotskistes est bien significatif ; un Martinet, arrêté momentanément et interrogé par une Kommandantur allemande, dit : “Je suis communiste... mais trotskiste, et je hais Staline et le stalinisme.” On lui*

(1) Lire à ce propos l’article de Nicole Perron : « *Marcel Martinet et Romain Rolland, deux écrivains pacifistes face à la révolution russe* », paru dans le numéro 57 des Cahiers du mouvement ouvrier.

rouvre les portes et on le laisse sans l'inquiéter. Est-il meilleure preuve de l'argumentation des procès de Moscou ? Et de la collaboration du trotskisme avec l'hitlérisme ? Bénéficient de la même indulgence tous les trotskistes français et les pacifistes qui se disaient contre l'armée et le fascisme, mais furieusement ennemis de la Russie stalinienne jusqu'à lui préférer l'hitlérisme, comme Félicien Challaye, Les Alexandre (arrêtés puis relâchés, Jean Giono, etc. Inscrivons-le dans l'histoire. »

Or...

a) Marcel Martinet n'est pas trotskyste. Son crime pour les staliniens est d'avoir fait partie des rares intellectuels qui ont dénoncé les procès de Moscou. Il a toujours été un homme indépendant et l'accuser de collusion avec les nazis est une petite saloperie qui en dit long, sur le bonhomme Eluard d'abord et sur Rolland ensuite.

b) Romain Rolland ne juge même pas nécessaire de demander à Paul Eluard d'où il tient cette histoire grotesque et invraisemblable... où il voit pourtant une « preuve » ! Eluard ne pourrait

prétendre la tenir de Marcel Martinet, homme à ne pas converser avec le poète rallié au stalinisme, ni bien entendu de la Gestapo avec laquelle Eluard n'a certainement pas de relations. Eluard ne fait que répéter une des innombrables calomnies répandues par l'appareil du PCF contre quiconque peut être par lui qualifié à tort ou à raison de « trotskyste ».

2) Page 901. Entre le 15 avril et le 12 mai 1943.

« Réconciliation franche avec Marcel Martinet. Echange de lettres qui mettent fin à un pénible conflit d'idées, aggravé par des propos inconsidérés et que les "bons amis" avaient déformés. Pendant tout ce long éloignement de cinq ou six ans (peut-être davantage), sa femme Renée avait gardé intacte la petite flamme de l'amitié et elle a beaucoup fait pour la rallumer. »

Les responsables sont bien entendu les autres, dont ces « bons amis » dont Rolland ne précise pas l'identité. Eluard d'abord sans doute et quelques autres prostaliniens.

Léon Trotsky

“Le drame du prolétariat français”

Marcel Martinet et Romain Rolland face à la guerre

Le poète français Marcel Martinet a écrit un drame qui peut être nommé, au sens plein de l'expression, le drame de la classe ouvrière française. Ce fait seul lui assure le droit à l'attention.

“Passé par l'école de Romain Rolland”

Martinet est un communiste formé à l'école du groupe syndicaliste de la « Vie ouvrière », c'est-à-dire à bonne école. Comme artiste, Martinet est passé par l'école non moins bonne de Romain Rolland. Par conséquent, on ne saurait attendre ou redouter de sa part des œuvres de pure propagande ou, comme aiment à dire les esthètes, de « vulgaire propagande », dans lesquelles la politique adopterait par simple accident le cadre dramatique ou la forme du vers.

Marcel Martinet est profondément psychologue. Il fait passer tous les problèmes de notre grande époque, en les y réchauffant subjectivement, par sa conscience personnelle ou, plus exactement, c'est à travers son moi personnel, subjectif, individuel, qu'il trouve la voie vers le général et l'universel. C'est par là qu'il est artiste.

Mais si Martinet a été à l'école de Rolland, il a dépassé moralement cette école. C'est ce qui lui a permis de devenir communiste.

“Un légitime respect pour son courage personnel”

Pendant la guerre, Rolland, en se plaçant « au-dessus de la Mêlée », suscita un légitime respect pour son courage personnel. C'était l'époque où l'héroïsme grégaire couvrait de cadavres les montagnes et les plaines de l'Europe, tandis que le courage personnel, même à la dose la plus modeste, se rencontrait bien rarement, surtout parmi les « aristocrates de la pensée ».

Rolland refusait de hurler avec les loups de sa patrie ; il s'éleva « au-dessus de la Mêlée », ou plus exactement il s'en détourna : il se retrancha en terrain neutre. Il continua, dans le grondement de la guerre, très assourdi, il est vrai, dans la Suisse neutre, à apprécier la science allemande et l'art allemand et à prêcher la collaboration des deux peuples.

Ce programme n'était certes pas d'une effrayante audace, mais pour le proclamer alors, en plein déchaînement de chauvinisme universel, il n'en fallait pas moins une certaine indépendance personnelle. Et cela séduisait.

“Mais tous les autres ?”

Cependant, dès ce moment, s'apercevaient bien l'étroitesse de la philosophie

de Rolland, et, si j'ose ainsi m'exprimer, l'égoïsme de son humanisme. Rolland, lui, s'était retranché en Suisse neutre, mais tous les autres ? Un peuple ne peut pas se placer au-dessus de la mêlée, puisqu'il est la chair à canon de cette mêlée. Le prolétariat français ne pouvait pas s'en aller en Suisse. Le drapeau de Rolland était destiné exclusivement à son usage personnel : c'était le drapeau d'un grand artiste, nourri des littératures française et allemande, ayant dépassé l'âge du service militaire, et muni des ressources nécessaires pour se transporter d'un pays dans un autre.

L'étroitesse de l'humanisme rollandiste se manifesta pleinement plus tard, lorsque le problème de la guerre, de la paix, et de la collaboration intellectuelle devint le problème de la révolution. Ici encore, Rolland résolut de rester au-dessus de la mêlée. Il ne reconnaît ni dictature, ni violence, ni de droite, ni de gauche. Certes, les événements historiques ne dépendent pas d'une telle reconnaissance ; mais le poète n'en a pas moins le droit de porter sur eux un jugement moral ou esthétique, et au poète, à l'égoïste humanitaire, cela suffit.

Mais les masses populaires ? Si elles supportent servilement la dictature du capital, Rolland condamnera poétiquement et esthétiquement la bourgeoisie ; si au contraire les travailleurs tentent de renverser la violence des exploités par le seul moyen à leur disposition, la violence révolutionnaire, ils se heurteront à la condamnation éthique et esthétique de Rolland.

Ainsi l'histoire humaine n'est en somme qu'une matière à interprétation artistique ou à jugement moral.

La prétention individualiste de Rolland appartient au passé.

“Martinet ne se place pas au-dessus de la mêlée”

Devant l'histoire humaine, Martinet est bien plus large, plus vivant, plus humain. Il ne se place pas au-dessus de la mêlée. L'affranchissement de la civilisation humaine, la guerre et la paix, la collabora-

tion des nations ne sont pas pour lui matière à appréciations personnelles, mais objets d'action de masses. Ce qu'il met en drame dans sa dernière œuvre, *La Nuit*, c'est l'action révolutionnaire des masses opprimées.

Ce drame est-il réaliste ? Oui, il y a un fond réaliste, dans l'ensemble comme dans chaque personnage en particulier. Les personnages vivent, mais à travers leur vie individuelle, à chaque étape du drame, c'est la vie de leur classe, de leur pays, c'est la vie de l'humanité contemporaine qui transparait. Au-dessus d'eux se condensent, invisibles, les forces sociales. De là, la valeur symbolique des images.

Le personnage central est la vieille Mariette, paysanne de 70 ans. Autour d'elle se groupent des paysans et des paysannes d'un village du Nord dévasté par l'artillerie. Par son sage courage et son intelligente bonté, Mariette règne sans limites sur son petit monde. C'est la mère française, la mère du peuple français ; elle a de profondes racines paysannes, mais elle a traversé les siècles de l'histoire nouvelle, la succession des révolutions, elle a connu beaucoup d'espairs et de désillusions, beaucoup de deuils pour ses enfants dont le sang coule. Malgré tout, elle s'est raidie contre le désespoir et ne veut pas le connaître, même aujourd'hui pendant les années de grande boucherie. Son cœur reste une source indéfectible d'inlassable bonté.

Le fils aîné de Mariette est à la guerre. Avec elle est restée sa bru, la frêle, taciturne et héroïque Anne-Marie, que, dans les moments de tragique et tendre découverte des âmes, la vieille appelle sa « douce petite chatte couleur de cendre » ; auprès d'elles est leur petit-fils et fils, Louison, enfant de 12 ans, éveillé et trempé avant l'âge par la terrible tension de la guerre. Les habitants des environs se réunissent dans la maisonnette de Mariette, la seule restée debout : gens privés de leur toit, vieillards ayant perdu leurs fils, mères dont l'artillerie, celle d'ici ou celle d'en face, a tué les enfants. Tout autour, le froid, la neige, la dévastation, la guerre. Ces gens qui depuis près de quatre ans ne sont pas sortis des flammes et du fracas, las d'espérer, las de déses-

pérer, se serrent contre leur mère commune, Mariette, qui, avec plus de sagesse et plus de bonté, éprouve ce qu'ils éprouvent.

Mais qu'est-il arrivé ? L'artillerie s'est tue. Les gens sont comme assourdis par ce silence subit. Qu'y a-t-il ? A travers le froid et la tourmente, un bruit invraisemblable perce : elle est finie. Les soldats d'en face ont refusé de se battre. Ils ont dit « *nous ne voulons plus* ». Ils ont arrêté leurs chefs, et même, même — mais peut-on le croire ! — leur empereur. Il est entre leurs mains. Et les soldats d'ici, après pourparlers avec ceux d'en face, ont cessé le tir : à quoi bon ?

Voilà d'où venait le silence.

“A demi-ivres de fatigue, d'espoir et d'alarme”

Des soldats arrivent sans cesse dans la chaumière, à demi-ivres de fatigue, d'espoir et d'alarme, et confirment qu'« *elle est finie* ». C'est la fin ! Les soldats d'en face se sont emparés de leur empereur et veulent le livrer ici, « en garde ». N'est-ce pas là une belle idée ? Mais surtout : « *Elle est finie. Fi-nie !* »

Voici le généralissime Bourbouze : vieux soldat, avec sa grossièreté native et en partie aussi affectée, avec sa bonhomie affectée et peut-être en partie naturelle. Personnage nul et de mauvais augure dans sa nullité. Bourbouze s'installe provisoirement avec son état-major dans la maisonnette de Mariette. Ses habitants sont invités à abandonner leur toit. Où aller ? Tout autour, ce ne sont que champs bouleversés, débris, cadavres non ramassés, froid et neige. Mariette proteste. Elle est pourtant finie ! Bourbouze explique qu'il se prépare ici à achever la victoire, mais finalement il autorise la vieille et sa famille à rester dans le grenier.

Et voici l'empereur vaincu lui-même : les soldats d'en face l'ont amené ici.

Bourbouze souhaite la bienvenue au monarque, doublement battu, car il est tout couvert de bleus. Aussitôt arrivé dans l'état-major ennemi, l'empereur reprend courage : ici, ce ne sont plus ses soldats ! Il explique à Bourbouze que son renversement, à lui, empereur, prive Bourbouze des fruits de la victoire. Avec

qui le vainqueur mènera-t-il maintenant les pourparlers ? Qui signera le traité ? Pas la révolution ! Bourbouze est saisi d'alarme ; et du coup, entre lui et l'empereur, des liens de solidarité s'établissent. L'exemple de la révolte ne sera-t-il pas imité de ce côté-ci ? En tout cas, Sa Majesté, hum..., peut s'installer ici comme chez soi. La maison est mise à la disposition de Sa Majesté.

*

**

“Déjà la contagion agit”

Mais déjà la contagion agit. Parmi les soldats de Bourbouze, la fermentation commence. Ils attendent quelque chose ; ils discutent avec animation et, comme par hasard, quelques centaines d'entre eux se réunissent sous le toit d'un café détruit. Il faut se rendre compte de ce qui s'est passé ; il faut des réponses, des idées, des mots d'ordre, des chefs. La foule nomme ceux qui ont le mieux mérité sa confiance dans les tranchées. C'est l'honnête, et qui n'est déjà plus jeune, paysan Goutaudier ; c'est Favrolles, le beau parleur aux grands gestes ; c'est le jeune Ledrux qui s'impose du premier coup comme un chef, avec son regard d'aigle, mais sans expérience.

Et alors se déroule le véritable drame de l'insurrection commençante de la classe opprimée, sans programme, sans drapeau, sans bonne organisation, sans chefs éprouvés à l'œuvre. Goutaudier est de toute son âme pour l'action solidaire des travailleurs, pour la cessation de la guerre, pour l'entente avec ceux d'en face : c'est l'honnête et borné pacifiste.

“Plus élevé et plus attirant que la rhétorique pacifiste”

Mais combien le discours de ce paysan d'âge mûr, en capote de soldat, est plus élevé et plus attirant que la rhétorique pacifiste d'un Georges Pioch, ou les pacifistes calembours d'un Victor Méric ! La masse fait bon accueil à Gou-

taudier, mais elle n'est pas satisfaite : le but est esquissé, tant bien que mal, mais la voie n'est pas indiquée.

Le pacifisme est passif et expectant par essence : il est plein d'espoir et d'attente, mais sans programme d'action.

Or c'est précisément un programme qu'il faut maintenant, puisque déjà la masse est soulevée. Favrolles prend la parole. Son vide intérieur, son inconscience braillarde se masquent sous l'énergie de ses propositions. Favrolles cherche à faire passer d'enthousiasme une mesure dont il a sans doute bavardé plus d'une fois avec les habitués de son café anarchiste : massacrer immédiatement tous les officiers, en commençant par Bourbouze, après quoi on verra clair.

L'assemblée se réserve, les uns approuvent, la majorité s'effraie. Cette division dans la masse entraîne l'incertitude, et l'incertitude un sentiment démoralisant d'impuissance.

“Le massacre des officiers” ou “des conseils de soldats” ?

Alors paraît le jeune Ledrux ; il ne redoute pas l'emploi de la violence révolutionnaire, il la reconnaît nécessaire, mais le pays ne comprendrait pas actuellement le massacre des officiers. Les mesures extrêmes, non préparées par le cours des événements, non motivées psychologiquement, porteront la division dans la masse des soldats. L'application prématurée de la terreur révolutionnaire isolera les hommes d'action. Ledrux propose de constituer avant tout un organe représentatif de l'armée révolutionnaire : des conseils de soldats.

La révolution s'étend dans l'armée et dans le pays. Partout surgissent des conseils d'insurgés, mais au centre, dans la capitale, un gouvernement provisoire s'est déjà formé avec des hommes d'extrême gauche de la bourgeoisie.

Leur but est de fractionner et de paralyser la révolution pour la prendre en mains. Pour cela, ils exploitent les procédés ordinaires de la démocratie : la pesante autorité du pouvoir officiel, la trame habile du

mensonge, aidés en cela par le manque d'assurance de la masse, le pacifisme expectant de Goutaudier et l'aventurisme sanglant de Favrolles.

“Tenir bon devant la première vague”

Les hommes qui siègent au gouvernement provisoire sont loin d'être des génies. Ce sont, au contraire, des hommes très ordinaires. Aussi bien ne visent-ils pas à créer du nouveau, mais à faire durer l'ancien. Pour eux, pense et agit toute l'expérience des classes dominantes. Là est leur force. Toute l'ambition présente des habiles sans idéal qui détiennent le nouveau pouvoir central, c'est de tenir bon devant la première vague, d'observer les endroits faibles et les points non défendus de la révolution, de la dépouiller et de l'affaiblir sous son propre drapeau, enfin de briser la foi et la volonté de la masse, avant que ne se lève la seconde vague plus décisive.

Moment critique ! Dans l'armée, dans les centres ouvriers, le mouvement prend de l'ampleur, on élit des conseils ; les chocs partiels avec les autorités locales tournent en faveur des insurgés : mais l'ennemi réel, la classe dirigeante, n'est pas brisé. Il manœuvre en position d'attente, il possède dans la capitale un excellent poste d'observation, il détient le mécanisme administratif centralisé. Surtout il a la certitude de son droit à la victoire et une très riche expérience de la duperie. Après le demi-succès du premier coup porté à la vieille société, le mouvement a besoin de s'élever à un degré supérieur, de prendre un caractère politique et conscient, d'assurer son harmonie intérieure par la communauté des buts et par l'unité des méthodes de réalisation, autrement la catastrophe est inévitable.

“Au lieu d'idées, des clichés”

Les meneurs locaux, gens de hasard, révolutionnaires improvisés, qui jamais auparavant n'avaient réfléchi à tous les problèmes soulevés par les mouvements de masse, sont portés comme des épaves

sur les vagues du mouvement et espèrent que la seule logique des événements continuera comme jusqu'à présent à assurer leur succès. Pour sortir de toutes les difficultés, les dilettanti de la révolution, au lieu d'idées, ont des clichés : « Le peuple soulevé est invincible », « On n'arrête pas les consciences avec des baïonnettes », etc. Mais la révolution a besoin non pas de lieux communs, mais d'une direction répondant à son développement intérieur, adaptée à ses étapes successives. Cette direction n'existe pas. Dans le cours des événements, un moment d'arrêt fatal se produit. Ledrux, avec son instinct politique, saisit la logique de la révolution. Naguère encore, il avait résisté aux rodomontades sanguinaires de Favrolles, en repoussant la proposition de fusiller les officiers. Pour Bourbouze, il s'était contenté alors de le faire arrêter. Aujourd'hui, Ledrux sent que la crise fatale approche : les masses ne se rendent pas compte que les principales difficultés sont encore à vaincre : l'ennemi s'empare sans combat de toutes les positions non défendues, et, aussitôt, pousse en avant ses tentacules. Demain, le soudard Bourbouze, avec sa fausse bonhomie, prendra de nouveau la tête des forces armées de la réaction et écrasera la fleur du peuple insurgé. Ledrux conclut qu'il faut lancer un cri d'alarme, un avertissement foudroyant, un appel à l'implacabilité. Maintenant, il est pour les mesures décisives, pour l'exécution de Bourbouze. Mais la logique de la révolution, que le jeune chef saisit en écoutant le pouls agité de la masse, ne trouve qu'un écho tardif dans les têtes de ces demi-chefs. La révolution n'a pas été précédée d'une longue préparation morale et doctrinale. Il n'y a pas à la tête des masses d'organisations habituées à penser collectivement, à apprécier uniformément les événements, à intervenir avec ensemble dans ces événements. Il n'y a pas de parti révolutionnaire. L'unanimité dans le mouvement n'existe que tant qu'il ne rencontre pas d'obstacles. Dès que la situation se complique, les chefs improvisés, sans expérience, sans programme, sans horizon, entrent en lutte les uns avec les autres ; chacun a sa route et sa méthode ; ni discipline de pensée, ni discipline d'action.

“Les hésitations commencent, et ensuite vient le découragement”

Les difficultés, les mécomptes, les conséquences de la guerre et de la révolution même se font sentir de plus en plus vivement. Les hésitations commencent, et ensuite vient le découragement. Ceux qui, auparavant, doutaient en secret, parlent maintenant tout haut. Rien de plus facile que d'opposer aux tâches d'aujourd'hui les difficultés de demain. Ceux qui n'ont pas perdu la foi dans la cause s'efforcent de couvrir la voix des sceptiques, mais chacun à sa manière. La masse erre en tâtonnant au milieu des difficultés croissantes et cherche à se guider sur les chefs, mais leur division l'épouvante et la rend impuissante.

*
* *

A ce moment entre en scène le membre du gouvernement provisoire Bordier-Dupatoy : démagogue expérimenté, esprit politique de médiocre qualité, mais d'instinct presque infaillible lorsqu'il s'agit d'endormir, de diviser, de corrompre la masse et suborner ses chefs.

“Tout l'art de la contre-révolution française”

Tout l'art de la contre-révolution française, depuis les hommes de Thermidor et d'avant, jusqu'à Aristide Briand, est à la disposition de Dupatoy, ce gros homme faux simple et faux blagueur, en manteau fourré de cocher. Il se glisse sans se presser à travers la foule des soldats, flaire et écoute, bavarde, flatte les insurgés, vante les chefs, promet, fait des reproches amicaux, prodigue les poignées de main, si bien qu'au moment déjà où il apparaît à l'entrée du quartier général révolutionnaire de Ledrux, l'énorme masse des soldats, las d'attente et d'inconnu, s'accroche à Dupatoy comme à une ancre de salut. Le visiteur indésirable salue le quartier révolutionnaire sur un ton de maître bienveillant et dispense à Ledrux des louanges perfides destinées à ruiner

définitivement l'autorité du jeune tribun. Le phraseur Favrolles est déjà du côté du gouvernement provisoire. On n'entend plus parler de l'honnête Goutaudier. Les événements l'ont dépassé. Désorienté, il s'est perdu dans la foule aussi désorientée. Ledrux saisit le rythme des événements, mais déjà, devant la masse, il n'est plus comme le chef de la révolution, mais comme un héros de tragédie. Avec lui et autour de lui, il n'y a pas un groupement organisé d'hommes tremblés, habitués à penser et à lutter ensemble, il n'y a pas un parti révolutionnaire. L'énergie non dirigée et non utilisée de la masse se retourne contre elle-même et l'empoisonne peu à peu du venin du découragement. Dupatoy est déjà solide. Il traduit dans le langage de la flatterie politique les doutes, les inquiétudes, l'alarme, la lassitude et le manque d'assurance des insurgés. Il a dans la foule ses agents à lui, payés ou bénévoles. Ce sont eux qui interrompent Ledrux, protestent, grognent, maudissent, et font ainsi l'écho nécessaire à Dupatoy. Dans le chaos de l'assemblée orageuse, un coup de feu éclate, et Ledrux tombe mort.

C'est l'apogée pour Dupatoy : sur le cadavre de « son jeune ami » tombé, il prononce son éloge funèbre dans lequel, tout en notant avec indulgence ses erreurs et son excessive audace, il rend hommage à la pureté de ses intentions stériles. Cet abject persiflage lui concilie définitivement les plus rebelles. La révolution est défaite. La cause du gouvernement provisoire est assise. N'est-ce pas là le drame historique du prolétariat français ?

*
* *

“Mariette, c'est la France même”

Les mêmes paysans et paysannes se réunissent chez la vieille Mariette. Elle était de tout son cœur avec les insurgés. Comment eût-il pu en être autrement ? Mariette, c'est la mère du peuple français, c'est la France même. Ce n'est qu'une paysanne, mais des siècles et des siècles d'événements et d'épreuves ont enrichi et saturé sa mémoire politique. Ses fils sont tombés dans les combats de

la grande révolution, qui a fini par la dictature césarienne. Elle a vu le retour des Bourbons, une nouvelle révolution, de nouvelles trahisons, les discordes parmi les travailleurs, de nouvelles duperies, les espoirs et les déceptions de la Commune, sa terrible défaite, le militarisme monstrueux, lâche et pillard de la III^e République, la Grande Guerre, l'extermination des meilleures générations, le danger qui menace l'existence même de la race française. Tout cela, la vieille Mariette, la mère du peuple, l'a vécu, l'a senti et l'a médité à sa façon. Paysanne, elle s'est élevée par son expérience et son instinct maternel au niveau de l'ouvrier de la ville, de ses espoirs et de ses luttes.

“Le beau rêve de fraternité s'est dissipé comme fumée”

Mais le soulèvement est écrasé. Vains sacrifices ! Bourbouze est de nouveau à la tête des armées. Le beau rêve de fraternité avec ceux qui ont renversé leur empereur s'est dissipé comme fumée.

En avant ! à l'attaque ! commande Bourbouze — et après un pénible arrêt dans le cours des événements, cette poursuite de l'ennemi en retraite, ce mouvement en avant semble au peuple trompé la solution de la crise, l'issue de l'impasse. Les paysans et les paysannes se détournent de Mariette. Elle soutenait leur moral pendant les plus sombres mois de la guerre, mais c'est elle aussi qui, pendant les journées du soulèvement, élevait leurs espoirs à une hauteur irréalisable et elle les a déçus.

Ils se vengent impitoyablement contre Mariette de leurs espérances brisées. L'un après l'autre, ils abandonnent la maison de la vieille paysanne, avec à la bouche des paroles d'une amertume mortelle. Mariette est seule. Son petit-fils Louison dort, dans son lit, d'un sommeil agité.

La vieille paysanne s'assied près du lit où dort, dans les cauchemars, son petit-fils, la France de l'avenir, la nouvelle France qui grandit sous le tonnerre et les éclairs de la plus terrible des époques. Là-haut est Anne-Marie, la nouvelle mère

française qui va relever la vieille Mariette fatiguée. Mais on frappe à la porte. Trois hommes entrent, en portant un quatrième, le cadavre du fils premier-né. Il a été tué dans les combats des jours derniers, pendant que l'armée révolutionnaire, après la défaite de sa propre révolution, poursuivait l'ennemi.

La dernière colonne du monde croulé de ses espérances s'abat sur la vieille tête. Les trois arrivants déposent ce qui fut son fils le long du lit où dort le petit-fils. Mais non, le petit-fils ne dort pas, il a tout entendu. Il est admirable dans sa tension tragique, ce dialogue du petit avec sa grand-mère. Le passé et l'avenir se rencontrent sur ce lit où le présent s'est figé.

Louison de nouveau s'assoupit. On n'a plus la force de souffrir, on n'a plus rien à attendre : il est temps de sortir de cette vieille vie vers la nuit qui se répand derrière la fenêtre. Mais la source de bonté et d'espoir est intarissable dans le cœur d'une mère : la vieille se retrouve ; sa bru, son petit-fils sont là. Sur les décombres, une nouvelle vie commence. Elle sera, elle doit être meilleure que celle qui fut. La suite passe ; et la vieille monte péniblement à l'étage supérieur et appelle sa bru : « *Debout, Anne-Marie, il est l'heure. Le jour pointe.* »

“Le vrai drame de la révolution, la tragédie politique de la classe ouvrière française”

Ainsi finit le drame, le vrai drame de la révolution, la tragédie politique de la classe ouvrière française, tragédie de tout son passé et avertissement pour l'avenir. Aucun autre prolétariat n'est aussi riche en souvenirs historiques, car aucun n'a eu une destinée aussi dramatique que le prolétariat français. Mais ce passé pèse sur lui comme une terrible menace pour l'avenir. Les morts se cramponnent aux vivants. Chaque étape a légué, avec son expérience, ses préjugés, ses formules vidées de leur contenu, ses sectes qui ne veulent pas mourir. Goutaudier ? Nous

l'avons tous rencontré, c'est l'ouvrier, avec des traits de petit-bourgeois ou le petit-bourgeois porté vers les ouvriers — démocrate, pacifiste, toujours à mi-chemin, toujours partisan des demi-mesures, c'est le père Bourderon collectif dont l'honnêteté bornée a été plus d'une fois dans l'histoire le frein de la révolution. Et tous, nous connaissons Favrolles, ce chevalier de la phrase, qui prêche aujourd'hui la répression sanglante, pour se trouver demain dans le camp de la bourgeoisie victorieuse. Favrolles, dans le mouvement ouvrier français, c'est le type le plus répandu, le plus multiforme, et toujours identique dans sa diversité.

“Le radicalisme verbal, la politique des formules intransigeantes”

Ces Hervé braillards, insulteurs de foire, antimilitaristes, « sans-patrie », apôtres du sabotage et de l'action directe, et plus tard oracles patriotiques des concierges, valets de presse des coterie petites-bourgeoises, ivres de chauvinisme ; ces Sébastien Faure, libertaires, pédagogues, néo-malthusiens, beaux parleurs, antimilitaristes, toujours armés d'un vaste programme plein de promesses, les dispensant de toute démarche pratique et toujours disposés à conclure quelques compromis avec le ministre, si celui-ci sait les flatter. Le radicalisme verbal, la politique des formules intransigeantes qui n'ouvrent la voie à aucune action et consacrent par conséquent la passivité sous le masque de l'extrémisme, était et reste la rouille la plus pernicieuse du mouvement ouvrier français.

“Le terrible poison du mouvement ouvrier français”

Des orateurs qui ne savent pas, en commençant leur première phrase, ce qu'ils diront dans la seconde ; d'habiles bureaucrates du journalisme qui ignorent l'évolution des événements ; des « chefs » qui ne réfléchissent pas aux conséquences de leurs propres actions ;

des individualistes qui, sous le drapeau de l'autonomie de tout ce qu'on voudra : province, ville, syndicat, organisation, journal — défendent invariablement leur propre individualisme petit-bourgeois contre le contrôle, la responsabilité et la discipline ; des syndicalistes qui non seulement ne sentent pas le besoin, mais même craignent de dire ce qui est, d'appeler une erreur par son nom, d'exiger d'eux-mêmes et des autres une réponse précise à une question et qui masquent leur impuissance sous les formes habituelles du ritualisme révolutionnaire ; des poètes magnanimes, qui veulent déverser sur la classe ouvrière les réserves de leur magnanimité et de leur confusion mentale ; des saltimbanques, des improvisateurs, qui sont trop paresseux pour penser et qui s'offensent qu'il y ait des gens ayant l'habitude et la capacité de penser ; des bavards, des faiseurs de calmembours, dénués d'idées, des oracles de clocher ; de petits curés, révolutionnaires d'église se combattant mutuellement — voilà le terrible poison du mouvement ouvrier français, voilà la menace, voilà le danger !

C'est de cela que nous parle le drame de Martinet, dans sa langue virile qui associe la plus haute vérité de la vie, la vé-

rité de l'histoire, à la vérité de l'art. De par la force impérieuse des images artistiques, le drame exige de l'avant-garde prolétarienne son épuration intérieure, son affermissement dans l'unité de la discipline. Aux yeux d'un observateur superficiel, *La Nuit* peut paraître inspirée par le pessimisme, presque par le désespoir. En réalité, elle est dictée par une inquiétude profonde, par une légitime alarme. La France est vidée de sang. Les meilleures générations sont en terre. Le fils aîné de Mariette n'est pas revenu de la guerre, pour établir un nouveau régime. Mais il y a le petit-fils qui avait douze ans à la fin de la guerre, qui a seize ans aujourd'hui. En un temps comme celui-là, les mois comptent pour des années.

Louison incarne dans le drame, l'avenir. Sur sa jeune tête, qui travaille intensément, se lève le jour de demain et c'est bien ce qu'expriment les dernières paroles, paroles de paix et d'espoir, de Mariette. Mais il ne faut pas que Louison répète l'histoire de Ledrux.

Souvenez-vous-en,
ouvriers de France !

Trotsky, 1922

**(Les intertitres sont de la rédaction
des Cahiers du mouvement ouvrier.)**

Karl Liebknecht contre la guerre

Le 1^{er} mai 1916, Karl Liebknecht, alors sous l'uniforme, appelle à une manifestation contre la guerre, place de Potsdam à Berlin. Près de 10 000 manifestants répondent à son appel.

Karl Liebknecht y distribue des tracts contre la guerre. Il est arrêté, accusé de trahison, jugé et condamné à six ans de prison. Il sera libéré par la révolution montante en octobre 1918, avant d'être assassiné le 15 janvier 1919 par des tueurs en uniforme au service du gouvernement social-démocrate de Ebert et Noske. Le régime de Hitler, après avoir dissous le SPD, versera à Noske une retraite d'ancien ministre, manifestement bien méritée !

Nous reproduisons ci-dessous deux textes ayant trait à son procès :

1) Sa lettre du 8 juin 1916 au tribunal, où il renvoie l'accusation de trahison à ceux au nom desquels le tribunal prétend le juger, aux « *responsables et irresponsables du gouvernement allemand (...), aux chasseurs de butin et joueurs à tout-va politiques et capitalistes, aux agioteurs et financiers de toute sorte (...), ceux qui ont précipité l'humanité dans un chaos de violence barbare, transformant l'Europe en un amas de décombres et en désert.* »

2) Sa déclaration du 26 juin au tribunal, où il définit une politique de défaitisme révolutionnaire dans des termes voisins de ceux de Lénine :
« *Affaiblir, briser le pouvoir du gouvernement capitaliste et des classes dirigeantes d'Allemagne, comme des autres pays, dans tous les domaines et aussi en premier lieu son pouvoir*

*militaire, et le remplacer par le pouvoir du prolétariat socialiste,
tel est le but politique du socialisme international. »*

Ces deux textes sont extraits du livre de Karl Liebknecht :
Militarisme, guerre, révolution, publié chez François Maspero
dans la remarquable collection « *Bibliothèque socialiste* »
en 1970, pp. 162-164 et 172-174.

“Où sont les véritables traîtres ?”

(Lettre de Karl Liebknecht au tribunal royal de la commandanture, le 3 juin 1916)

Au sujet de la lecture faite aujourd'hui de l'acte d'accusation, je remarque :

Ce que dit l'acte d'accusation sur la trahison se tient tout à fait dans le cadre étroit des déclarations faites par mes adversaires dans la presse et au Parlement. En dépit de ma lettre du 8 mai, on y constate l'absence de tout élément qui pourrait seulement être considéré comme une tentative de s'affranchir d'un étroit esprit partisan et d'envisager les problèmes sous l'angle international.

“Leur propagande en faveur de la grève générale contre la guerre”

Ainsi l'accusation se trouve, sans l'avoir utilisé jusque-là, en bonne compagnie avec des journaux comme *L'Action française*, *L'Information*, *Le Matin*, *Le Figaro* et autres feuilles chauvines des pays ennemis, bien que j'y sois dénoncé — locus regit actum — d'une façon tout aussi vigoureuse que par l'accusation allemande comme traître au pays, comme agent du gouvernement allemand. Elle se trouve également en bonne compagnie avec la justice française, autrichienne, italienne, turque, russe et suédoise, qui dans ces pays cherche à mettre au ban de la société, comme traîtres, mes

camarades et qui a obtenu il y a quelques semaines son premier succès en Suède : la condamnation à des peines de prison de mes amis Höglund, Oljesund et Heden pour leur propagande hautement méritoire en faveur de la grève générale contre la guerre.

J'ai fait mon devoir, comme je continuerai à le faire, sans m'en laisser détourner par quoi que ce soit. Je n'ai pas à me défendre.

L'accusation est commandée par des instances qui, en m'emprisonnant, ont violé sans façons mon immunité parlementaire, maintiennent illégalement l'état de siège et, installées dans cette véritable illégalité, combattent mon illégalité prétendue.

L'accusation est inspirée également par le préfet de police von Jagow, ce partisan enthousiaste de l'esprit du coup d'Etat de Saverne (1), ce membre influent de la camarilla protégée par le Kronprinz et du parti militariste, principaux responsables du déclenchement de la guerre actuelle.

“Partisan résolu du socialisme international”

Je n'ai pas à me défendre. Je me déclare partisan résolu du socialisme international, fidèle à la politique que pendant des années j'ai défendue ouvertement, fidèle à chaque lettre du tract, aux mots d'ordre : « *A bas le gouvernement ! A bas*

la guerre ! », à ma demande du 3 mai, à chaque mot que j'ai prononcé au Parlement sous les hurlements de fureur de mes ennemis. Je n'ai pas à me défendre.

“Puisqu'on parle de trahison”

Mais puisqu'on parle de trahison, qu'on me permette de dire ceci :

La trahison a été depuis toujours un privilège spécial des classes dirigeantes, des princes et des aristocrates ; elle fait partie de leur tradition historique la plus distinguée. Les véritables traîtres ne sont pas encore sur le banc d'accusation, mais dans les bureaux de l'industrie lourde, des firmes d'armements, des grandes banques, dans les domaines des junkers. Ils siègent à Moltkebrücke (2), à la Wilhelmstrasse (3) et Unter den Linden, dans les palais des ministres, les châteaux des princes et sur les trônes.

“Les véritables traîtres”

Les véritables traîtres, ce sont en Allemagne tous les responsables et irresponsables du gouvernement allemand, les bonapartistes de la mauvaise conscience sociale, les chasseurs de butin et les joueurs à tout-va politiques et capitalistes, les agioteurs et financiers de toute sorte, qui pour le vil profit ont, sous la protection du semi-absolutisme et de la diplomatie secrète, préparé la guerre d'une façon si criminelle, comme jamais une guerre ne l'a encore été. Les véritables traîtres, ce sont ceux qui ont précipité l'humanité dans un chaos de violence barbare, transformant l'Europe en un amas de décombres et en désert, qui étouffent la vérité par leurs mensonges et leur hypocrisie, qui veulent poursuivre leurs menées infernales et les poursuivront jusqu'à ce que les masses sanglantes et asservies du peuple y mettent bon ordre.

“Les vrais ennemis du prolétariat”

Les véritables traîtres, ce sont ceux dont j'ai parlé le 3 mai, ceux que le tract

dénonce comme les vrais ennemis du prolétariat, sur qui pèse l'effroyable crime de la guerre, qui transforment en or et en puissance la sueur, la misère et les dé pouilles du peuple, ces gens intéressés à la guerre elle-même et aux buts de guerre impérialistes, dont la cupidité et l'ambition se dissimulent derrière un zèle patriotique tapageur ; ce sont ceux qui redoutent plus un succès du mouvement de libération de leur propre peuple qu'une défaite devant l'ennemi, qui haïssent la liberté du peuple dans tous les autres pays également, qui sont encore une fois décidés à tromper les espoirs de libération du peuple allemand, ceux qui n'ont pas craint de présenter cette guerre comme une guerre de libération et à qui on n'a pas encore demandé des comptes pour cette seule raison que la masse du peuple, victime de leurs lâches manœuvres de confusion, ne connaît pas encore la vérité.

“Combattre et salir tout mouvement en faveur de la paix”

Les véritables traîtres sont ceux qui, même pendant la guerre, sont liés à leurs coreligionnaires politiques, même dans les pays ennemis, en une Internationale vivante pour combattre et salir tout mouvement en faveur de la paix, dont le pouvoir exercé contre moi provient des machinations criminelles en vue de la guerre et de l'illégalité de la dictature militaire, et contre qui je renouvelle ici les accusations que j'ai toujours portées, tant au Parlement qu'en dehors du Parlement, sous les vociférations des suppôts de l'impérialisme.

L'accusation défend et favorise ces véritables traîtres en essayant de me mettre hors d'état de nuire — en raison de la lutte que j'ai menée contre eux.

L'accusation est un acte relevant de la raison d'Etat, un coup de force de la politique impérialiste, une attaque du militarisme, contre lequel je considère de mon devoir de lutter jusqu'à la dernière goutte de mon sang.

Je n'ai besoin d'aucun défenseur ; je me propose d'agir conformément au pa-

ragraphe 338 du MSGO (4) et renonce à tout délai. Cela répond à la remarque contenue dans le procès-verbal d'aujourd'hui (où il est question de requête, quoique je n'aie rien à demander et ne demande rien).

Pour tous les autres détails et mises au point relatifs à l'acte d'accusation, je me réserve de les apporter dès réception de votre citation à comparaître.

Artilleur Karl Liebknecht

Notes de l'éditeur

(1) Conflit entre les militaires et la population de Saverne en novembre 1913. Le commandant du régiment fit attaquer la population par les militaires. Malgré un blâme du Reichstag, il fut acquitté. Le préfet de police de Berlin, von Jagow, s'était exprimé en sa faveur dans la *Kreuzzeitung* du 22 décembre 1913.

(2) Moltkebrücke : siège de l'état-major.

(3) Wilhelmstrasse : siège du ministère des Affaires étrangères.

(4) MSGO : Militärstrafgerichtsordnung, ordonnance de juridiction militaire. Selon le § 338, le président du tribunal devait désigner un défenseur pour l'accusé dans la mesure où il n'en avait pas choisi un lui-même.

Déclaration remise lors de l'audience principale (26 juin 1916)

Dans l'instance engagée contre moi, je déclarerai à l'audience :

C'est à la fin avril et aussi le 1^{er} mai de cette année que j'ai diffusé à Berlin et dans la banlieue le tract intitulé : *Debout pour le 1^{er} mai !*, et l'affichette — le premier en deux éditions et avec un nom d'imprimeur imaginaire.

“J'en assume la responsabilité”

En dehors de Berlin, je n'ai pas moi-même distribué le tract, mais j'étais au courant de cette distribution et je la souhaitais vivement. J'en assume la responsabilité.

De même, en ce qui concerne le texte du tract et de l'affichette : j'en porte l'entière responsabilité. Mais je refuse d'indiquer de quelle façon tract et affichette ont été imprimés.

A Pâques, j'étais à Iéna, et je refuse d'en dire plus.

Je n'ai pas distribué moi-même le tract et l'affichette à des soldats, mais j'étais d'accord et je souhaitais ardemment que le tract et l'affichette tombent entre les mains des soldats.

Une dizaine de milliers de personnes ont participé à la manifestation sur la Potsdamer Platz. Elles ont été divisées par la police en trois groupes et poussées respectivement dans la Linkstrasse, la Koethenerstrasse et la Koeniggrätzerstrasse. Il y avait aussi des soldats.

“A bas le gouvernement !”, “A bas la guerre !”

J'ai crié à plusieurs reprises : « *A bas le gouvernement !* », « *A bas la guerre !* » Et j'ai même continué après avoir été arrêté par la police.

Je ne me suis pas soumis docilement à l'arrestation, car je n'avais nulle envie de me voir empêché par des policiers de continuer à participer à la manifestation.

Je sais, et cela correspondait à mes intentions, que le tract et la manifestation ont été connus à l'étranger.

“Interdit de participer à des assemblées et manifestations révolutionnaires”

Au début de février 1915, lors de ma mobilisation, le commandant du district V de Berlin m'a fait savoir qu'il m'était interdit de participer à des assemblées et manifestations révolutionnaires, de faire de la propagande révolutionnaire, soit oralement soit par écrit, de lancer des appels révolutionnaires, de porter des vêtements civils et de quitter Berlin. Cette interdiction m'a été rappelée à la fin du mois de mars par le lieutenant-colonel von Lindstedt, commandant du bataillon d'artilleurs Dieuze (n° 45), auquel j'avais été affecté ; je lui répondis qu'on m'avait déjà fait part de cette interdiction. Quelques allusions peuvent y avoir été faites également par mon commandant de compagnie, le lieutenant Hänicke, en mars et avril de la même année.

J'étais parfaitement conscient de tous ces faits et de ma qualité de soldat lorsque j'ai commis les actes incriminés.

“Mes convictions politiques et sociales me le commandaient”

J'ai enfreint l'interdiction parce que mes convictions politiques et sociales me le commandaient.

Je savais que Berlin et sa banlieue étaient encore sous le régime de l'état de siège. Assurément, cet état de siège était illégal — voir le *Vorwärts* du 28 mai dernier —, mais c'est l'un des symptômes les plus tristes de la dictature militaire et de la destruction de toutes nos prétendues règles juridiques qu'il ne s'est encore trouvé aucun tribunal qui ait osé protester contre cet abus de la dictature militaire.

Du reste, je répète ici le contenu de mes écrits.

Le sens des slogans : « *A bas le gouvernement !* », « *A bas la guerre !* », je l'ai montré le 3 mai.

Sur ce point et sur le contenu du tract, je me suis expliqué en détail les 3, 10, 11 et 24 juin derniers, et j'ai également mis en pièces les légendes patriotiques de l'accusation.

“Affaiblir, briser le pouvoir du gouvernement capitaliste et des classes dirigeantes”

Affaiblir, briser le pouvoir du gouvernement capitaliste et des classes dirigeantes d'Allemagne, comme des autres pays, dans tous les domaines et aussi en premier lieu son pouvoir militaire, et le remplacer par le pouvoir du prolétariat socialiste, tel est le but politique du socialisme international.

C'est dans la lutte prolétarienne pour la paix, une paix dans l'esprit du socialisme — sans conquête ni violence — que s'accomplit aujourd'hui, en accord avec les décisions de notre congrès de Stuttgart, la lutte pour ce but général de la révolution sociale.

C'est à ce but, à cette lutte, que répondent, ainsi que je l'ai voulu, les manifestations, le tract et les slogans.

“La tâche suprême du socialisme”

C'est la tâche suprême du socialisme que de gagner à ce but, à cette lutte, tout le prolétariat, et même les soldats prolétaires, qui doivent, malgré l'uniforme, la discipline militaire et les décrets de guerre, rester des combattants de classe prolétaires, des combattants de classe internationaux, même et précisément pendant la guerre ; même les soldats prolétaires, qui doivent mettre leur devoir de solidarité internationale et de lutte de classe au-dessus de tous les ordres militaires.

“Plutôt l’insurrection, plutôt la révolution que la guerre”

C’est la tâche suprême du socialisme de faire en sorte que, dans un avenir prochain, au commandement impérialiste de meurtre — dans la guerre extérieure et dans la guerre civile — réponde le cri multiplié cent mille fois : « *Nous ne tireons pas !* »

C’est la tâche suprême du socialisme de faire en sorte que la grande masse du peuple ait le courage d’opposer au mot d’ordre bonapartiste : « *Plutôt la guerre que l’insurrection (1) !* » le mot d’ordre socialiste : « *Plutôt l’insurrection, plutôt la révolution que la guerre (2).* »

Voilà la tâche principale de l’antimilitarisme.

J’ai déclaré, le 16 mars dernier, à la Chambre des députés de Prusse :

« ... *De même, la libération intellectuelle de la classe ouvrière ne peut être que l’œuvre de la classe ouvrière elle-même. Et c’est notre devoir de crier à la classe ouvrière de tous les pays : “A l’œuvre ! A l’arrière comme sur le front, ils doivent baisser leurs armes et se tourner contre l’ennemi commun qui leur dérobe l’air et la lumière !”* »

C’est en ce sens que je me réjouis, car cela est conforme à ma volonté expresse que le tract et l’affiche aient été diffusés parmi les soldats.

“La plus infâme de toutes les guerres de brigandage”

Mais je jette l’accusation de trahison à la face de ceux qui, d’une façon scandaleuse, ont déclenché et poursuivent cette guerre, la plus infâme de toutes les guerres de brigandage, pour leurs intérêts économiques et politiques, ceux sur qui retombe la responsabilité de la misère dans laquelle est plongée l’Europe, qui ont sur les mains le sang de millions d’hommes, à la face du gouvernement allemand, des impérialistes allemands, qui dans leur accusation contre

moi se trouvent en compagnie des pires fauteurs de guerre des pays étrangers et qui n’ont même pas le courage de tirer les conséquences de leur accusation. Où se trouvent les véritables traîtres — non sur le banc des accusés ! —, je l’ai indiqué le 3 juin.

“Je persiste”

Je persiste dans mes convictions politiques, dans mes convictions socialistes internationalistes, quelle que puisse être la décision du tribunal.

Je poursuivrai ma lutte politique, ma lutte socialiste internationale, sans me laisser détourner par rien et de toutes mes forces, quelle que soit la sentence prononcée contre moi.

Artilleur Liebknecht

(Les intertitres sont de la rédaction des Cahiers du mouvement ouvrier.)

Notes de l’éditeur

(1) En français dans le texte.

(2) En français dans le texte.

Hommage de Pierre Monatte à Fernand Loriot

(Paru dans la *Révolution prolétarienne*,
numéro 140, 25 novembre 1932)

Loriot est à l'hôpital Saint-Denis, il va très mal. J'apprenais cette nouvelle dans l'après-midi du mercredi 12 octobre 1932. Le même jour il mourait, à l'âge de soixante-deux ans.

Nous ne nous étions pas rencontrés, si je me souviens bien, depuis l'enterrement de Fulconis. Son visage creusé, sa taille plus voûtée m'avaient frappé. « *Ça ne va pas fort, mais ça va mieux* », m'avait-il dit. On ne s'était pas revus depuis. Nulle part on ne se rencontre plus difficilement qu'à Paris. Surtout quand les camarades de pensée ne sont pas entraînés par le courant comme après 1919, ou ne se tiennent coude à coude pour le remonter comme après 1914. Nous ne sommes pas à l'une de ces périodes. Chacun est plus ou moins tenté de rester dans son coin, pris par son travail et ses soucis. Loriot a toujours travaillé dur. Longtemps, il a dû accepter des travaux de comptabilité, après sa classe, pour faire face à ses charges. Même une fois sa retraite prise. Et le faire malgré une santé menacée.

Un dernier échange de lettres remonte à plusieurs mois. Je lui avais écrit au sujet d'un certain nombre d'inexactitudes, entre beaucoup, rapportées par Ferrat dans son *Histoire du Parti communiste français*. Sa réponse est datée du 23 mars 1932.

Nous n'étions guère nombreux samedi 15 octobre 1932, dans le cimetière de Pantin, derrière le cercueil de celui qui sauva l'honneur du socialisme français pendant la guerre et qui personnifia ici le communisme dans les années 1917-1920.

Ceux qui exploitent le monopole du socialisme comme ceux qui détiennent le monopole du communisme n'ont pas ressenti la perte d'un des leurs. C'est trop naturel.

Mais dans le monde entier, les hommes qui restèrent internationalistes pendant la guerre et se portèrent tout de suite à la défense de la révolution russe, ceux-là dans tous les pays, en Russie comme ailleurs, plus qu'ailleurs, et pas seulement parmi les opposants, déportés ou non, auront baissé le front à la nouvelle de la mort de Loriot.

Il sauva l'honneur

Oui, l'on peut dire de Loriot qu'il sauva l'honneur du socialisme français pendant la guerre. Ce n'est pas une fleur pour oraison funèbre. C'est la pure vérité. Il a eu le courage d'aller plus loin que Bourderon, et de poursuivre l'effort de Zimmerwald. Il l'a continuée même lorsque Louise Saumonneau, qui l'avait secondé jusqu'alors, se retira, effrayée à la perspective d'une scission du Parti socialiste.

“Tu ne seras pas seul, Chalopin, tu peux compter sur moi”

Il y avait deux branches dans le comité pour la reprise des relations internationales, une branche socialiste et une branche syndicaliste. Loriot appartenait plutôt à la première. Il était au Parti socialiste avant-guerre. Les camarades de Puteaux ne l'ont pas oublié. Cela ne

l'empêchait pas, bien sûr, de militer à son syndicat, mais il attachait plus de prix au parti qu'au syndicat, et c'est à la fin de sa vie seulement qu'il modifia son point de vue.

Bouët a rappelé dans l'« Ecole émancipée » un fait peu connu. Au lendemain du congrès de Chambéry, en pleine tourmente des syndicats d'instituteurs et en pleine répression, c'est Lorient qui prit la fonction de trésorier dans le nouveau bureau fédéral constitué par le syndicat de la Seine. En 1913, au congrès de Bourges, Glay et ses amis, qui avaient appelé à la rescousse Laval, l'avocat de la fédération, préconisaient la dissolution et disaient à Chalopin qu'il n'aurait plus personne dans la Seine, qu'il serait révoqué, ainsi que tous ceux qui entreraient au bureau fédéral, le ministre en avait fait la menace. Du fond de la salle une voix s'éleva, celle du trésorier, en train de verser aux délégués leurs indemnités de chemin de fer : « *Tu ne seras pas seul, Chalopin, tu peux compter sur moi.* »

Ce Lorient des jours héroïques, on devait le retrouver non pas au mois d'août 1915, comme l'écrit Bouët, mais certainement plus tôt. Il s'était laissé entraîner au début par la vague d'union sacrée.

Il s'était ressaisi très vite

Ses adversaires du parti lui ont souvent reproché un article écrit dans les premières semaines de guerre. Mais il s'était ressaisi très vite. J'en trouve le témoignage dans une lettre que m'écrivait Marie Guillot en janvier 1915, elle m'annonçait avoir vu Lapière, celui du syndicat national, et appris par lui que non seulement lui-même mais Lorient et le vieux Murgier (le bûcheron) étaient disposés à lutter. Il faut dire que les marseillais, Lafosse, Audoye et leurs camarades, qui avaient la charge de l'« Ecole émancipée » et qui la portèrent avec tant de mérite pendant toute la guerre, avaient tout de suite donné l'exemple de la résistance. Les militants de province et de Paris de la fédération de l'enseignement ont sans doute discuté

entre eux à ce premier congrès fédéral de guerre, tenu à la veille d'une conférence confédérale, ils ont mis au point leurs opinions. Lorient mettait un soin méticuleux à ces discussions. Mais il y avait déjà plusieurs mois qu'il était gagné.

En octobre-novembre 1914, Hélène Brion, dans les discussions du comité confédéral — on s'en rendra compte quand la CGT se décidera à publier les procès-verbaux du comité confédéral de cette époque — penchait déjà de notre côté. Elle, ni Lorient n'avaient pas attendu août 1915 pour se ranger parmi les pacifistes et les internationalistes.

Lorient travailla d'accord avec Merrheim jusqu'à la conférence des bourses et des fédérations qui se tint à Clermont en décembre 1917.

Cependant, Merrheim, au cours de l'année 1917, s'occupait moins du comité pour la reprise des relations internationales. Une cassure s'était produite au sein de la section syndicaliste, certains éléments étaient partis pour former le comité de défense syndicaliste. Lorient m'a raconté que, n'ayant pas compris les raisons de cette cassure, il avait fait une démarche auprès du comité de défense pour tenter de le ramener, il y avait échoué, mais avait compris la difficulté d'un travail commun.

Une nouvelle conférence internationale

C'est aussi parce que Merrheim et Bourderon refusaient, en avril 1917, de répondre à la convocation en Suisse d'une nouvelle conférence internationale, que Lorient y partait. Cette conférence, il ne l'apprit que sur place, devait fixer l'attitude des révolutionnaires russes réfugiés en Suisse avant le refus des Alliés de leur laisser traverser leur territoire pour rentrer.

Au cours de 1917, Lorient et Saumonneau doivent peu à peu assumer le travail du Comité de la reprise délaissé par Merrheim. Si bien qu'à partir de 1918 ils en sont les chefs de file. En juillet 1918, au congrès confédéral, Merrheim signe une trêve avec Jouhaux. Mais le même mois, au conseil national

socialiste, la droite jusqu'au-boutiste est battue.

La minorité syndicaliste, qui avait été jusqu'alors à la pointe de l'opposition à la guerre, va marquer un mouvement de recul, tandis que la minorité socialiste, rattrapant son retard, part avec élan. Les chemins de Lorient et de Merrheim s'écartent désormais. Dans le nouveau bureau du Parti socialiste, Lorient prend la fonction de trésorier.

Du bolchevisme au syndicalisme

Au début de 1919, la guerre finie, avec le retour des démobilisés, le mouvement va-t-il faire peau neuve ? La tâche du Comité de la reprise est achevée, une nouvelle commence.

La Troisième Internationale est le symbole de l'espérance révolutionnaire. Le comité se transforme et devient le Comité de la Troisième Internationale, il garde ses deux sections, la syndicaliste et la socialiste. Louise Saumonneau ne veut plus du secrétariat, je le prends.

Nous partons pour une double expérience. Les socialistes comme Lorient adhèrent sans réserves au bolchevisme et en adoptent la conception du parti animateur et maître de toutes les autres organisations. Les syndicalistes révolutionnaires, sans adopter cette conception, mais d'accord sur les soviets et la dictature du prolétariat, pensent pouvoir travailler avec le bolchevisme dans toute l'œuvre révolutionnaire.

Nous nous sommes souvent chamaillés, avec Lorient, il défendait avec ardeur son point de vue, nous défendîmes le nôtre. Mais nous avions tant de pensées communes et tant d'ennemis communs que nous ne pouvions cesser de nous regarder comme de bons camarades. En mai 1920, quand le gouvernement imagina un mystérieux complot pour expliquer et pour briser la deuxième grève des cheminots, nous fûmes fourrés à la Santé, Monmousseau et moi, Lorient et Souvarine qui avait rallié depuis le Comité de la Troisième Internationale. Les deux sections du Comité de la Troisième Internationale étaient ainsi pareillement à l'honneur.

La scission du Parti socialiste

C'est pendant notre séjour de dix mois à la Santé que se produisit à Tours la scission du Parti socialiste. On discutera longtemps sur elle. Lorient, a-t-on dit, en avait non seulement accueilli l'hypothèse mais proclamé la nécessité. Le grand crime ! Un parti politique est un organisme basé sur des opinions, ce n'est pas comme le syndicat un organisme basé sur le fait d'être ouvrier ; quand dans un parti les opinions se heurtent aussi violemment et sur des questions aussi essentielles que la guerre et la révolution, ce parti est forcé de se briser. Le Parti socialiste s'est brisé à Tours. Dans sa large majorité, il a rallié la Troisième Internationale. Il l'aurait ralliée dans une plus large majorité encore si la cassure s'était faite non derrière Frossard et Cachin mais derrière Longuet et Paul Faure. Que serait-il resté autour de Renaudel ? Et même telle que la scission s'était faite, le Parti communiste pouvait facilement devenir le grand parti de la classe ouvrière française. Sans la crise ouverte dans le parti russe et dans l'Internationale communiste, en 1924, par la mort de Lénine, il le serait devenu probablement. Sans quelque autre chose aussi, les mœurs de cliques que le bolchevisme a étalées partout depuis 1914 pointaient déjà dans l'ombre avec Souvarine. Sans tout cela, le Parti communiste aurait eu un autre destin. Le Parti socialiste pourrait aujourd'hui chercher ses éléments ouvriers.

Combattre la "bolchévisation"

Peu après son retour de Moscou, où il avait participé au troisième congrès de l'Internationale communiste, Lorient fut obligé, par son état de santé, de se mettre en marge du mouvement pour un temps. Il ne devait reparaitre qu'en 1925 pour combattre la « bolchévisation ». Au congrès de Clichy, il put mesurer ce qu'était devenu le parti qu'il avait tant contribué à créer. Gouralsky, le délégué de l'Internationale, lui proposa, ainsi

qu'à Dunois, le marché traditionnel : signez une déclaration désavouant Hoeglund, Monatte et Rosmer et vous rentrez en grâce. Lorient et Dunois l'envoyèrent promener sans ménagement. C'est encore à ce congrès de Clichy que Lorient entendit cette menace de Treint : « *Nous vous combattons par tous les moyens.* » Ce « par tous les moyens », Lorient ne l'avait jamais pu digérer, il le rappelait à chaque instant.

En 1926, il ne reprit pas sa carte du parti. Cependant, il continua encore à militer avec le groupe de « contre le courant ». Mais un jour, se rend compte que l'opposition de parti n'avait pas moins tort que le parti. C'est alors qu'il écrivit ici ses deux articles sur les « *problèmes de la révolution prolétarienne* ». Il déclarait avec fermeté :

« *L'expérience de ces dix dernières années permet aujourd'hui de mesurer l'erreur de la thèse russe sur le parti communiste et ses tâches historiques.* » S'il est quelqu'un qui a eu confiance dans le parti, une confiance raisonnée, passionnée, c'est bien Lorient. L'expérience la lui a fait perdre. Sans faux amour-propre, il l'a proclamé et s'est rallié au syndicalisme révolutionnaire.

Le coup de pied de l'âne

Ce ralliement a permis à Frossard de montrer un talent de philosophe qui n'a d'égal qu'un ingénu cynisme.

« *Depuis des années, a-t-il écrit de Lorient, il n'était plus question de lui qu'au sein de ces petits groupes de doctrinaires immobiles, aigris par de rudes déceptions, et qui passent leur temps à se décerner des certificats de clairvoyance politique sans même s'apercevoir que la vie les a dépassés et les dédaigne. A ces foyers où vacille une flamme pauvre, Lorient était venu*

prendre place, las sans doute, épuisé physiquement et moralement. »

Frossard préfère les foyers où brille une flamme riche. Pas de crainte qu'il soit prisonnier de ses idées. Quelles idées ? Celles d'avant-hier, d'hier, d'aujourd'hui, de demain, d'après-demain ? Il est tout prêt à en afficher de nouvelles pour jouer un rôle. Pour être quoi ? Député de la Guadeloupe ? Pour enfiler la défroque de Briand ou celle de Laval ? Du moment que celui-ci a pu être président du Conseil, pourquoi lui, Frossard, ne pourrait-il en espérer autant ? Ce malin pourrait bien se tromper. Les beaux temps pour les renégats du socialisme touchent à leur fin. La bourgeoisie a ses hommes et le socialisme aura les siens, qui ne seront pas les mêmes. La fidélité à des idées sera bientôt mieux portée. Les sans-idées pourront s'apercevoir que la vie fait mieux que les dépasser et les dédaigner, elle les force à se rouler dans le crottin de la piste du cirque et s'amuse de leurs grimaces.

Ce Lorient, « plus maître d'école qu'instituteur, sans calcul et sans malice, dont le rôle n'était point à sa taille », n'a pas couru après ce rôle pas plus pendant la guerre qu'après, il ne l'a disputé à personne, il l'a pris uniquement parce que personne d'autre ne le prenait, parce que sa droiture, sa conscience et sa fidélité à ses idées lui commandaient de le prendre malgré les dangers qui pouvaient en résulter, le poteau pendant la guerre, l'assassinat politique aujourd'hui, pour les révolutionnaires qui refusent de penser par ordre.

(Les intertitres sont de la Révolution prolétarienne ou de la rédaction des Cahiers du mouvement ouvrier.)

Le troisième procès de Moscou (mars 1938) vu par Georges Cogniot

Le 2 mars 1938, deux semaines après l'assassinat du fils aîné de Trotsky, Léon Sedov, s'ouvre le troisième et dernier procès de Moscou, dit du centre des droitiers et des trotskystes qui rassemble sur le banc des accusés Racovski, accusé d'être un espion japonais, Boukharine, accusé d'avoir voulu assassiner Lénine, Rykov, des dignitaires staliniens, dont quatre commissaires du peuple, Rosengoltz, Grinko, Tchernov et Ivanov, et, le plus étonnant de tous, l'ancien chef du Guépéou, Iagoda lui-même, avec son adjoint Bessonov, flanqués de trois médecins, accusés d'avoir empoisonné, entre autres, l'écrivain Maxime Gorki et, bien entendu, organisé l'attentat contre Serge Kirov.

Le procès trace un tableau apocalyptique de la « construction du socialisme » en URSS, alors que Staline annonce l'entrée prochaine du pays dans l'ère du communisme, c'est-à-dire de l'abondance et de la disparition de l'Etat.

On y apprend que de 1929 à 1935, toute une génération d'enfants n'a pas pu manger de beurre (sauf, bien sûr, ceux des privilégiés disposant des magasins spéciaux où l'on paye en rarissimes devises étrangères). Depuis, le beurre est souvent rempli de verre pilé.

En 1936, Moscou a souvent manqué d'œufs, dont cinquante wagons entiers ont été perdus. Les élèves des écoles ont souvent été privés de cahiers ; 30 000 chevaux de Biélorussie sont morts d'anémie, et la majorité des porcs de la même Biélorussie sont morts de la peste Et ainsi à l'infini ou presque.

Le coupable de tous ces maux, ce n'est pas le chef Staline, c'est, du fond de sa retraite, Trotsky, dénoncé comme saboteur, traître et agent nazi, le mauvais génie de l'impossibilité de la construction du socialisme dans un seul pays et de ses incroyables faux frais : la faillite de l'agriculture, la pénurie de pain et de saucisson, les trains qui déraillent, les explosions dans des usines construites en hâte ou dans des mines aux règles de sécurité bafouées, les moutons qui meurent d'épidémies, le verre pilé dans le beurre ou le charançon qui ronge le blé, stocké avec négligence, les porcs morts de Biélorussie,

les wagons d'œufs qui pourrissent, les cahiers qui manquent aux élèves, c'est Trotsky, toujours Trotsky. Trotsky souligne le gigantisme de l'imposture : le chef du Guépéou pendant dix ans, Iagoda, la majorité des membres des gouvernements des républiques nationales, de nombreux commissaires du peuple, les anciens dirigeants de la droite (Boukharine et Rykov) obéissaient aux ordres de Trotsky.

Vychinski fait commencer le « complot antisoviétique » qu'il fabrique... en 1918, lors des débats sur la paix de Brest-Litovsk. Boukharine, Trotsky et leurs amis (alors largement majoritaires au gouvernement et au comité central du parti bolchevique !) avaient, selon lui, fomenté avec les socialistes-révolutionnaires « *un complot (...) pour renverser le gouvernement des soviets, faire arrêter Lénine, Staline et Sverdlov* ».

Ce troisième procès est une fabrication encore plus grossière que les deux premiers. Les aveux des accusés multiplient les incongruités. Ainsi, Krestinsky dit avoir rencontré en 1929 et 1930 Léon Sedov à Berlin, où ce dernier n'est arrivé qu'en février 1931, quand Krestinsky ne s'y trouvait plus. Bessonov affirme avoir envoyé une lettre à Trotsky en Norvège à la fin de 1936 ou au début de 1937. Trotsky se trouvait alors sur le pétrolier Ruth et, depuis septembre 1936, tout son courrier était réceptionné, enregistré et collationné par la police norvégienne, contrainte de démentir. Iejov ne survivra pas à tous ces ratés qui lui vaudront l'étiquette de trotskyste.

Lors de son ultime déclaration, Boukharine sème deux grains de sable dans la machine : « *L'aveu des accusés, dit-il, est un principe juridique moyenâgeux* », et il rend un hommage ambigu à Trotsky : « *Il faut être Trotsky pour ne pas désarmer (1).* »

De Moscou, Georges Cogniot envoie à *L'Humanité* des chroniques satisfaites où il répète docilement tout ce que hurle Vychinski. Sa chronique du 11 mars ajoute le grotesque à l'ignoble. Il invente un exploit technique imaginaire, à une époque où le travail en URSS était encore essentiellement manuel : « *On élargit de 30 mètres la rue Gorki et, par les moyens techniques les plus modernes, on recule à l'alignement nouveau des blocs entiers de maisons, sans interrompre un seul instant la vie des habitants, ni le fonctionnement des installations.* »

Nul ne l'a vu, sauf lui... en rêve !
Pauvre Cogniot...

(1) *Le Procès du bloc des droitiers et des trotskystes antisoviétiques*, Moscou, 1938, p. 826.

Le troisième procès de Moscou vu par Georges Cogniot

(Paru dans *L'Humanité*, le 12 mars 1938)

Moscou, le 11 mars 1938. Le procureur a prononcé aujourd'hui son réquisitoire dans le procès du bloc des trotskystes-droitiers, qui s'était donné pour tâche de saper le monde radieux du socialisme.

“Atmosphère de joyeuse ardeur qui règne ici, à Moscou”

Ce réquisitoire du camarade Vychinski prend tout son sens de défense de la paix et du progrès contre les saboteurs et les espions, en retentissant dans l'atmosphère de travail constructif et de joyeuse ardeur qui règne ici, à Moscou, à la veille de ce premier printemps du troisième plan quinquennal.

Hier, j'ai profité de la suspension des débats du tribunal pendant la journée entière, pour gravir les collines neigeuses qui dominent Moscou à l'ouest, et qu'on appelle les monts Lénine ; de là les yeux découvrent le panorama de la grande cité.

“Les blocs gigantesques des nouvelles constructions”

Du brouillard léger du matin, sous un clair soleil, émergeaient, dans tous les espaces vides de la plaine où la Moscova serpente, les blocs gigantesques des nouvelles constructions dont chacune abritera des dizaines de milliers d'habitants. Les hauts échafaudages des ponts, qu'on achève de reconstruire tous, en-

jambaient hardiment les rives aux quais surélevés, entre lesquels couleront, dans quelques semaines, les eaux printanières de la Volga, amenées par le canal géant.

Au Musée polytechnique, on expose les dernières conquêtes de la science appliquées à toutes les branches de l'activité humaine, de l'agriculture à la télévision.

Fiévreusement, les villages soviétiques se préparent à la prochaine campagne. Cette année, on y comptera 500 nouvelles stations de machines, et près de 26 000 tracteurs neufs parcourront pour la première fois les plaines.

“Par les moyens techniques les plus modernes”

A Moscou même, à quelques pas de la salle du tribunal, on élargit de 30 mètres la rue Gorki et, par les moyens techniques les plus modernes, on recule à l'alignement nouveau des blocs entiers de maisons, sans interrompre un seul instant la vie des habitants, ni le fonctionnement des installations.

C'est au nom de ce peuple de constructeurs pacifiques que Vychinski a parlé ce matin. C'est en rapport avec les vingt années de travail héroïques de ce peuple, qu'il a montré la vraie nature du bloc de criminels déferés au tribunal. Ce procès, a-t-il dit, en substance, n'est pas le premier que la justice soviétique intente à des saboteurs et des traîtres, quoique les forfaits des accusés actuels dépassent les crimes de tous leurs prédécesseurs.

“En quoi consiste l’importance historique du présent procès ?”

Mais en quoi consiste l’importance historique du présent procès ? Elle consiste en ceci que les inculpés constituent une simple bande d’espions et d’assassins.

Tout ce qu’il y a pu y avoir de pensée, d’idéologie dans le passé chez certains d’entre eux, a depuis longtemps disparu. Ils ne correspondent à rien dans la vie sociale des masses soviétiques. Ils sont entièrement coupés du peuple de l’URSS. Ils ne représentent aucune tendance politique de ce pays.

Ils sont, purement et simplement, une avant-garde du fascisme international. La variété soviétique de la Cinquième Colonne, et plus précisément encore l’agence terroriste et l’organe de renseignements de quatre services d’espionnage qui entretiennent entre eux dans toutes leurs opérations un contact amical : les services du Japon, de l’Allemagne, de la Pologne et de l’Angleterre.

L’hypocrisie constante qui a caractérisé les principaux accusés

Personne, d’ailleurs, n’était mieux préparé que les accusés à jouer pareil double jeu. Et Vychinski l’a prouvé en montrant l’hypocrisie constante qui a caractérisé les principaux accusés depuis leur entrée dans la vie politique, et dont un Boukharine continue à faire preuve devant le tribunal en n’avouant que ce qu’il ne peut absolument pas nier.

Ainsi le procès rappelle aux travailleurs de l’Union soviétique que le capitalisme est toujours là, que l’entourage bourgeois de l’URSS subsiste, qu’il ne se passe pas un seul mois sans qu’il soit obligé de livrer bataille pour défaire l’ennemi.

Mais il n’est pas moins riche d’enseignement pour les travailleurs du monde entier, pour les amis de la paix, pour tous ceux qui luttent en faveur de la civilisation et de la vraie démocratie.

A tous ceux-là, il rappelle que les forces qui ont déchaîné les horribles guerres de Chine et d’Espagne sont au travail dans tous les pays et que, pour les mettre en échec, l’union des forces démocratiques doit se réaliser partout, puisque, précisément, c’est le rassemblement puissant de toutes les masses populaires en un seul bloc qui a complètement isolé, et a réduit à l’impuissance et achève présentement d’extirper les agents trotskystes de la réaction fasciste.

(Les intertitres sont de la rédaction des Cahiers du mouvement ouvrier.)

Joukov juge Staline

Le 19 mai 1956, Joukov adresse à Khrouchtchev le projet de son intervention sur les qualités de Staline chef de guerre au plenum du comité central qui doit prolonger la discussion sur « le culte de la personnalité » de Staline. Ce plenum ne se tiendra jamais, tant les secousses provoquées par le rapport dit secret de Khrouchtchev sont grandes. Sur le texte du discours jamais prononcé de Joukov figurent les notes « *envoyées aux camarades Boulganine et Chepilov* » et enfin « *conservées dans les archives du présidium du comité central du PCUS* » d'où le document ne ressortira qu'en 1995, lors de sa publication dans le numéro 2 de la revue d'archives *Istotchnik*. Depuis le moment où Joukov a écrit ce projet de discours, ce qu'il y dit est devenu largement connu, mais bénéficie de l'autorité peu contestable de celui qui fut l'un des chefs militaires les plus importants de l'Armée rouge, l'un des rares qui ne tremblaient pas devant Staline et étaient capables de défendre leur point de vue face au chef génial qui n'admettait aucune critique. Ce qu'il y dit diffère sensiblement de ce qu'il écrit dans ses *Mémoires*, soumises à une vigoureuse censure lors de leur publication sous Brejnev. Ce discours compensait les faiblesses du portrait de Staline chef de guerre donné par Khrouchtchev dans son rapport. Joukov avait côtoyé Staline tout au long de la guerre, alors que Khrouchtchev avait passé l'essentiel de la guerre sur le front, en particulier à Stalingrad. Or l'image de Staline chef de guerre, fabriquée par la propagande officielle, était depuis 1945 le socle de sa légende. Elle est devenue au fil des années l'essentiel de cette légende.

Joukov évoque d'abord ironiquement la campagne de propagande d'avant la guerre présentant l'Armée rouge comme une armée invincible qui répondrait de façon foudroyante à toute agression.

Or, souligne-t-il, la situation réelle de l'armée était bien en dessous de ces déclarations fracassantes ; le bluff stalinien (terme qu'il n'utilise pas... mais qui ressort de ses propos) a été l'une des causes des défaites initiales et des pertes effroyables qu'elles ont provoquées.



Le discours de Joukov

Loin des déclarations vantardes...

La situation réelle de la préparation de notre pays à la guerre défensive était loin de ces déclarations vantardes et cela fut l'une des causes décisives des lourdes défaites militaires et des pertes énormes que subit notre patrie dans la première période de la guerre.

A la veille de la guerre, l'organisation et l'armement de nos troupes n'étaient pas à la hauteur nécessaire ; la défense antiaérienne des troupes et du pays était à un niveau extrêmement bas. Jusqu'en 1941, nous avions très peu d'unités mécanisées. C'est seulement au cours de l'hiver 1941 (1) que fut prise la décision de créer quinze corps mécanisés fondés sur la liquidation de la cavalerie (2), mais cette décision avait été extrêmement tardive.

Au moment où la guerre éclata, la majorité de nos corps et divisions mécanisés se trouvaient encore en cours de constitution et de formation ; aussi entrèrent-ils au combat faiblement armés et de façon désordonnée.

La qualité de notre aviation était inférieure à celle de l'aviation allemande ; de plus, vu l'absence d'aérodrome, elle était concentrée dans la zone frontalière, où elle tomba sous les coups de l'aviation ennemie.

Des canons sans moyen de traction...

L'artillerie, en particulier l'artillerie antiaérienne, manquait énormément de tracteurs à canons, elle n'avait donc pas la possibilité de se déplacer et de concou-

rir si peu que ce soit aux manœuvres de nos troupes sur le champ de bataille. Une très grande partie de notre artillerie a été abandonnée lors de la retraite de nos troupes à cause de ce manque de tracteurs à canons.

L'état-major général ne disposait pas de plans opérationnels et de mobilisation achevés et confirmés par le gouvernement.

L'industrie n'avait pas reçu les tâches de mobilisation concrètes pour préparer la production du matériel indispensable et les réserves matérielles correspondantes.

Un commandement décimé

La situation était particulièrement mauvaise avec les cadres du commandement militaire. Pendant la période de 1937-1939, les arrestations effectuées dans leurs rangs, des commandants d'armée des régions militaires jusqu'aux commandants de divisions et de régiments, avaient provoqués des changements multiples. Les cadres désignés à la veille de la guerre étaient très peu préparés à remplir leurs fonctions. Les commandants de fronts et d'armées étaient particulièrement mal préparés.

La méfiance que nourrissait Staline vis-à-vis des cadres militaires provoqua

(1) Joukov écrit « hiver 1941 », c'est à l'évidence une erreur. Il faut comprendre « hiver 1940 » (NDR).

(2) Le commissaire du peuple à la Défense, le vieux stalinien Kliment Vorochilov, était un fervent partisan de la cavalerie, ainsi que l'autre « compagnon » de Staline, Boudionny. Le limogeage de Vorochilov peu après la désastreuse guerre de Finlande (décembre 1939-mars 1940) facilitera le remplacement tardif des divisions de cavalerie par des détachements de blindés (NDR).

d'énormes dommages aux forces armées. Au cours des quatre années de 1937 à 1941, le commandement unique fut supprimé deux fois et fut instaurée à chaque fois l'institution des commissaires militaires, ce qui semait la méfiance à l'égard des cadres du commandement, sapait la discipline dans les troupes et semait l'incertitude dans le commandement.

Les faiblesses dans la préparation de notre pays et de notre armée à la guerre, qui se manifestèrent au cours de la guerre avec la Finlande et des événements d'Extrême-Orient, non seulement n'avaient pas été corrigées mais n'avaient même pas été sérieusement discutées, ni au comité central ni au Conseil des commissaires du peuple, car toutes ces questions se trouvaient entre les mains de Staline, et sans ses instructions, personne ne pouvait prendre la moindre décision.

Des avertissements ignorés

Staline, ignorant les menaces manifestes d'agression de l'Union soviétique par l'Allemagne fasciste, nos forces armées ne furent pas mises en état d'alerte et ne furent pas déployées au moment de l'attaque de l'adversaire, et on ne leur donna pas la tâche d'être prêtes à répondre à l'attaque préparée par l'ennemi afin, selon les mots de Staline, « de ne pas provoquer les Allemands à la guerre ».

Staline et le président du Conseil des commissaires du peuple Molotov étaient-ils au courant de la concentration des troupes hitlériennes à nos frontières ? Oui, ils étaient au courant. Outre les données évoquées par le camarade Khrouchtchev au XX^e congrès, l'état-major général a systématiquement informé le gouvernement de la concentration des armées allemandes près de nos frontières, des vols de reconnaissance croissants de leur aviation sur toute une partie de notre territoire sur une profondeur de 200 kilomètres. Pendant la période de janvier à mai 1941, nous avons enregistré 157 vols de reconnaissance de l'aviation allemande.

Un rapport parmi bien d'autres

Pour ne pas parler en l'air, je citerai seulement l'un des rapports du chef de l'état-major général au chef du gouvernement, V. M. Molotov :

« Je signale des violations massives de la frontière par des avions allemands pendant la période du 1^{er} au 10 avril 1941. Pendant cette période, nous avons noté 47 violations de la frontière.

Comme on peut le voir à partir de la carte jointe, les violations dans leur grande masse sont effectuées :

— sur la frontière avec le district militaire spécial des pays de la Baltique, et tout particulièrement dans les secteurs de Libava, Memel et Kovno ;

— dans la direction de Lvov, sur le secteur de la frontière de Sokal, Peremychl.

Quelques violations de la frontière ont été effectuées dans les directions de Grodno, Bielostok, Kovel et Loutsk, et aussi sur la frontière avec la Roumanie.

Les avions allemands, des chasseurs et des bombardiers, se sont enfoncés sur une profondeur de 90 à 200 kilomètres de la frontière. Les Allemands mènent donc des opérations de reconnaissance tant visuelle que photographique.

Je demande d'exposer cette question au camarade Staline et de prendre les mesures possibles.

Le chef de l'état-major général de l'Armée rouge,

le général d'armée Joukov

11 avril 1941,

n° 503727. »

Ce rapport ne fut suivi d'aucune mesure réelle et aucune des conclusions nécessaires ne découla des autres avertissements.

Le communiqué démobilisateur du 14 juin

Le communiqué de l'agence TASS, publié dans la presse le 14 juin 1941, une semaine avant l'agression de l'Allemagne fasciste contre l'Union soviétique, illustre à quel point Staline ignorait complètement la situation militaire

et politique, et constitue un exemple, sans précédent dans l'histoire, de désorientation de notre peuple et de l'armée. Ce communiqué affirmait que *« selon les données dont dispose l'URSS, l'Allemagne observe fermement, comme l'Union soviétique, les conditions du pacte germano-soviétique de non-agression : les milieux soviétiques intéressés considèrent en conséquence comme dénuées de tout fondement les rumeurs selon lesquelles l'Allemagne aurait décidé de rompre le pacte et d'attaquer l'URSS ; le transfert récent des troupes allemandes, libérées de leurs opérations dans les Balkans, dans les régions de l'est et du nord de l'Allemagne est manifestement lié à d'autres motifs, sans relations avec les rapports germano-soviétiques. »*

Ce communiqué a désorienté le peuple soviétique, le parti et l'armée, et a éteint leur vigilance.

Le mythe de l'attaque surprise

Staline expliquait les revers de la première période de la guerre en affirmant que l'Allemagne fasciste avait attaqué l'Union soviétique par surprise. C'est historiquement faux. Il n'y avait aucune surprise dans l'attaque des troupes hitlériennes. On savait que l'agression était en préparation, et la surprise a été inventée par Staline pour justifier ses erreurs de calcul dans la préparation de la défense du pays.

Une provocation ?

Les Allemands commencèrent leur offensive sur tous les fronts à 3 h 15, leur aviation attaqua tous les aérodromes pour détruire notre aviation, nos bases navales et toute une série de grandes villes dans la zone frontalière. J'ai réveillé Staline à 3 h 25, et je l'ai informé que les Allemands avaient commencé la guerre, bombardaient nos aérodromes et les villes et avaient ouvert le feu sur nos troupes. Le camarade Constantin Timochenko et moi lui avons demandé l'autorisation d'ordonner à nos troupes de ré-

pondre. Staline, dont on percevait le souffle lourd dans le téléphone, ne put prononcer un mot pendant quelques minutes. Nous avons répété notre question. Il a répondu : *« C'est une provocation des militaires allemands. Il ne faut pas ouvrir le feu pour ne pas faciliter l'élargissement des actions. Informez Poskrebychev qu'il convoque pour 5 heures du matin Beria, Molotov et Malenkov à une réunion avec vous et Timochenko. »*

En arrivant au comité central, Staline répéta son affirmation sur la provocation des Allemands. L'information que les troupes allemandes s'étaient déjà ruées sur notre territoire dans toute une série de secteurs ne le persuada pas que l'adversaire avait commencé une véritable guerre préparée à l'avance. Jusqu'à 6 h 30, il n'autorisa pas nos troupes à répondre et à ouvrir le feu. Pendant ce temps, les troupes fascistes anéantirent les troupes de garde-frontières qui se battaient héroïquement, s'engouffraient dans notre territoire avec leurs divisions blindées et commençaient à déployer les actions de leurs unités.

Un total désarroi

Comme vous voyez, outre les erreurs de calcul dans le jugement sur la situation, l'impréparation à la guerre, dès les premières minutes de la guerre la haute direction du pays, incarnée par Staline, a montré un total désarroi dans la gestion de la défense du pays, désarroi que l'ennemi a utilisé pour prendre solidement l'initiative dans ses mains et dicter sa loi sur toutes les directions stratégiques.

(Les intertitres sont de la rédaction des *Cahiers du mouvement ouvrier*.)

Un double

Oradour-sur-Glane stalinien

Le 18 février 1944, Beria commence la déportation, décidée par Staline, de 459 486 Tchétchènes et Ingouches, peuples du Caucase, opération qu'il supervise personnellement.

Le 27 février 1944, à Khaïbakh, dans le district de Chatoï, le responsable du détachement du NKVD, le commandant

Gvichiani, enferme un peu plus de 700 femmes, enfants et vieillards qu'il jugeait intransportables dans les écuries du kolkhoze Beria et y met le feu.

Ils brûlent tous vifs. Beria fait décorer et monter en grade Gvichiani.

Beria sera arrêté sur ordre de Khrouchtchev, secrétaire du comité central, et Malenkov, président du Conseil des ministres, le 26 juin 1953.

Son arrestation sera rendue publique le 10 juillet.

Le lendemain, le 11 juillet, un membre du PCUS, Dziaoudine Malsagov, écrit une lettre à Malenkov, où il évoque cet épisode et un autre du même ordre, dont il a été le témoin direct.

Certes, il faut prendre sa lettre avec prudence sur plusieurs points : ce n'est pas Beria, c'est Staline qui a décidé politiquement la déportation d'une bonne demi-douzaine de peuples du Caucase, et si la lettre indignée qu'il adresse à Staline en janvier 1945 tombe entre les mains de Beria, c'est parce que le secrétariat de Staline, sachant, et pour cause, que Beria n'a fait qu'appliquer une décision du père des peuples, a lui-même transmis la dénonciation à Beria, qui ne l'a donc pas dérobée ! Mais les deux cas qu'il cite de vieillards, enfants, malades et femmes enceintes entassés dans un bâtiment et brûlés vifs sont confirmés par ailleurs... et d'abord, pour le premier, par un télégramme de Gvichiani — qui donne un chiffre de victimes supérieur à celui de Malsagov, donc non suspect d'exagération — et la réponse enthousiaste de Beria.

La lettre de Malsagov

En février 1944, j'ai été envoyé par le comité régional de l'ancienne République autonome de Tchétchénie-Ingouchie dans le district de Galantchej de cette ancienne république afin d'aider à l'expulsion de la population tchéchène et ingouche. Cette opération se déroula sous la direction immédiate du commissaire du peuple à l'Intérieur, Lavrenti Beria. Pendant la période de cette expulsion, du 23 février au 1^{er} mars 1944, j'ai été le témoin de faits d'extermination massive féroce de centaines et de milliers d'individus par l'incendie et la fusillade effectués sur l'ordre et sous la direction de Beria.

Les malades, les femmes enceintes, les vieillards, les enfants

Ainsi, le 27 février 1944, dans le hameau de Kaibakh, du soviet agricole de Nachkhoievski, district de Galantchej, au début de l'expulsion, on déclara aux gens : ceux qui ne peuvent suivre, partir à cause de leur âge avancé, de la maladie, de leur état de femme enceinte, de leur jeune âge, etc., partiront dans une colonne à part. Ils doivent donc se rassembler. On a ainsi rassemblé par cette ruse les malades, les femmes enceintes, les vieillards, les enfants et on les a entassés dans la grande écurie du kolkhoze, dont le sol avait été recouvert de foin et arrosé d'essence.

On ferma les portes et on fit ainsi brûler vifs plus de 600 vieillards, enfants, malades et femmes enceintes en incendiant tout le bâtiment. Outre moi, furent témoins de cette atrocité Gaiev Djandar, qui vit à Alma-Ata, Moukhali et Moukihi Galiev, et toute une

série d'autres personnes qui vivent à Tekeli, de la province de Taldy-Kourgan.

Le 28 février, on fit brûler de la même façon plus de 500 vieillards, enfants, femmes enceintes et malades, dont des invalides de la guerre patriotique (1), dans le village d'Elkhara, du district de Galantchej. Parmi les victimes se trouvait la mère du soldat Tami Timerboulatov, alors sur le front, Kalou Timerboulatov, que sa fille Baiant réussit à tirer hors de la bergerie. On fusilla sur place beaucoup d'habitants qui n'avaient pu être liquidés de cette manière. Des atrocités similaires furent perpétrées dans de nombreux districts de la République autonome de Tchétchénie-Ingouchie, pendant l'expulsion de la population, sous la direction de Lavrenti Beria

Après l'expulsion de la population, des centaines et des milliers de familles périrent de maladie et de faim dans toutes les régions du Kazakhstan. Ainsi, en 1944, plus de 30 % de la population expulsée du Nord-Caucase sur l'insistance de Beria trouvèrent la mort.

En janvier 1945, je rédigeai une déclaration adressée au secrétaire du comité central du parti communiste russe, le camarade Staline, sur ces faits de liquidation féroce de citoyens soviétiques, sur le mépris immérité et l'humiliation qui nous étaient infligés au Kazakhstan. La lettre ne parvint pas au camarade Staline, mais tomba entre les mains de Beria.

Au début de février 1945, je fus convoqué à la direction régionale du NKVD, à Taldy-Kourgansk. On me demanda : « *Vous avez écrit une déclaration au camarade Staline ?* » Je répondis : « *Oui.* » Le chef de la section des peuplements spéciaux (2), Alpysbaiev, me déclara alors : « *Si tu répètes une semblable déclaration, tu n'auras plus*



ta tête sur les épaules et nous ne te laissons plus travailler dans les organes de la justice. »

Et de fait, deux semaines plus tard, le 15 février 1945, je fus démis de mon poste de vice-président du tribunal régional de Taldy-Kourgansk, sans aucun motif invoqué dans la décision.

Morts en combattant les envahisseurs fascistes

Et pourtant, j'ai perdu cinq parents et dix-neuf cousins sur les fronts de la guerre patriotique, morts en combattant les enva-

hisseurs fascistes pour défendre notre patrie socialiste soviétique. Et j'ai moi-même rempli la tâche de commandant dans un détachement spécial du NKVD de l'URSS ; j'y ai été blessé deux fois et personne ne m'a jamais fait de reproche sur mon travail.

**Notes et intertitres sont de la rédaction
des Cahiers du mouvement ouvriers.**

(1) Dénomination soviétique traditionnelle de la Seconde Guerre mondiale.

(2) « Peuplements spéciaux » est la dénomination officielle — quelque peu hypocrite ! — donnée aux peuples déportés, chassés de chez eux et installés de force dans des endroits en général plus ou moins désertiques du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan, du sud de la Sibérie (l'Altai, etc.).

Indonésie : septembre 1965

L'un des plus grands massacres politiques de l'histoire

Un ex-agent de la NSA, Edward Snowden, a révélé au grand public l'énorme système d'informations mis en place par la Maison-Blanche visant à espionner les citoyens, les entreprises et les Etats via Internet. Il a, indirectement, relancé un débat vieux de soixante ans sur le rôle et les méthodes de l'impérialisme américain.

Des archives de la CIA classées secrètes avaient été déclassifiées en 2007 à la suite de fuites concernant la période des années soixante-soixante dix. La publication, dans le *Washington Post* notamment, de ces documents révélait l'ampleur et la nature des moyens mis en œuvre par l'impérialisme américain pour contrôler, soumettre et écraser des Etats et des peuples. La Maison-Blanche reconnaissait de facto des actes dont elle avait nié l'existence jusqu'alors.

Le directeur de la CIA de l'époque, le général Michael Hayden, avait annoncé la décision de déclassifier les documents, connus dans l'agence sous le nom de « bijoux de famille », lors d'une conférence de la Société des historiens des relations des Etats-Unis avec l'étranger. « *Une grande partie* (de ces informations) *a déjà été révélée par la presse et, pour la plupart, elles ne sont pas flatteuses, mais c'est l'histoire de la CIA* », avait déclaré Hayden. Quelle litote !

Les dizaines de tentatives d'assassinats

Les dizaines de tentatives d'assassinats, comme celles visant Fidel Castro

ou encore l'exécution de Patrice Lumumba, sont aujourd'hui quasiment avouées, et ce, au nom des nécessités de la « guerre froide ».

Enfin, la participation directe de l'administration américaine dans l'organisation et la réalisation des coups d'Etats chilien et argentin est désormais officiellement reconnue.

Beaucoup de choses restent néanmoins à éclaircir, et en particulier le rôle précis joué par la Maison-Blanche dans la programmation de l'un des plus grands massacres politiques de l'histoire.

C'était en Indonésie, le 30 septembre 1965, et les jours suivants, où entre 500 000 et un million d'Indonésiens, pour la plupart communistes, ont été abattus par l'armée commandée par un général inconnu à l'époque, Suharto. Ce dernier succèdera à Soekarno l'année suivante et imposera au pouvoir une junte militaire durant trente-trois ans.

Comment un tel massacre a-t-il été décidé et accompli ?

Au départ, il y avait la domination impérialiste sous la forme de la colonisation qui devait s'achever en 1945.

La décolonisation de l'Indonésie

La défaite du Japon en 1945 conduit ce dernier à rechercher, dans les pays occupés, une alliance avec les partis nationalistes opposés au retour des anciens colons. Ce fut le cas en Indochine, avec Hô Chi Minh, et de l'Insulinde (ou Indes néerlandaises), avec Soekarno.

Le 2 septembre 1945, Hirohito capitulait, laissant les partis nationalistes des territoires occupés au pouvoir.

Ainsi furent fondées la République démocratique du Viêt Nam et la République d'Indonésie. En 1946, les gouvernements français et hollandais se lancèrent dans des guerres de reconquête. Elles se terminèrent en 1949 pour les Indonésiens, et, cinq ans plus tard, pour les Vietnamiens par une défaite cuisante des puissances coloniales.

Le PKI était fort de 3,5 millions de membres

Après une politique de répression contre les communistes en 1948, pour répondre aux demandes des Etats-Unis, Soekarno effectua un virage à 180 degrés en décidant de s'appuyer sur le parti communiste (PKI) pour former un gouvernement d'union nationale (NASACOM). Le PKI était fort de 3,5 millions de membres, le premier parti indonésien lors des élections législatives et probablement le troisième parti communiste au monde après le Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) et le Parti communiste chinois (PCC).

La bourgeoisie foncière indonésienne, qui venait d'accéder au pouvoir, était effrayée par les redistributions des terres des ex-colons hollandais que les paysans organisaient et voulait circonvier le PKI, au centre de cette réforme agraire.

Pour tenter de former la base populaire qui lui manquait, Soekarno, avait fondé le Parti national indonésien (PNI). Il mit en place un régime parlementaire, impliquant l'existence de libertés démocratiques, y compris pour le PKI, intégré dans le front national (NASACOM). Il nomma Hatta Premier ministre et vice-président et introduisit trois ministres communistes dans le gouvernement.

Pour Truman, et son successeur Eisenhower, cette alliance constituait une épine dans la politique « d'endiguement ». Depuis les débuts de la guerre froide (1947), mais surtout depuis la révolution chinoise (1949), la Maison-

Blanche était engagée dans une stratégie. Les Etats-Unis devaient s'imposer comme le gendarme du monde capitaliste par tous les moyens, financier (plan Marshall) et militaire (la guerre de Corée). A la fin de la guerre de Corée (1950-1953), la Maison-Blanche se lança dans des opérations plus secrètes afin de placer sous son contrôle les Etats qui risquaient d'échapper au camp « occidental ».

L'Indonésie figurait parmi les zones à risques. Pour les Etats-Unis, il fallait absolument déstabiliser le gouvernement Soekarno, jugé « non fiable » par Eisenhower. Ce sera le rôle dévolu à la CIA.

Les premières tentatives de prise en main

La CIA avait mis en place en Indonésie une agence très active et disposant de crédits illimités. Soekarno sollicitait régulièrement l'aide financière des Etats-Unis et cherchait à rassurer la Maison-Blanche sur son engagement dans la stratégie d'endiguement. Eisenhower constatait la difficulté du PNI de Soekarno à réduire l'influence électorale du PKI qui progressait régulièrement, expression des attentes de la classe ouvrière et des paysans qui rejetaient la politique pro-impérialiste du gouvernement Soekarno-Hatta.

Néanmoins, Soekarno, bien que soumis aux Etats-Unis et à leur aide financière, voyait d'un mauvais œil la mise en place d'une fédération des Etats d'Asie du Sud-Est suggérée par le gouvernement britannique et centrée sur la Malaisie.

C'est probablement pour cela qu'il se lança dans une stratégie « tiers-mondiste » en organisant en 1955 la conférence de Bandung avec Nasser, Hô Chi Minh et Nehru. Cette conférence appelait à la décolonisation de toute l'Afrique. Elle allait être le point de départ du mouvement des « non-alignés ».

La politique du PKI d'alliance avec les partis bourgeois pro-impérialistes, suggérée fortement par Staline (relayée

en 1953 par Mao), rééditait la ligne imposée au PC chinois en 1926-1927 de soutien à Tchang Kaï-check.

En entrant dans le gouvernement d'union nationale (Kuomintang), le Parti communiste chinois (PCC) acceptait de se soumettre. Tchang Kaï-check, sûr de la démobilisation du PCC, lança les massacres de Canton et de Shanghai et liquida pour quinze ans le PCC.

Le PKI soutenait Soekarno dans le cadre de NASACOM, soumettant ainsi le peuple indonésien à sa ligne d'allégeance à l'impérialisme.

Dans un premier temps, la Maison-Blanche escomptait tirer profit de la présence d'un « pro-occidental », subventionné par les Etats-Unis, dans ce regroupement hétéroclite des « non-alignés ».

Mais, dès 1958, la CIA recevait l'ordre de renverser Soekarno puis, plus tard de le liquider. La réplique fut institutionnelle. Soekarno mit fin au régime parlementaire et se proclama président à vie avec l'accord du PKI. Ils inaugurèrent le régime dit de « démocratie dirigée ». Moscou et Pékin approuvèrent.

C'est à cette époque que Washington accentua sa présence militaire dans le Sud-Est asiatique. L'US Navy disposait de bases en Thaïlande et dans les Philippines. Le Sud-Vietnam accueillait les renforts de GI's, nommés « conseillers militaires » pour l'occasion. La guerre du Viêt Nam s'annonçait.

Au début des années soixante, la cellule indonésienne de la CIA recensait les Indonésiens qu'il fallait neutraliser en cas de besoin. Ainsi, des centaines de milliers de communistes, militants ou sympathisants, syndicalistes, militants d'associations diverses, responsables nationaux, régionaux, locaux étaient inscrits sur ces listes.

Dans une note déclassifiée de 1962, la CIA reconnaissait avoir dressé ces listes. La CIA avait-elle, à cette date, programmé le massacre ?

Des révélations du *Washington Post* en 1990 font état de déclarations d'un ancien membre de la section politique de l'ambassade américaine à Jakarta, Robert J. Martens. Ce dernier dirigeait

des fonctionnaires du département d'Etat et de la CIA, qui, précise-t-il, « ont consacré deux ans à la constitution de ces listes de communistes ».

La préparation du complot

L'économie indonésienne connut une crise grave au début des années soixante. Les recettes de l'Etat ne couvraient plus les dépenses, l'endettement flambait. L'inflation atteignait 130 %.

C'est ce moment que l'administration américaine choisit pour supprimer l'aide financière. C'était la catastrophe. La fermeture du port de Singapour au commerce indonésien, mesure prise en accord avec les Britanniques, annonçait le chaos total.

Soekarno aurait déclaré : « *Qu'ils gardent leur argent !* »

Certes, les crédits étaient coupés pour l'activité économique, mais l'aide des Etats-Unis s'était maintenue, sous la forme de crédits ciblés pour l'armée.

Les généraux, les officiers et les soldats indonésiens recevaient une solde du gouvernement des Etats-Unis, un budget de plusieurs centaines de millions de dollars, et des armes.

« Qui paye commande ! »

Soekarno avait échappé à plusieurs attentats dont la CIA a reconnu être à l'origine dans les documents déclassifiés.

Le PKI, loin de prévoir ce qui allait se produire, s'alignait plus que jamais sur Soekarno, désarmant ainsi la classe ouvrière et la paysannerie. Dans les campagnes, les paysans réclamaient l'extension de la réforme agraire aux grands domaines possédés par la bourgeoisie indonésienne.

La crise avait radicalisé la situation. Les tenants de la propriété foncière regroupés dans le PNI de Soekarno exigeaient que l'on mit fin à cette situation. C'est l'armée qui y pourvint.

L'armée était considérée par le PKI comme légaliste. L'armée, qui avait « libéré l'Indonésie de ses colonisateurs », était devenue l'annexe du Pentagone, avec, pour centre orga-

nisateur, la CIA. Les dirigeants du PKI ne pouvaient l'ignorer.

L'année 1965 : le scénario était en place

Dans la nuit de 30 septembre 1965, six généraux sont enlevés par une poignée de militaires, membres de la garde présidentielle. Ce groupe, qui se fait appelé « *mouvement du 30 septembre* » ou GESTAPU, acronyme probablement fabriqué par ses détracteurs, annonce qu'il veut empêcher un putsch que s'apprêtaient à commettre ces généraux contre Soekarno. Ces derniers sont immédiatement exécutés. Mais dès l'après-midi du 1^{er} octobre, un groupe d'officiers dirigés par le général Suharto, sombre responsable des officiers de réserve, annonce à la radio que cet assassinat est le résultat d'une tentative de prise du pouvoir par le PKI. Suharto dissout le PKI, emprisonne les officiers auteurs de l'enlèvement et organise, dans le détail, le massacre.

Les listes de communistes élaborées par la CIA avaient été remises aux militaires indonésiens. En retour, l'ambassade demandait qu'on lui communique le nom des personnes assassinées. Pour Joseph Lazarsky, ancien chef adjoint de la CIA en Indonésie, il s'agissait de s'assurer d'« *un pointage systématique par la direction de la CIA à Washington, des exécutions qui avaient été menées à bien (...). Vers la fin de janvier 1966, les noms rayés sur les listes étaient si nombreux que les analystes de la CIA ont conclu à la destruction de la direction du PKI.* »

En quarante-huit ans, aucune preuve de l'implication du PKI dans l'assassinat des généraux n'a été fournie, ni par les gouvernements indonésiens ni par la CIA qui s'est contentée de déclarer qu'un « *massacre sans précédent* » venait de se produire.

Soekarno faisait état de 37 000 morts en décembre 1955, quelques mois avant son remplacement par Suharto. Aujourd'hui, on peut admettre que le chiffre des victimes est plus proche du million. Certains officiers qui ont participé à la

tuerie annoncent deux millions. C'est effectivement l'un des plus grands massacres politiques de l'histoire.

Les Tapols

Il faut ajouter plus d'un million de personnes incarcérées ou déportées dans l'île de Buru. Emprisonnées sans jugement durant dix à quinze ans, beaucoup d'entre-deux vont mourir par manque de soins ou par exécution. Les survivants, qualifiés officiellement d'« *ex-prisonniers politiques* », constitueront une nouvelle catégorie de citoyens, sans droits, les Tapols. Ils seront exclus de la société, ainsi que leur descendance, en vertu du décret de 1966.

Ce sont des millions d'Indonésiens qui furent frappés par cette exclusion durant près d'un demi-siècle et qui réclament aujourd'hui justice.

Quarante-huit ans après

Suharto a été destitué en 1998 à la suite des massacres contre la communauté chinoise qui avaient fait quinze mille morts. La communauté chinoise avait été rendue responsable du déclenchement de la « *crise asiatique* » de 1997 et l'armée avait organisé des émeutes ciblant ces nouveaux parias. Cette communauté sert toujours d'exutoire au pouvoir.

Toutes les lois de Suharto restent en vigueur, notamment le décret « *contre le communisme* ». Aujourd'hui encore, écrire « *classe ouvrière* » dans un journal est passible de douze années de prison, tout comme le fait de se déclarer athée.

Pourtant, Abdurrahman Wahid, le premier président de la période post-Suharto, avait, en 2001, présenté aux victimes et à leurs descendants ses excuses à titre personnel. Sa proposition au Parlement de lever l'interdiction frappant tout ce qui touche de près ou de loin « *au communisme* » s'est heurtée à une puissante opposition, des militaires et des partis musulmans.

L'implication directe de la CIA dans ces massacres n'est plus contestée par la Maison-Blanche.

La thèse de 1966, selon laquelle les Etats-Unis répondaient à une demande des militaires hostiles à la « politique procommuniste de Soekarno » n'a plus aujourd'hui de défenseurs sérieux.

“Les Etats-Unis voient plutôt d'un bon œil...”

En 1966, l'ambassadeur américain à Jakarta avait déclaré : « *Les Etats-Unis voient plutôt d'un bon œil et admirent ce que l'armée est en train de faire.* » Son homologue britannique, Sir Andrew Gilchrist, avait été plus clair encore dans son message : « *Je n'ai jamais caché que je pense que quelques pelotons d'exécution en Indonésie seraient un préliminaire indispensable à tout changement réel.* »

Après avoir financé et équipé une bonne partie de l'armée, « *Washington a fourni une assistance en matière de communications aux troupes de Suharto durant le massacre. L'équipement était acheminé de nuit dans des avions de l'armée de l'Air US depuis les Philippines et constituait le nec plus ultra en matière de communications.* »

La CIA et la NSA connaissaient les fréquences. Cette technologie a permis aux généraux de Suharto de coordonner les tueries sous le regard des plus hauts échelons de l'administration US qui pouvaient suivre en direct les opérations », a révélé un universitaire britannique, John Gitting.

La presse aux ordres exultait.

Le magazine *Time* salua le massacre comme « *la meilleure nouvelle en Asie pour l'Occident.* » Le magazine *US News & World Report* titrait : « *Indonésie : de l'espoir, là où il n'y en avait plus.* »

Trente-trois ans après, ils tentaient encore de justifier le massacre.

Le *New York Times* déclarait lors de la chute de Suharto en 1998 : « *Le général Suharto avait mis en déroute les forces communistes qui ont tué six généraux de haut rang dans une tentative présumée de coup d'Etat. Environ 500 000 personnes ont été tuées en réaction contre les communistes.* »

Quarante-huit ans après le massacre

Quarante-huit ans après le massacre, il reste une interrogation à propos de l'enlèvement des six généraux et de leur exécution. Qui est derrière le « mouvement du 30 septembre », GESTAPU ?

Peter Dale Scott est un professeur d'anglais à l'Université de Californie, à Berkeley, membre du conseil consultatif de recherche sur l'information publique. Il défend la thèse selon laquelle ces six généraux avaient en commun d'avoir pris leurs distances et formé un groupe dirigé par le général Yani et le ministre de la Défense, Nasution, à qui Suharto reprochait « *de prendre une ligne trop accommodante* » avec Soekarno. En avril 1965, un compromis semblait avoir été trouvé. En fait, Suharto voulait endormir les pro-Yani avant le massacre. Pour Suharto et ses patrons, ils constituaient un risque pour le succès l'opération. Leur exécution provoquera, en prime, le choc déclencheur nécessaire pour l'appel au meurtre.

L'armée devait faire bloc et donner le sentiment que ce n'était pas une opération contre Soekarno, mais uniquement contre le PKI, « *auteur unique de l'exécution des généraux* ».

Corroborant cette thèse, l'historien australien Greg Poulain cite le colonel Latief, l'un des auteurs du coup d'Etat, qui déclara en prison, des années plus tard, « *qu'il avait rencontré Suharto quelques heures avant l'enlèvement des généraux et l'avait mis au courant du projet* ».

L'historien a aussi enregistré les témoignages de soldats rebelles qui demandaient « *pourquoi Suharto n'était pas sur la liste des généraux à enlever* », et à qui on avait répondu : « *Il est l'un des nôtres...* »

Manipulation ? Provocation ?

Peter Dale Scott, Greg Poulain et John Gittings en sont convaincus.

La vérité est en train de s'imposer

Le 50^e anniversaire du massacre du 30 septembre fera probablement couler

beaucoup d'encre. Mais l'histoire n'attend pas les commémorations. En 2012, une commission d'enquête, « Commission indonésienne des droits de l'homme (Komnas-HAM) », dirigée par l'historien indonésien Nur Kholis, un descendant des « Tapols », a rendu public un rapport de 850 pages rassemblant les déclarations de 349 témoins. Ce rapport concluait, au sujet des massacres du 30 septembre 1965, à la qualification de « *crime contre l'humanité* ». Malgré cela, le gouvernement indonésien s'est toujours refusé à rétablir les Tapols et leur famille dans leurs droits.

Reconnaître totalement les faits impliquerait de dire le rôle précis joué par certains membres actuels du gouvernement et hauts dignitaires du régime qui ont été des exécuteurs de 1965. Mais surtout, il faudrait avouer la responsabilité des Etats-Unis dans la préparation et l'exécution du massacre d'un million d'Indonésiens.

L'administration américaine ne semble pas prête à cela. Pourtant, les anciens chefs de la CIA ont parlé sans être sérieusement démentis, la presse indépendante comme le *Washington Post* n'hésite pas à désigner la CIA comme le QG du massacre. La « guerre froide » ne pouvait plus être l'argument qui permettait à la Maison-Blanche d'échapper à la critique et de devoir rendre des comptes, mais depuis le 11 septembre 2001, la CIA a trouvé un nouvel argument : « Le terrorisme ».

Au nom de cette « lutte contre le terrorisme », il faudrait ne rien dire sur les agissements passés et présents de l'administration américaine. Les historiens, les journalistes indépendants, les organisations ouvrières et démocratiques, et surtout le peuple indonésien, ont commencé à établir la vérité.

Les acteurs sont les auteurs du massacre, quarante-huit ans après. Ils déclarent, sans crainte, qu'ils sont toujours assurés d'une impunité totale. Ils y décrivent par le menu le déroulé du massacre. Rien n'était improvisé, tout était planifié quasiment scientifiquement. Très peu de débordement, d'hystérie collective, de mouvements de populations, sauf ceux manipulés par les partis musulmans.

Ces groupes paramilitaires, comme Pancasila, étaient entraînés dans des camps de l'armée et sous contrôle de Suharto et de ses pairs, comme l'atteste la déclaration du chef du commando d'élite, le général Edhy : « *Nous avons décidé d'encourager les civils anticommunistes pour aider à la tâche. En solo, nous avons réuni les jeunes, les groupes nationalistes, les organisations religieuses (musulmanes). Nous leur avons donné de la formation, puis les avons envoyés pour tuer les communistes.* »

Ces milices, quasi officielles, appliqueront la consigne : « *Eradiquer le communisme d'Indonésie* ».

Pancasila revendique aujourd'hui trois millions de membres. Ses chefs paradedent avec des ministres et des députés en tenue de combat et vivent du racket des commerçants chinois. Une mafia officielle, dont l'un des responsables avoue avoir acheté une propriété de 200 millions de dollars.

En Indonésie aussi, le rétablissement de toutes les libertés démocratiques impliquant le droit du peuple à disposer de lui-même, est à l'ordre du jour.

Cela ne pourra s'établir durablement qu'en faisant la vérité sur le massacre du 30 septembre 1965, l'un des plus grands massacres politiques de l'histoire.

Alain Rigier

L'histoire est en train de rattraper les assassins

L'histoire est en train de rattraper les assassins, comme le démontre la diffusion d'un film documentaire en avril 2013, *The Act of killing*, de Joshua Oppenheimer.

CHRONIQUE DES FALSIFICATIONS

La falsification par le silence

Une falsification ne consiste pas seulement à maquiller ou modifier un fait (voire une date). Elle peut se contenter de le passer sous silence. Ainsi trouve-t-on souvent dans des ouvrages publiés en Russie (et pas seulement) dans les notices sur Trotsky la phrase finale : « *Mort en 1940 à Mexico.* » Tout le monde meurt, c'est bien connu. Donc Trotsky serait mort comme les autres.

Dans le même registre, une certaine Claire Julliard consacre une note au livre d'Elsa Osorio sur Mika Etchebéhère intitulé *La Capitana*. Elle rappelle que cette « capitana » est arrivée en janvier 1937 « à la tête d'une milice marxiste du POUM ». Elle ajoute : « *On prétend qu'elle est une espionne, un agent de la Gestapo.* » Qui « on » ? Mystère... Or seuls les staliniens le disent.

Elle précise : « *Née en 1902, cette inlassable militante a sillonné le monde (...). Aussitôt après avoir échappé aux fascistes, elle sera persécutée par les staliniens. Jusqu'à sa mort à Paris en 1992, la capitana s'est vouée à ses idéaux, à sa passion politique. Mais aussi à son seul amour, Hippolito, qu'elle a perdu au début de la guerre.* »

Pour conclure, elle affirme : « *Ce livre ressuscite une magnifique indignée.* » Et la note est titrée : « *Mika l'indignée* », suggérant ainsi une parenté politique entre elle et le mouvement apartidaire des « indignés » lancé par Stéphane Hessel...

Or dans ses souvenirs *Ma guerre d'Espagne à moi*, publiés par Maurice Nadeau en 1976, Mika Etchebéhère apporte un bref échange entre son mari Hippolito, qui sera bientôt tué sur le front, et la Passionaria : « *J'ai dit à la Passionaria, explique Hippo, que nous sommes trotskystes* » (p. 15).

Lorsqu'un groupe de membres de la milice du POUM qu'elle commande, travaillés au corps par les staliniens qui lui expliquent que « *Trotsky est un contre-révolutionnaire ennemi du prolétariat, veut quitter la colonne et l'emmener avec elle, elle prend la défense de Trotsky et leur répond : "Mais vous oubliez que je suis trotskyste !"* » (p. 172).

Le lecteur de la note du *Nouvel Observateur* ne peut, lui, le savoir.

Dans le même ordre d'idées, en mai 2011, Bertrand Delanoë, présentant à l'Hôtel de Ville Maurice Nadeau — réticent — à qui il remettait la médaille de la Ville de Paris, fit un court résumé de son existence. Il évoqua sa jeunesse au cours de laquelle, déclara-t-il, Nadeau avait été « *communiste mais antistalinien* ». Or Nadeau a cent fois rappelé que dans sa jeunesse, jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, il avait été « *trotskyste* ». Bertrand Delanoë ne pouvait pas ne pas le savoir, mais le mot, manifestement, écorche sa bouche ou ses oreilles, comme celles de bien d'autres.

Le prétendu socialisme hitlérien

L'ancien maoïste Pierre Rigoulot a publié l'an passé une biographie de Georges Albertini qui, rappelons-le, fut dans les années trente, membre des Etudiants socialistes, et du Parti socialiste, et tout particulièrement de sa tendance « pacifiste ».

Sous l'Occupation, Albertini fut le secrétaire général du parti ultra-collaborationniste le Rassemblement national populaire présidé par Marcel Déat. Rigoulot évoque ce ralliement à la collaboration en ces termes étranges. Sous le sous-titre : « *La Collaboration pour le socialisme* », il écrit : « *La volonté d'éviter un traité de paix par trop désavantageux grâce à l'adoption d'une politique collaborationniste se doublait aussi chez Albertini d'une proximité idéologique avec le socialisme hitlérien (...). Il fallait d'autant plus cesser les combats et collaborer que l'on était des frères en socialisme.* »

Et il précise : « *Il est indéniable que pour lui ses conceptions et celles du nazisme faisaient partie de la même famille : les unes et les autres refusaient la démocratie parlementaire et voulaient puiser l'énergie nécessaire à la construction du socialisme dans une communauté nationale unie* » (Georges Albertini, *socialiste,*

collaborateur, gaulliste, Perrin, 2012, pp. 70-71).

L'expression le « socialisme hitlérien » que Rigoulot ne met pas entre guillemets et reprend donc à son compte sans prendre de distance avec elle est une grossière falsification idéologique qui vise à parer le nazisme de vertus qui lui sont étrangères.

Un peu avant, Rigoulot écrit : « *De manière pragmatique, la Collaboration était aussi pour Albertini l'application de la "politique de présence" chère à Léon Jouhaux, que lui-même militant syndical avait toujours approuvée* » (p. 65).

Rigoulot, en citant cette position d'Albertini sur laquelle il n'exprime aucune réserve, oublie seulement de rappeler qu'en bon réformiste, Léon Jouhaux est bien entendu pour une « politique de présence » des syndicats dans les diverses instances de négociation... mais que Vichy a dissous les syndicats, qui ne peuvent donc pratiquer aucune « politique de présence »... puisqu'ils n'existent plus. Vu cette dissolution, Albertini n'est plus un « militant syndical ». C'est bien pourquoi Jouhaux, dont Albertini revendique frauduleusement le patronage, ne marche pas.

Rigoulot oublie bien sûr de le dire.

François Olivier

Lénine et Trotsky en ligne de mire

Falsification contre Trotsky

Martin Amis est le fils de Kingsley Amis, qui fut membre du PC britannique et bon stalinien pendant quinze ans. Après sa rupture, Kingsley Amis adhéra au Parti travailliste qu'il quitta bientôt pour les conservateurs. Il soutient vigoureusement la guerre dé-

chaînée au Viêt Nam par les Etats-Unis contre le peuple vietnamien, sans que les 75 millions de litres de défoliant chimique empoisonné déversé par l'aviation américaine sur les forêts vietnamiennes et leurs occupants semblent jamais avoir titillé sa conscience. Martin Amis est un romancier. Il prolonge le règlement de compte que son père opérait avec son passé en se déchaînant contre Lénine, Trotsky, le bolchevisme et Staline, qu'il présentait comme une incarnation de ce dernier, et le digne

continuateur des deux premiers. Il le fait en particulier dans *Koba la Terreur*, publié en 2009 aux Editions de L'œuvre.

Il cite à un moment le *Journal d'exil* de Trotsky, où ce dernier, évoquant le massacre de la famille tsariste par les bolcheviks en juillet 1918, écrit : « *Les masses des travailleurs et des soldats n'eurent pas une minute de doute : elles n'auraient compris et admis aucune autre décision. C'est cela que Lénine sentait bien.* »

Martin Amis commente : « *Mais Trotski ment. Personne n'informa la masse des travailleurs et des soldats de la décision d'exécuter dans sa totalité la famille impériale* » (p. 76).

Si Martin Amis avait affirmé : « *Ce qu'écrivit Trotsky est inexact* » ou « *Trotsky se trompe* », on pourrait l'accepter, mais affirmer : « *Trotski ment* » est absurde puisque ces lignes figurent dans un journal intime rédigé pendant une période d'isolement de Trotsky et qui n'était nullement destiné à la publication... contrairement à tant de journaux intimes d'écrivains qui ont l'œil fixé sur le futur lecteur. Or ce journal intime de Trotsky était destiné à n'en avoir aucun autre que lui-même !

Quelques lignes plus loin, Martin Amis écrit par ailleurs : « *La fin du tsar ne suscita parmi les masses que peu de commentaires et aucune protestation* » (p. 77), affirmation fort juste... mais qui n'a de sens que si lesdites masses en étaient informées, ce que par cette affirmation Martin Amis reconnaît implicitement. Lesdites masses n'étaient pas officiellement informées du massacre des autres membres de la famille tsariste ? Nul en fait n'en doutait.

Martin Amis ajoute pourtant en note : « *A la lecture de Trotski on est souvent impressionné par la quantité de malhonnêteté qu'il peut condenser dans un seul paragraphe.* » Il donne un unique exemple à l'appui de cette vigoureuse déclaration. Ainsi, à propos des détails de l'exécution, Trotsky écrit : « *Je ne me suis jamais préoccupé de savoir comment l'exécution avait été accomplie et j'avoue que c'est une préoccupation que je ne comprends pas.* » Amis, qui voit là une preuve de la « malhonnêteté » de Trotsky,

commente : « *Les chefs bolcheviques s'en sont certainement préoccupés, eux.* » Ceux qui ont organisé l'exécution à Ekaterinbourg, certes, mais une fois la décision mise en œuvre, Trotsky (ou tout autre) a bien le droit de ne pas s'intéresser aux modalités ou aux détails, d'un intérêt purement historique. Car seul compte politiquement le fait même de l'exécution.

Un peu plus loin, il cite quelques lignes de Trotsky consacrées à Nabokov, constitutionnel-démocrate, secrétaire d'Etat du gouvernement provisoire. Trotsky écrit : « *Dans l'émigration, à Berlin, où l'abattit enfin d'une balle insensée un garde blanc* » (p. 51).

Martin Amis commente : « *Quelle soif de sang transparait dans l'expressions : "Où l'abattit enfin (...) un garde blanc." Trotski comptait en effet Nabokov au nombre des personnes qu'il voulait faire abattre et quelqu'un "enfin" l'abattit. Il n'avait pas l'habitude d'attendre si longtemps.* »

Pour aboutir à cette conclusion, Amis doit supprimer « d'une balle insensée ». Trotsky n'avait jamais voulu faire abattre Nabokov. Et le texte russe confirme que « enfin », ici, veut bien dire « finalement ».

*
* *

Falsification contre Lénine

Il se livre à un autre endroit à une autre falsification. Il écrit : « *Pendant la tentative d'invasion de la Pologne en 1920, Lénine envoya les instructions suivantes à un commissaire de l'Armée rouge : "Un plan magnifique. Menez-le à bien avec Dzerjinski. Déguisés en Verts (1) (on leur imputera plus tard), on va progresser de dix ou vingt verstes et pendre les koulaks, les prêtres et les propriétaires terriens. Prime : 100 000 roubles par homme pendu"* » (p. 43).

(1) Nom donné aux bandes de paysans ou de déserteurs insurgés, hésitant entre les blancs et les rouges.

Première falsification, dont peut-être le traducteur, et non Amis, est responsable. Lénine a écrit : « *Des koulaks, des prêtres et des propriétaires terriens* », et non « les »... ce qui serait évidemment absurde.

Mais surtout, ce télégramme, au premier regard très surprenant, fait référence à un fait **postérieur à l'invasion de la Pologne** (réponse, par ailleurs, à l'invasion de l'Ukraine soviétique par les troupes polonaises encouragées par Londres et Paris).

Un ancien officier engagé dans l'Armée rouge, passé en 1919 chez les Blancs, Bei Boulak-Balakhovitch, avait formé une bande installée en Pologne et en Lettonie. Au lendemain de l'armistice entre la Russie soviétique et la Pologne, au cours de ses incursions en Biélorussie, encouragée par les gouvernements baltes et polonais, la bande se déchaîne contre les juifs auxquels ils coupent le nez, tranchent les mains et les pieds, qu'ils égorgent, éventrent, roulent dans du fil de fer barbelé, écorchent vifs, pendent aux arbres, après avoir violé puis brûlé vives vieilles femmes et fillettes. Ligotée par les discussions d'armistice avec les Polonais, l'Armée rouge ne peut poursuivre les tueurs au-delà de la frontière. Les juifs de la région rejettent sur le pouvoir soviétique l'impunité de ces tueurs.

Un jour de novembre 1920, Lénine, furieux des exactions et de l'impunité de cette bande, élabore un plan expéditif que nombre d'essayistes, muets sur les pogromes de Boulak-Balakhovitch, présentent abusivement comme un exemple de sa politique « *Déguisés en "verts" (nous leur mettrons tout sur le dos après) nous nous enfoncerons de 10 à 20 verstes et nous pendrons des koulaks, des popes, des grands propriétaires fonciers. Prime : 100 000 roubles par homme pendu (2).* »

Ce plan fantasmagorique, sans doute plus signe d'une fureur impuissante que réellement réfléchi, restera sur le papier. Quelques jours plus tard, un régiment de l'Armée rouge surprend la bande en Biélorussie et l'anéantit.

Jean-Jacques Marie

(2) *Lenin, Neizvestnye dokumenty*, p. 399, Moscou 1999.

Un dictionnaire chronologique bien complaisant

Dans le n° 58 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, le comité de rédaction invitait ses lecteurs à nourrir une chronique sur les « falsifications de la commémoration de la guerre 14-18 ».

Voici donc une première contribution.

Certains livres sont déjà parus et méritent toute notre attention lorsque, reprenant les archives diplomatiques, les journaux et les discours des dernières semaines qui précèdent la déclaration de guerre, ils mettent en évidence dans son déclenchement l'écrasante responsabilité des « *somnambules* » (1) que furent les chefs d'Etat, les militaires et les « *ministres à la tête légère* » que voulait dénoncer Jaurès.

Mais d'autres ouvrages parus récemment continuent de s'interroger pour savoir si les peuples — dont on dit qu'ils se sont finalement résignés à faire la guerre — l'ont fait par « contrainte » ou par « consentement ».

Et le meilleur moyen de démontrer qu'il y aurait eu « consentement » de la population, voire adhésion au « bellicisme » et à la « culture de guerre », c'est de passer sous silence tous les combats et toutes les manifestations qui se sont déroulés **contre la guerre** au cours des années qui ont précédé sa déclaration, et de minimiser l'ampleur des grèves et des mutineries au cours de l'année 1917.

Il en est ainsi du premier chapitre du *Dictionnaire chronologique des guerres du XX^e siècle* consacré à la Première Guerre mondiale (2).

Les causes de la guerre se réduisent aux combinaisons d'alliances entre les deux camps qui « *semblent ne laisser d'autre issue qu'un conflit* » (p. 23), donc une guerre inéluctable, inévitable, dont le déclenchement repose sur « *les responsables allemands (qui) ont précipité les événements, quitte à passer pour les agresseurs* » (p. 27).

Si la responsabilité du Kaiser dans l'engrenage fatal ne fait aucun doute, celle du tsar Nicolas II est largement minimisée (« *Après de nombreuses hésitations, le tsar Nicolas II décrète à son tour la mobilisation partielle* »), et celle des dirigeants français totalement ignorée !

On cherchera en vain l'évocation des rivalités coloniales qui se sont multipliées à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, comme réponse à la première grande crise économique du capitalisme européen commencée en 1873.

On cherchera également en vain le combat contre la « loi des trois ans » en France, les résolutions de la II^e Internationale qui se prononçaient pour faire la « *guerre à la guerre* », les manifestations contre la guerre qui se sont multipliées partout en Europe à partir de 1912.

D'ailleurs, pas une seule fois le nom de Jaurès n'est cité. Pas une seule fois, l'existence de l'Internationale n'est abordée, et le mot de « socialistes » n'est évoqué que pour se féliciter de leur ralliement à l'Union sacrée « *qui témoigne du sentiment largement partagé par les forces politiques d'une nécessaire trêve devant les impératifs de la guerre* » (p. 33).

La responsabilité du déclenchement de la guerre repose donc entièrement sur « *la poussée belliciste qui a pu être forte, sous l'effet du nationalisme (...)* » (et à

(1) Jean-Claude Lamoureux, *Les 10 derniers jours, 26 juillet-4 août 1914*, Editions Les nuits rouges (2013). Christopher Clark, *Les Somnambules*, Flammarion (2013).

(2) Cet ouvrage collectif, édité par Hatier et coordonné par Jean Hubac (inspecteur pédagogique régional), est surtout destiné aux lycéens et aux étudiants. Il aborde tous les conflits du XX^e siècle de 1914 à 1999 (Kosovo). Seul le chapitre sur la Première Guerre mondiale est évoqué ici. Il a été rédigé par Michel Goya, chef du bureau recherche, Centre de doctrine d'emploi des forces de l'armée de terre.

(...) *la résolution de mener une guerre légitime* » (p. 33).

CQFD ! Ce sont bien les peuples, « nationalistes et bellicistes », qui sont responsables de la boucherie à laquelle ils ont adhéré par « *consentement et résignation* » (p. 33) !

Et, bien entendu, pour que la démonstration soit complète, lorsqu'il s'agit d'évoquer les mutineries de l'année 1917, l'auteur y consacre trois lignes pour signaler qu'elles « *ressemblent en réalité plus à des grèves qu'à des révoltes* » (p. 48), oubliant de dire que plusieurs régiments ont décidé de marcher sur Paris, drapeau rouge en tête, en scandant : « *Vive la paix* » et « *Vive la révolution* » !

Et lorsqu'il évoque les grèves qui ont touché « *l'arrière* » au printemps 1917, en Italie, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France, c'est pour les qualifier de « *menaces à la cohésion nationale* » (p. 51) !

Evidemment, la principale « menace » est venue des révolutions russes. L'auteur s'en donne à cœur joie : « *l'Allemagne facilite le retour des bolcheviks, partisans de la paix immédiate* » (p. 51). On échappe de peu au pseudo « wagon plombé » que Lénine aurait emprunté !

Mais, à peine rentrés en Russie, « *les bolcheviks tentent un coup de force et*

échouent », en juillet 1917. « *Trotsky est emprisonné et Lénine s'exile en Finlande* » (p. 51).

Puis, deux pages plus loin, « *les bolcheviks sont libérés* », on se demande bien pourquoi, et ils « *prennent le contrôle du soviet de Petrograd* » (p. 53), sans que l'on sache ce qu'est un soviet, ce qu'a été son rôle et les raisons pour lesquelles les bolcheviks y sont devenus majoritaires, après le putsch de Kornilov qu'ils ont largement contribué à faire échouer.

Quelques jours plus tard a lieu « *le coup d'Etat bolchevique* » lorsque « *le soviet s'empare sans grande résistance de tous les sites administratifs de Petrograd* » (p. 53).

Bel aveu involontaire que le gouvernement de Kerenski n'avait plus grand monde pour le défendre.

Reste à signer le traité de Brest-Litovsk : « *La Russie renonce aux pays baltes, à la Pologne, à la Courlande, à la Livonie et à l'Ukraine.* » Elle « renonce » ! Comme cela est bien dit !

L'auteur conclut son chapitre sur ce constat : « *La Grande Guerre ouvre le siècle dans un bain de sang.* »

Difficile de le contredire. Mais puisque les peuples l'ont voulu... Bien fait pour eux ?

Maurice Martin

Perles

Le *Nouvel Observateur*, daté du 18 au 24 juillet 2013, consacre une partie de son numéro à célébrer « *Voltaire l'indigné* ». L'hebdomadaire évoque bien entendu l'affaire Calas. L'auteur de l'article, un certain Grégoire Leménager, n'hésite pas à écrire à cette occasion : « *Sait-il qu'il est en train d'inventer, bien longtemps avant Edwy Plenel, le journalisme d'investigation ?* » (p. 67). Voltaire et Edwy Plenel mis sur le même plan il faut le faire... Précisons par ailleurs que si Plenel s'est appliqué et s'applique encore à soulever des « affaires », ces dernières — comme la dernière en date, celle de Jérôme Cahuzac le rappelle —, n'ont rien à voir avec les affaires Calas ou Sirven auxquelles Voltaire a consacré tant d'heures.

Dans le domaine du ridicule, *Le Monde* réussit à faire mieux que *Le Nouvel Observateur* qui, pourtant, s'applique dans ce même numéro en évoquant, par exemple « *une exégèse valsienne du hollandisme (sic !)* » (p. 34).

Le magazine du *Monde* (8 juillet) consacre huit pages dithyrambiques à la

ministre de la Culture, Aurélie Filippetti. La rédaction du *Monde* elle-même a extrait de ce long texte une phrase destinée à en résumer le sens : « *C'est une femme très moderne, une séductrice et une héroïne antique, Antigone, Hermione et Bérénice à la fois* » (souligné par *Le Monde*, page 30). Rappelons simplement qu'Antigone a été condamnée à mort et tuée pour avoir décidé d'enterrer son frère malgré l'interdiction qui lui en avait été faite par le roi de Thèbes, Créon, qu'Hermione a fait tuer le roi d'Épire, Pyrrhus, dont elle était amoureuse et qui avait décidé d'épouser son esclave Andromaque ; quant à Bérénice, elle s'est vu chassée de Rome par l'interdiction faite par le Sénat à l'empereur Titus de l'épouser...

On a beau chausser une loupe et même un télescope, on ne peut pas voir le moindre rapport entre ces tragédies et le passage d'Aurélie Filippetti des Verts au PS puis dans son ascension ministérielle. Mais *Le Monde* est la voix de son maître, quel que soit le maître...

Heureusement, le ridicule ne tue plus depuis longtemps...

Un grand penseur : Manuel Valls

Manuel Valls, qui s'est plusieurs fois targué de préférer Clemenceau (qui a fait tirer sur des grévistes lorsqu'il était ministre de l'Intérieur) et dont, dit-il, il a la photo sur son bureau, à Jean Jaurès, manifeste des qualités de penseur qui méritent de passer à la postérité. Le quotidien *Le Monde* (3 septembre 2013) publie une interview de lui sur l'intervention en Syrie. Le journaliste l'interroge sur la convocation du Parlement sans vote. Valls confirme : « *Sans vote.* » Le journaliste lui demande alors : « *En 2003, François Hollande demandait un vote sur l'Irak. Qu'est-ce qui a changé ?* »

Réponse de Valls : « *Il y a une Constitution, il est président de la République. La fonction présidentielle, il faut la préserver. On ne modifie pas la pratique de la Constitution de la V^e République en fonction des humeurs des uns et des autres. Ou de ce qu'il se passe dans le monde.* »

Le journaliste, vraiment brave homme, enregistre ; il ne lui rétorque pas : mais monsieur le ministre, en 2003 la Constitution et la fonction présidentielle étaient les mêmes. Qu'est-ce qui a donc changé ? Vous ne m'avez pas répondu... On ne peut sans doute pas trop demander au ministre de l'Intérieur.

Qui prend donc part aux révolutions ?

Les éditions Vendémiaire publient un ouvrage de Haim Burstin, professeur d'histoire moderne à l'université de Milan et spécialiste de la Révolution française, *Révolutionnaires*, sous-titré : « Pour une anthropologie politique de la Révolution française. »

La présentation du livre jointe à ce dernier affirme : « *En s'appuyant sur les témoignages des contemporains, l'auteur*

s'attache à comprendre ce qui dans cet engagement relève de l'entraînement, de la théâtralisation, de l'amour de soi-même, éventuellement de la passion politique. »

« Eventuellement de la passion politique » ! Donc, en dernier recours ou en dernier lieu, après la théâtralisation (du genre Sarkozy ou Manuel Valls sans doute) ou l'amour de soi-même...

A quoi tiennent vraiment les révolutions ! **Jean-Jacques Marie**

Marx en quatrième ?

J'ai trouvé cela dans le bulletin du conseil général de l'Hérault du mois de septembre 2013, dans un article relatant l'insertion de Louise, une élève handicapée, dans le collège de Castelnau-le-Lez.

La rédactrice de l'article, Yolande Côté, a pu suivre l'élève dans sa classe et raconte ce qu'elle a vu et entendu.

« *Aujourd'hui, Karl Marx et le communisme sont à l'étude* (dans une classe de quatrième !). *Lecture d'un extrait du Manifeste, échanges entre le professeur et les collégiens. Au mur, Karl Marx apparaît en projection. Que pensez-vous de ce personnage* (car, bien sûr, tout le matérialisme dialectique se lit sur son visage — NDR) ? *Plusieurs mains se lèvent. Yacine est invité à répondre* : « Il a une barbe, donc il est juif ! » *Etonnement du professeur qui réajuste, stoppe la ma-*

chine à clichés ! Margaux poursuit : « Il a de l'argent car il a pu se faire prendre en photo. » *Marx prend forme avec les hypothèses des uns et des autres...* (un juif plein aux as — NDLR). *Que savez-vous du prolétariat ? Lucas, empressé de répondre, lève la main. Hésitations, puis* : « Heu... m'en souviens plus... » *Louise, elle, sait* : « Prolétariat, ce sont les pauvres »... *Le cours se termine, Karl Marx a été mis à sa juste place. »*

Un petit juif plein aux as et prétentieux qui s'occupe des pauvres ! De quoi se mêle-t-il ? Pauvre école, pauvres élèves ! Je ne sais pas si l'enseignante, Véronique Sizaret-Montbrun, a lu ce compte rendu de sa leçon et si elle en est satisfaite.

Et le président du conseil général, M. André Vezinhet ?

Gérard Lorigny

Mais jusqu'où iront-ils ?

« **C**ommémorer la Grande Guerre peut être l'occasion de montrer qu'elle a en un sens cimenté l'Europe (souligné par nous). Alors que la crise des monnaies, de l'économie, de l'emploi et la récession même qui frappent les vingt-sept membres de l'Union euro-

péenne sont en passe de ronger les courages et les déterminations des citoyens, le souvenir commun de la Grande Guerre doit demeurer vivace pour contribuer à réorienter l'Europe libérale (souligné par nous) dans l'intérêt de toutes ses populations et de la paix » (Nicolas Mathey, *L'Humanité*, 1^{er} octobre 2013).

“Un coup de hache dans le corps social”

En 1989, François Mitterrand avait confié la direction de la commémoration officielle de la Révolution française à l'historien Jean-Noël Jeanneney. Le même Jeanneney présidait le comité scientifique des Rendez-vous de l'histoire de Blois.

Dans une interview au *Monde* (11 octobre), il affirme : « *La Révolution française, en 1789, constitue un coup de hache dans la nation, dans le corps social ; d'où une rupture qui va durer tout au long du XIX^e siècle et une bonne partie du XX^e siècle — mais progressivement, à mesure que la droite se rallie par vagues successives aux idéaux de 1789* (souligné par nous), *on voit une certaine unité du regard s'organiser.* »

Ainsi la droite se serait ralliée par vagues successives aux idéaux de 1789, donc à un événement qui a effectivement marqué « un coup de hache dans le corps social ». 1789 serait donc devenu un élément d'une union nationale. Les tonnes d'écrits qui dénigrent la Révolution française et la plupart de ses grands hommes attestent du contraire !

La veille, Jeanneney avait donné une interview au quotidien *Ouest-France* sur la commémoration de la guerre de 14-18. Il y déclare : « *Cette Grande Guerre est un cataclysme affreux, en soi et par toutes les conséquences qu'elle a entraînées au cours du XX^e siècle : fascisme, bolchevisme* (souligné par nous), *Seconde Guerre mondiale...* »

Le bolchevisme et donc la révolution d'Octobre sont des « cataclysme affreux ». C'est pourtant l'échec des révolutions allemande et autrichienne, sabotées par la social-démocratie, qui y sème les graines du fascisme en Allemagne et du brutal corporatisme social-chrétien puis le fascisme en Autriche.

Alors que depuis les deux guerres balkaniques, n'importe quel incident mettra le feu aux poudres dont les barils regorgent, rappelant une formule de Voltaire (comme si l'histoire n'avait pas quelque peu progressé depuis l'auteur de *L'Ingénu*), il ose attribuer en grande partie la guerre à « *Sa Majesté le hasard* ». Et rappelant les détails de l'assassinat de François Ferdinand, il ajoute : « *Je crois qu'une guerre repoussée, retardée n'aura peut-être jamais lieu.* » Donc les appétits des deux blocs d'alliance antagoniques, la volonté de maintenir ou de remodeler le partage du monde ne seraient que des éléments secondaires et contingents. La Grande Guerre ne naîtrait donc pas du choc d'impérialismes rivaux... mais d'on ne sait quoi et d'un incident, d'un accident, d'un coup de revolver ou de fusil, bref, du hasard. Certes une étincelle peut faire exploser un tonneau de poudre, mais il faut pour cela que le tonneau soit là et bien rempli. Or, en 1914, les tonneaux de poudre pullulent.

Voilà un historien vraiment bien complaisant qui nous jure : « *Il faut commencer par honorer la vaillance des soldats* »... victimes envoyées au massacre.

François Olivier

COURRIER DES LECTEURS

Des appréhensions pleinement justifiées

Bonjour,

Je vous envoie, ci-joint, un chèque de 32 euros pour le renouvellement de mon abonnement aux *Cahiers du mouvement ouvrier* dont je trouve les articles excellents et très instructifs.

Par ailleurs, vos appréhensions (et prévisions) concernant la commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale me semblent pleinement justifiées.

A titre d'exemple, le *Bulletin officiel de l'Education nationale*, n° 24 (13 juin 2013), dont la lecture a été fortement recommandée aux enseignants du secondaire, traite de la part que l'Education nationale va prendre à la commémoration

du centenaire. Il fixe les quatre objectifs qu'il conviendra de donner à l'enseignement de la Première Guerre mondiale, dont le dernier est : « *Faire le lien avec la Seconde Guerre mondiale et la naissance de l'idée européenne* », en insistant sur le fait que la fin de la Seconde Guerre mondiale voit la naissance de « *la prise de conscience que l'Europe est un bien commun et un idéal de paix pour les différentes nations qui la composent* ». C'est oublier un peu vite l'écrasement de la révolution grecque par les forces alliées, écrasement sanglant qui a inauguré cette prétendue ère (et aire) de paix.

Recevez mes sincères salutations.

A.-M. C. (Toulouse)

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0913 G 78360